



Investir dans les populations rurales

Rapport sur le développement rural 2016

Encourager une transformation inclusive du monde rural

AVANT-PROPOS





Investir dans les populations rurales

Rapport sur le développement rural 2016

Encourager une transformation inclusive du monde rural

AVANT-PROPOS

Ce rapport est le fruit du travail du personnel du Fonds international de développement agricole (FIDA) et les résultats et conclusions qui y sont présentés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de ses États membres ou de leurs représentants au Conseil d'administration. Le FIDA ni aucun de ses États membres ne garantissent l'exactitude des données communiquées dans ce travail. Les appellations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

Tous droits réservés.

ISBN-978-92-9072-684-5

© 2016 Fonds international de développement agricole (FIDA)
Imprimé par Quintily, Rome, Italie, septembre 2016

Imprimé sur papier écologique

Table des matières

Apperçu	8
Remerciements	11
Contexte du développement et principaux messages	12
Vue d'ensemble et synthèse	16
Introduction au rapport	59
Annexe: Données sur l'évolution de la transformation structurelle, de la transformation du monde rural et de la pauvreté rurale.....	72
Notes de fin	76

Figures

Figure A	Au niveau mondial, l'extrême pauvreté a été réduite de manière significative, mais les zones rurales sont encore à la traîne	17
Figure B	Développement agricole, développement rural et transformation du monde rural sont inextricablement liés à d'autres processus de plus grande ampleur	19
Figure C	Augmentation du PIB agricole en rapport avec la réaffectation de la main-d'œuvre	22
Figure D	La diminution des parts de l'agriculture dans le PIB est accompagnée d'augmentations de la production du secteur agroalimentaire par habitant, mettant en lumière l'importance de l'économie rurale.....	23
Figure E	Le déclin des parts de l'agriculture dans le PIB correspond à une augmentation du secteur des services et à une relative stagnation de l'industrie	24
Figure F	Le rythme de la transformation structurelle coïncide avec celui de la réduction de l'extrême pauvreté	24
Figure G	La transformation structurelle est intervenue dans toutes les régions, mais les points de départ et d'arrivée présentent des différences significatives	31
Figure H	La transformation du monde rural est plus importante dans les régions LAC et NEN, mais d'autres régions ont aussi progressé	32
Figure I	L'extrême pauvreté rurale a reculé dans toutes les régions, APR obtenant les meilleurs résultats	33
Figure J	La réduction de la pauvreté rurale a été uniformément rapide lorsque mesurée sur la base des seuils nationaux	34
Figure K	Au niveau régional, les résultats confirment largement l'association attendue entre le rythme de la transformation structurelle et celui de la réduction de la pauvreté rurale.....	39
Figure L	Au niveau régional, les résultats confirment largement l'association attendue entre le rythme de la transformation du monde rural et celui de la réduction de la pauvreté rurale	40
Figure M	Une vue d'ensemble des effets spécifiques aux régions de la transformation et de l'intégration	42
Figure N	Cadre analytique	62

Tableaux

Tableau A	Régions et pays examinés	30
Tableau B	Il existe une corrélation positive significative entre les niveaux de transformation structurelle et les niveaux et les variations de la transformation du monde rural	36
Tableau C	Les niveaux élevés de transformation structurelle sont associés à des niveaux peu élevés de pauvreté rurale – une transformation structurelle plus rapide est associée à une réduction plus rapide de la pauvreté	36
Tableau D	Les niveaux élevés de transformation du monde rural sont associés à des niveaux peu élevés de pauvreté rurale – une transformation plus rapide du monde rural est associée à la fois à de plus faibles niveaux de pauvreté et à une réduction plus rapide de la pauvreté	36
Tableau E	Plus les niveaux initial et final de transformation structurelle sont élevés, plus sera forte la corrélation entre la transformation du monde rural et la réduction de la pauvreté rurale	37
Tableau F	Typologie établie pour l’examen des liaisons entre la transformation et l’intégration	38
Tableau G	Approches du développement rural pour une transformation inclusive du monde rural	44
Tableau H	Objectifs de développement rural, réformes des politiques, innovations institutionnelles et investissements dans différents contextes de transformation et d’intégration	47

Encadrés

Encadré A	De la stimulation de la productivité agricole à la réduction de la pauvreté rurale en Chine	25
Encadré B	Gestion des possibilités et des défis transversaux	51



Sigles et acronymes

ACET	Centre africain pour la transformation économique
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
APR	Asie et Pacifique
AsiaDHRRA	Partenariat pour la mise en valeur des ressources humaines dans les zones rurales d'Asie
BAfD	Banque africaine de développement
BRAC	Bangladesh Rural Advancement Committee
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEA	Communauté d'Afrique de l'Est
CEI	Communauté des États indépendants
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Nations Unies)
CNOP-G	Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CONEVAL	National Council for the Evaluation of Social Development Policy (Mexique)
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DFID	Ministère britannique du développement international
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale
EALA	Assemblée législative est-africaine
ECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
ESA	Afrique orientale et australe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IDM	Indicateur du développement dans le monde
IED	Investissement étranger direct
IFOAM	Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IHERD	Innovation, Higher Education and Research for Development
IOM	Organisation internationale pour les migrations
IPEA	Institut de recherche économique appliquée
ITA	Innovation technique agricole
LAC	Amérique latine et Caraïbes
MERET	Managing Environmental Resources to Enable Transition to More Sustainable Livelihoods (Éthiopie)
NAADS	National Agricultural Advisory Services (Ouganda)
NBER	National Bureau of Economic Research
NBSC	Bureau national chinois des statistiques
NEN	Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale
NENA	Proche-Orient et Afrique du Nord (sous-région de NEN)
NERICA	Nouveau riz pour l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ODI	Overseas Development Institute
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé

OPM	Oxford Policy Management
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PTF	Productivité totale des facteurs
REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts
SATIIM	Sarstoon Temash Institute for Indigenous Management (Belize)
SSA	Afrique subsaharienne
TMR	Transformation du monde rural
TS	Transformation structurelle
UMMG	Union mondiale des marchés de gros
UNECA	Commission économique pour l'Afrique (Nations Unies)
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
WCA	Afrique de l'Ouest et du Centre

Avant-propos

Depuis la publication, en 2011, du *Rapport sur la pauvreté rurale du FIDA*, le monde a été marqué par des changements rapides qui modifient le paysage du développement. L'économie mondiale a connu de très importantes évolutions structurelles, avec l'émergence de marchés plus solides dans les économies à revenu intermédiaire et une augmentation de l'urbanisation et de la demande de produits alimentaires, cependant que l'on observait, dans plusieurs pays en développement à faible revenu, les taux de croissance les plus rapides de la planète. Dans le même temps, le changement climatique, les fluctuations des prix de l'énergie et des conflits complexes et prolongés ont provoqué toute une série de chocs. On a assisté, dans un certain nombre de régions, à des déplacements de populations à grande échelle, à l'intérieur des frontières ou d'un pays à l'autre, et à des bouleversements sociaux et politiques plus profonds liés au chômage. Malgré d'impressionnantes réductions, au niveau mondial, de la pauvreté et de la sous-alimentation, ce progrès a été inégal, et les inégalités économiques continuent de croître dans le monde développé comme dans le monde en développement.

C'est dans ce contexte général que les dirigeants de la planète sont convenus d'un ambitieux programme de développement visant à éliminer la pauvreté et la faim d'ici à 2030. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît de manière explicite le rôle central joué par le développement rural. Les petits exploitants occupent encore une place prépondérante dans les systèmes agricoles des pays en développement, et ils détiennent toujours la clé de la sécurité alimentaire. Ils sont toutefois confrontés, depuis longtemps, à des obstacles en matière d'accès aux ressources, à la technologie, aux intrants, à la finance, au savoir et aux marchés. C'est pourquoi les petits exploitants n'ont pas la résilience et la capacité requises pour tirer parti des nouvelles opportunités.

Par conséquent, tandis que les changements économiques intervenus à l'échelle mondiale offrent la possibilité d'accéder à de nouveaux marchés, de développer l'entrepreneuriat et de concevoir de nouveaux types de moyens d'existence dans le secteur agroalimentaire et au-delà, les risques et les obstacles demeurent encore trop importants, au niveau individuel, pour les femmes et les hommes du monde rural. Une transformation des zones rurales est donc nécessaire pour permettre à ceux qui y vivent

de tirer parti des changements en cours dans le monde qui les entoure, plutôt que de s'en trouver encore plus marginalisés.

L'une des caractéristiques de ce rapport est qu'il examine le développement rural dans le contexte de la transformation des zones rurales et de l'ensemble de l'économie – autrement dit la transformation du monde rural et la transformation structurelle. En intégrant le développement rural dans la transformation du monde rural, et cette dernière dans la transformation structurelle, il est possible d'envisager ensemble des évolutions des zones urbaines et des zones rurales et de faire le constat de leurs interconnexions.

Ce rapport définit la transformation inclusive du monde rural comme un processus dans lequel l'amélioration de la productivité agricole, l'augmentation des excédents commercialisables, l'accroissement des possibilités d'emploi en dehors des exploitations, un meilleur accès aux services et à l'infrastructure, et la capacité d'influer sur les politiques contribuent, conjointement, à l'amélioration des moyens d'existence ruraux et à une croissance inclusive. La transformation inclusive du monde rural est donc une composante essentielle de la croissance inclusive dans son ensemble, et du développement durable dans toutes ses dimensions – sociale, économique et environnementale. Elle constitue à la fois une vision et un prisme au travers duquel interpréter les processus historiques ayant pour cadre les zones rurales, partout dans le monde.

Le présent rapport traite donc de transformation, mais pas de n'importe quelle transformation; il s'agit d'une transformation inclusive qui donne aux ruraux accès à l'ensemble de l'économie et aux avantages de l'économie du XXI^e siècle. Ce rapport aborde aussi les choix, et en premier lieu les choix programmatiques et de politiques des gouvernements et des praticiens du développement, à l'échelle locale, régionale et mondiale. L'une des questions essentielles qu'ils doivent se poser est celle de savoir quelles mesures ils peuvent prendre pour stimuler et appuyer une transformation inclusive du monde rural.

Prenant appui sur des recherches approfondies, ce rapport cherche à répondre, entre autres, à cette question. L'une des prémisses importantes du rapport est qu'il n'existe pas, dans les processus de transformation économique, de mécanisme naturel d'incitation qui protège les intérêts des groupes marginalisés. La transformation inclusive

du monde rural est par conséquent loin d'être automatique. Elle est plutôt un choix. Elle ne se produit pas tout simplement; *elle doit être induite*.

La transformation du monde rural peut conduire à de nombreux changements positifs dans les vies des personnes et des pays, comme l'augmentation de l'espérance de vie; des améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement; l'augmentation des possibilités d'emplois ruraux et urbains; et l'autonomisation des femmes et des groupes minoritaires et défavorisés. Mais elle peut aussi induire toute une série d'inégalités et de déséquilibres politiques, sociaux, économiques et environnementaux. La transformation économique peut être inévitable, puisque le monde change, mais l'inclusivité est un *choix*.

Les pays doivent prendre des mesures spécifiques – et faire des choix spécifiques en matière de politiques et d'investissements – pour donner aux populations rurales les moyens de profiter des possibilités et de faire face aux menaces qui vont de pair avec les processus de transformation. L'expérience acquise par le FIDA au cours de près de quatre décennies a montré que lorsque les populations rurales peuvent s'organiser elles-mêmes et avoir un accès fiable à la terre et à d'autres ressources naturelles, aux technologies, à la finance et aux marchés, leurs moyens d'existence peuvent prospérer tout autant que leurs communautés. La transformation inclusive du monde rural peut être encouragée par le biais d'un développement centré sur les personnes, dans lequel les "bénéficiaires" deviennent les agents de leur propre développement, et participent à la prise

de décisions, à l'exécution et au processus même de transformation du monde rural.

Des mesures doivent être prises pour faire face aux menaces auxquelles sont confrontés les petits agriculteurs, les petites et moyennes entreprises rurales, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Le présent rapport cherche à fournir des bases solides qui serviront de fondement à ces mesures. Bien que les stratégies de développement rural doivent être spécifiques à un contexte donné, et inclure des réformes des politiques, des innovations institutionnelles et des investissements, il est évident qu'elles doivent apprécier à leur juste valeur le rôle de l'agriculture et de l'économie rurale, ainsi que le grand potentiel des populations rurales elles-mêmes en tant qu'agents d'une transformation inclusive.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA



Remerciements

La publication du Rapport sur le développement rural 2016 a été rendue possible par le dévouement, la compétence et le travail assidu de nombreuses personnes, tant au sein qu'en dehors du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le rapport, élaboré sur la base des directives fournies par la direction du FIDA, a été coordonné par le Département de la stratégie et des savoirs (SKD) et a tiré parti de ressources provenant de l'ensemble du Département gestion des programmes (PMD). Josefina Stubbs, Vice-Présidente adjointe, SKD, a assuré la supervision et la direction tout au long du processus, cependant que Hans Binswanger fournissait les orientations techniques d'ensemble.

Un certain nombre de membres du personnel du FIDA, de chercheurs extérieurs et de praticiens du développement rural ont joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et la rédaction de ce rapport: Jock Anderson, Rui Benfica, Julio Berdegue, Regina Birner, Karen Brooks, Pierre-Marie Bosc, Constanza Di Nucci, Jikun Huang, Karim Hussein, David López, Steven Were Omamo, Tom Reardon, Abdelkarim Sma, Brent Swallow, Kimberly Swallow, Carolina Trivelli, David Tschirley et Calum Turvey, avec l'appui de Hans Binswanger.

D'autres personnes, membres ou non du personnel du FIDA, ont apporté des contributions de fond à des sections spécifiques. Il s'agit de Tawfiq El-Zabri, Anja Lesa, David Suttie et Rauno Zander. Le rapport a également bénéficié, sur les plans de la rédaction et de la recherche, des compétences de Hansdeep Khaira, Jeremy Marand, Lorenzo Motta, Tomás Rosada, Maria Luisa Saponaro et Margherita Squarcina. La ventilation des mesures de la pauvreté entre milieu rural et milieu urbain a été réalisée par l'équipe PovcalNet de la Banque mondiale.

Une fois achevée la rédaction du projet de rapport, des membres de la direction, ainsi qu'un groupe composé de nombreux fonctionnaires du FIDA, ont été mobilisés pour examiner et revoir le document afin d'en assurer la pertinence et l'exactitude: Michel Mordasini, Henock Kifle, Périn Saint Ange, Gerard Sanders, Lakshmi Menon, Paul Winters, Adolfo Brizzi, Ides de Willebois, Sana Jatta, Hoonae Kim, Joaquin Lozano, Khalida Bouzar, Margarita Astralaga, Ashwani Muthoo, Bettina Prato, Fabrizio Bresciani, Richard Pelrine, Shirley Chinien, Geoffrey Livingston, Henrik Franklin, Stephen Twomlow, Michael Hamp, James Garrett, Tom Anyonge, Harold Liversage, Roberto Longo, Lauren Philips, Edward Heinemann, Wafaa

El Khoury, Kris Hamel, Claire Bishop, Maria Hartl, Gernot Laganda, Antonella Cordone et Shantanu Mathur.

Bruce Ross-Larson et son équipe ont été les principaux éditeurs du rapport. Sur le plan administratif, compétences et appui ont été apportés par Jocelyn Buckingham, Sandra Reyes, Paola Tilotta et Petra Valente, membres du personnel du FIDA. De vifs remerciements doivent être adressés aux personnes ayant contribué au processus de production – Francesca Gentile, Bruce Murphy et Birgit Plockinger, ainsi qu'à Paola de Leva, Patricia Michelle Heery et l'équipe des services linguistiques du FIDA pour la traduction du rapport dans les autres langues officielles du FIDA.

Le FIDA exprime sa reconnaissance aux personnes et aux institutions ayant participé à l'examen par les pairs: Juan Alberto Fuentes Knight, Alain de Janvry, Harris Mule, Alvaro Ramos et Peter Timmer, ainsi que le Forum rural mondial, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) et le Partenariat pour la mise en valeur des ressources humaines dans les zones rurales d'Asie (AsiaDHRRRA).

Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier tous les membres du personnel du FIDA et les collègues de la communauté du développement pour le temps qu'ils nous ont consacré, les idées qu'ils ont émises et les précieuses contributions apportées à l'équipe et au rapport.

L'équipe présente ses excuses aux personnes ou organisations que nous aurions par inadvertance oublié de mentionner dans cette énumération.

Contexte du développement et principaux messages

Depuis la publication, en 2011, du Rapport sur la pauvreté rurale du FIDA, l'économie mondiale a continué de connaître des évolutions structurelles persistantes et de grande ampleur, avec des économies de marché à revenu intermédiaire entrant dans le groupe des marchés émergents et plusieurs pays en développement à faible revenu enregistrant les taux de croissance les plus rapides du monde – encore qu'ils ralentissent actuellement – et qui produisent des effets sans précédent sur les marchés des produits de base et sur les marchés financiers. Au cours de cette période, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes se sont accrues, et les conflits complexes et prolongés ont créé, dans plusieurs régions, des situations fragiles se traduisant par des déplacements de populations à grande échelle, à l'intérieur des frontières ou d'un pays à l'autre. Les défis sociaux et politiques liés au chômage, en particulier celui des jeunes, s'aggravent. En réaction à une demande de produits alimentaires qui augmente et se diversifie, les filières mondiales et nationales des principaux aliments de base et des produits à haute valeur se consolident rapidement.

Ces dynamiques plus récentes se combinent aux dynamiques existantes pour présenter de nouveaux défis et offrir de nouvelles possibilités aux populations rurales et aux zones rurales dans l'ensemble de la planète. C'est ainsi que l'urbanisation, l'évolution démographique, l'intégration croissante des filières alimentaires et des systèmes alimentaires, et l'augmentation des investissements nationaux et étrangers dans le secteur agroalimentaire se conjuguent pour créer, sur les marchés agroalimentaires, de nouveaux risques pour les acteurs ruraux, femmes et hommes, travaillant dans le secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires de manière plus générale. Mais elles produisent aussi de nouvelles possibilités d'entrepreneuriat et d'emploi, en amont et en aval des filières agroalimentaires – dans la transformation, le transport, la fourniture d'intrants, ainsi que dans la mise au point de technologies, et le développement d'infrastructures et d'équipements, et dans leur maintenance. Grâce à la diffusion rapide des dispositifs numériques et à l'accès accru à l'Internet, l'information et les savoirs relatifs aux systèmes agroalimentaires peuvent être créés et partagés avec une opportunité, une rapidité et une précision sans cesse croissantes, mais pas nécessairement de manière égale. Le changement climatique accroît les préoccupations quant à la

durabilité des pratiques agricoles établies, mais il ouvre aussi, pour les communautés et les ménages ruraux, de nouvelles possibilités de création de nouveaux flux d'avantages, grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Reconnaissant le rôle prédominant que jouent les petits exploitants agricoles dans les paysages ruraux dans l'ensemble du monde en développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue un engagement à fournir aux petits agriculteurs des moyens accrus et de meilleure qualité pour favoriser cette transformation. Les petits exploitants sont confrontés depuis longtemps à des obstacles en matière d'accès aux ressources productives, à la technologie, aux intrants, à la finance, au savoir et aux marchés. La production largement dispersée sur le plan spatial, l'importance des coûts de transport et la saisonnalité ont pour conséquence un risque de prix plus élevés sur le marché et aggravent l'inégalité du pouvoir de négociation en termes financiers. La production axée sur la subsistance et l'accès limité au marché sont, par conséquent, encore présents. Dans le même temps, la croissance démographique, les pratiques agricoles non durables, l'urbanisation, l'exploitation minière, la conversion de l'utilisation des terres et la déforestation accentuent les pressions sur la base de ressources naturelles. Confrontés à ces tensions, il est très difficile, pour les systèmes agricoles dont dépend la majorité des habitants des zones rurales, de faire face à une demande en plein essor de produits alimentaires, d'aliments pour le bétail et de fibres, ce qui compromet, en divers lieux, la sécurité alimentaire.

Pour pouvoir répondre à l'émergence de ces défis et de ces possibilités – et pour améliorer les perspectives de réalisation de plusieurs des objectifs de développement durable (ODD) –, les zones rurales doivent connaître une transformation rapide et inclusive. Au sein des zones rurales, les ménages présentent de très larges différences en termes de capacités de génération de revenus provenant de sources non agricoles, d'importance sans cesse croissante, d'où des différences dans leurs capacités de participation aux économies rurales en général.

Le Rapport sur le développement rural 2016 du FIDA vise à apporter un éclairage sur cette évolution du paysage rural afin de fournir aux praticiens du développement, aux niveaux local, régional et mondial, dont le FIDA, des éléments d'information utiles pour leurs choix programmatiques ou de politiques. Le rapport examine le développement

rural au travers du prisme de la transformation des zones rurales et de l'économie en général, et formule les cinq messages principaux suivants:

1. La transformation du monde rural ne se produit pas de manière isolée; elle s'inscrit dans un processus plus vaste de transformation structurelle, façonné par les liaisons réciproques entre l'agriculture, l'économie rurale non agricole, le secteur manufacturier et les services. La transformation du monde rural est essentielle à la transformation structurelle.

La transformation du monde rural intervient dans le cadre d'un processus plus vaste de transformation structurelle que connaissent les pays à l'échelle de l'ensemble de l'économie. Elle implique une augmentation de la productivité et de la commercialisation du secteur agricole, et une diversification des schémas de production et des moyens d'existence au sein du secteur agricole et dans le secteur rural non agricole. L'augmentation de la productivité de l'agriculture et de l'économie rurale non agricole assure la production alimentaire nécessaire pour répondre aux exigences de la croissance et de la transformation urbaines, et libère de la main-d'œuvre au profit d'autres secteurs, comme la production manufacturière et les services. Les résultats de l'agriculture et de l'économie rurale non agricole reflètent et déterminent, par conséquent, la trajectoire de la transformation structurelle. Dans le même temps, la transformation du monde rural est façonnée par l'augmentation et la diversification de la demande de denrées alimentaires et de matières premières provenant de ces secteurs. L'interaction de ces forces définit les trajectoires et les niveaux de la transformation du monde rural, lesquels, à leur tour, façonnent les possibilités de développement rural, sa durabilité et son inclusivité, ainsi que les contraintes qu'il rencontre.

2. Bien que la transformation du monde rural puisse se traduire, pour les populations rurales, par des effets tant positifs que négatifs, la transformation inclusive du monde rural doit être induite; elle ne se produira pas de manière automatique.

La transformation du monde rural modifie la structure de la propriété foncière, les technologies utilisées, les capacités des femmes et des hommes ruraux, ainsi que la répartition et la dynamique de la population et de la main-d'œuvre. Il en découle de multiples avantages, ressentis bien au-delà des zones rurales. Les forces sous-jacentes à la transformation du monde rural peuvent créer les conditions de nombreux impacts sociaux favorables – augmentation de l'espérance de vie,

améliorations dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et autonomisation des femmes. Mais peuvent aussi surgir d'innombrables inégalités et déséquilibres politiques, sociaux, économiques et environnementaux. Les identités traditionnelles, la cohésion sociale et le potentiel d'action collective peuvent être menacés, avec une incidence négative sur les perspectives d'intégration. La transformation inclusive du monde rural est, par conséquent, loin d'être spontanée. Elle ne se produit pas tout simplement; *elle doit être induite.*

Le caractère inclusif de la transformation est une question empirique, ayant un rapport spécifique très étroit avec le lieu, les identités et les conditions sociales et économiques dominantes. Les pouvoirs publics, les organismes de développement et les autres parties prenantes cherchant à concevoir et mettre en œuvre des stratégies de développement rural encourageant une transformation inclusive du monde rural doivent répondre à trois questions. Quelles sont les différentes trajectoires (ou modèles) de la transformation structurelle et rurale dans le monde en développement? Quelles sont les conséquences de cette transformation en termes de réduction de la pauvreté rurale et d'intégration? Que peut-on faire pour encourager et appuyer une transformation inclusive du monde rural?

3. La rapide transformation structurelle ou du monde rural, bien que nécessaire, ne conduit pas automatiquement à une réduction rapide de la pauvreté rurale.

De manière générale, les pays qui sont parvenus à des niveaux élevés de transformation structurelle ont aussi davantage transformé leur milieu rural ou connaissent une transformation du monde rural et une réduction de la pauvreté plus rapides. Il est rare d'observer une réduction rapide de la pauvreté rurale en l'absence d'une rapide transformation structurelle et/ou du monde rural. Sur un échantillon de 60 pays, un seul avait réussi à réduire la pauvreté en l'absence d'une transformation rapide. Toutefois, plusieurs pays en cours de transformation rapide n'ont pas réussi une transformation inclusive – la pauvreté rurale subsiste, malgré la transformation de l'économie. Les transformations structurelles et du monde rural peuvent être nécessaires pour l'intégration rurale, mais elles ne sont pas suffisantes. Le rôle de la transformation du monde rural est particulièrement important. Les données dont on dispose permettent de penser que si la transformation structurelle progresse lentement, mais que les politiques et les investissements conduisent à une transformation rapide du monde rural, une intégration rurale relativement rapide est possible.

Pour parvenir à une intégration rurale durable, il faut non seulement que les pays se transforment rapidement, mais aussi qu'ils prennent des mesures spécifiques, en termes de politiques et programmatiques, afin d'autonomiser les populations rurales et leur donner les moyens de profiter des possibilités et d'aborder les menaces et les défis associés aux processus de transformation. Lorsque les populations rurales sont capables de s'organiser pour obtenir un accès fiable à la terre et à d'autres ressources naturelles, aux technologies et aux facteurs de production, à la finance et aux débouchés commerciaux, et pour participer aux processus décisionnels, elles deviennent les acteurs et les bénéficiaires centraux des processus de transformation du monde rural. Étant donné qu'il n'existe pas, dans les processus de transformation structurelle ou du monde rural, de mécanisme naturel d'incitation dynamique qui protège les intérêts des groupes marginalisés, il est nécessaire de déterminer et de prendre en compte de manière appropriée les menaces qui pèsent sur les petits exploitants agricoles, les petites et moyennes entreprises (PME) agroalimentaires, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

4. La transformation inclusive du monde rural dépend de l'agriculture, qui conserve son importance à mesure que la transformation se produit, mais elle exige que des politiques agricoles distinctes soient adoptées à différents stades de la transformation du monde rural.

Du fait des liens d'interdépendance étroits qui existent entre la transformation structurelle et le système agroalimentaire, l'économie politique de la transformation inclusive du monde rural aux échelons national et infranational dépend du rôle et de l'importance assignés à l'agriculture à mesure que la transformation se produit.

Aux niveaux relativement inférieurs de transformation structurelle, on doit mettre en œuvre des approches du développement rural axées sur le thème "*stimuler l'agriculture*". Elles visent à stimuler, de façon uniforme, une augmentation de la productivité agricole rapide et à grande échelle. Les dirigeants doivent trouver les moyens d'une focalisation précise et durable sur l'agriculture malgré les innombrables contraintes destructrices de valeur qui rendent extraordinairement difficile à atteindre l'objectif de stimulation, sur une grande échelle, de l'augmentation de la productivité agricole.

À mesure que la transformation structurelle atteint des niveaux plus élevés, mais encore modestes, les approches nécessaires sont celles visant

à "*moderniser l'agriculture*". Ces approches doivent être conçues de manière à faciliter la transition vers une spécialisation et une diversification accrues de la production et des échanges pour un nombre croissant de petits exploitants agricoles et de PME rurales. Les dirigeants doivent susciter et entretenir une dynamique politique en faveur de l'expansion et du renforcement d'une économie rurale fondée sur l'agriculture, et de sa diversification au sein du secteur agricole et au-delà.

Aux niveaux supérieurs de la transformation structurelle, des approches visant à "*soutenir l'agriculture*" sont nécessaires pour un secteur agricole qui, malgré sa taille relativement réduite et ses parts décroissantes dans la production et l'emploi, conserve une grande et puissante portée dans plusieurs autres composantes de l'économie et de la société. En même temps qu'ils répondent aux exigences légitimes de création, par les systèmes agroalimentaires, de biens publics d'importance de plus en plus vitale, les dirigeants doivent aussi permettre l'expression et la représentation des groupes ruraux dont les moyens d'existence, qui dépendent encore directement de l'agriculture et des filières agricoles, demeurent encore maigres et vulnérables.

5. Les stratégies de développement rural pour la transformation inclusive du monde rural sont spécifiques au contexte, mais leurs orientations sont similaires, avec des réformes des politiques, des innovations institutionnelles et des investissements hautement prioritaires, en fonction de la rapidité et de l'inclusivité des trajectoires de transformation suivies à ce jour.

Les pays, et les régions au sein des pays, peuvent se transformer et devenir inclusifs de nombreuses manières. L'analyse permet de définir quatre catégories de transformation et d'intégration dans lesquelles on peut classer la plupart des pays et des régions, chacune de ces catégories ayant des objectifs distincts assignés aux stratégies de développement rural visant à favoriser la transformation inclusive du monde rural:

(1) les pays/régions où la transformation et l'intégration sont relativement rapides devraient avoir pour but de **s'adapter** à l'évolution des conditions de manière à soutenir le progrès et à aborder les questions inhérentes à une croissance rapide.

(2) les pays/régions où la transformation est relativement rapide et l'intégration relativement lente devraient avoir pour but **d'amplifier** les avantages de la croissance en étendant la portée des avantages et les possibilités aux populations rurales et aux groupes minoritaires, tout en soutenant le rythme de la transformation.

(3) les pays/régions où la transformation est relativement lente et l'intégration relativement rapide devraient avoir pour but **d'accélérer** le rythme de la transformation sans sacrifier son caractère inclusif.

(4) les pays/régions où la transformation et l'intégration sont relativement lentes devraient avoir pour but **d'amplifier** les avantages de la croissance **et d'accélérer** le rythme de la transformation, en cherchant à la fois à étendre la portée de la création d'avantages et à l'accélérer.

Les points sensibles, les réformes des politiques, les innovations institutionnelles et les investissements varient d'une catégorie à l'autre. Favoriser la transformation inclusive du monde rural consiste donc à effectuer les bons choix stratégiques dans les différents contextes – et cette démarche est composée en partie d'art, et en partie de science. L'art consiste à susciter et à entretenir une dynamique politique pour que la priorité soit accordée à l'agriculture, aux zones rurales et aux systèmes agroalimentaires en évolution à mesure que se produit la transformation structurelle, en renforçant et élargissant l'ensemble des activités socioéconomiques. La science consiste à concevoir et mettre en œuvre des politiques, des institutions et des investissements qui intègrent un nombre toujours croissant de ruraux dans ces activités. Ni l'un ni l'autre ne sont simples. Dans l'agriculture, les zones rurales et les systèmes agroalimentaires, les problèmes de performance et d'équité sont profonds, récurrents et généralisés.

Les choix stratégiques fondamentaux tournent autour d'un thème: veiller à ce que les populations pauvres et marginalisées puissent participer aux politiques, aux institutions et aux investissements

susceptibles d'améliorer les conséquences, en termes de répartition, d'une transformation rapide. La complexité et la continuité des défis stratégiques ont la même importance que les possibilités stratégiques spécifiques au contexte et déterminées par la trajectoire. Le FIDA et ses partenaires nationaux reconnaissent depuis longtemps qu'il est important de considérer les populations rurales comme faisant partie de la solution, et ils doivent poursuivre dans cette voie, en mettant l'accent sur les interventions qui facilitent leur intégration au cours des différents stades de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural. Le lien entre ces conclusions et les conséquences pour le programme mondial de développement rural et, de manière plus générale, pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est clair, très fort et affirmatif. Des centaines de millions de ruraux seront des acteurs essentiels de l'élaboration de solutions de développement durable.

Le présent rapport est axé sur la transformation inclusive du monde rural, élément central des efforts déployés, à l'échelle mondiale, pour éradiquer la pauvreté et la faim, et pour bâtir des sociétés inclusives et durables pour tous. Les répercussions sur les plans des grandes orientations et des programmes, dans diverses régions et divers domaines thématiques d'intervention, sont fondées à la fois sur une analyse rigoureuse et sur les 40 années d'expérience du FIDA en matière d'investissement dans les populations rurales et dans les interventions rendant possible la transformation inclusive et durable des zones rurales.

Vue d'ensemble et synthèse



Développement rural pour la croissance et la réduction de la pauvreté

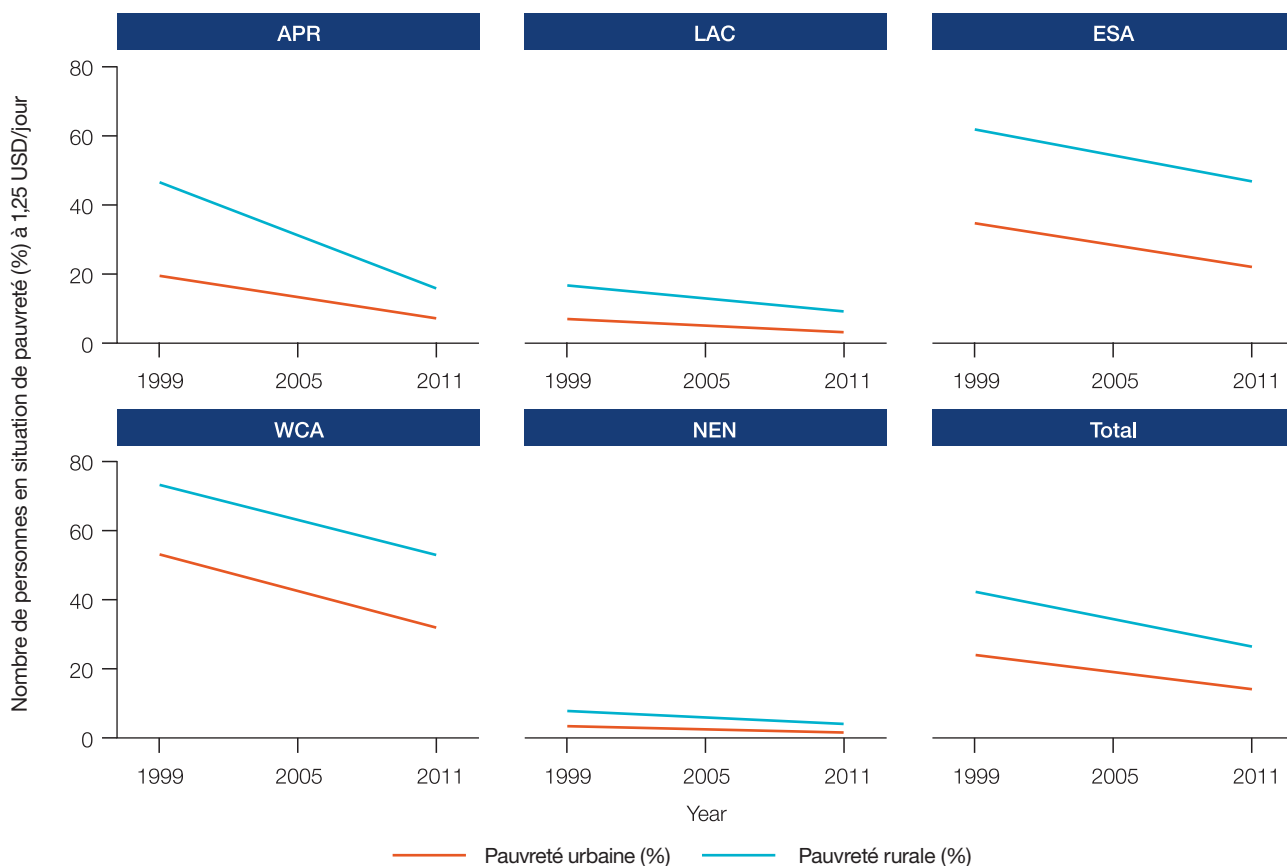
Dans le monde entier, les efforts récents de lutte contre la pauvreté ont connu des progrès réguliers (figure A). Dans la plupart des régions, toutefois, les taux de pauvreté des zones rurales demeurent largement supérieurs à ceux des zones urbaines. Ces évolutions reflètent la persistance des problèmes auxquels sont confrontées les zones rurales, en rapport avec la marginalisation sociale, économique et politique des populations rurales. Les petites exploitations familiales, qui dominent les paysages ruraux dans l'ensemble du monde en développement, produisent jusqu'à 80% des denrées alimentaires en Asie et en Afrique subsaharienne, tout en appuyant les moyens d'existence de près de 2,5 milliards de personnes (FIDA, 2015). Pourtant, ces agriculteurs font toujours face aux obstacles de longue date à l'accès à la technologie, à la finance, au savoir et aux marchés. Dans le même temps, la croissance

démographique, les pratiques agricoles non durables, l'urbanisation, l'exploitation minière, les changements de l'utilisation des terres et la déforestation accentuent les pressions sur la base de ressources naturelles. En raison de ces tensions, il est très difficile pour les systèmes agricoles dont dépendent la plupart des habitants des zones rurales de faire face à une demande en plein essor de denrées alimentaires, d'aliments pour le bétail et de fibres (FIDA, 2015). Les ménages ruraux présentent de très larges différences en termes de capacités de génération de revenus provenant de sources non agricoles, d'importance sans cesse croissante, avec pour conséquence de fortes différences dans leurs capacités de participation aux économies rurales en général (Haggblade et al., 2010).

Il n'est pas surprenant de constater, lorsque l'on considère comme un succès le fait de surmonter les innombrables défis qui se présentent dans les zones rurales, que le développement rural soit l'une des forces les plus fiables et puissantes à mobiliser pour

FIGURE A Au niveau mondial, l'extrême pauvreté a été réduite de manière significative, mais les zones rurales sont encore à la traîne

Évolution de l'extrême pauvreté, dans les zones rurales et urbaines, par région, 1999-2011



Notes: APR = Asie et Pacifique; LAC = Amérique latine et Caraïbes; ESA = Afrique orientale et australe; WCA = Afrique de l'Ouest et du Centre; NEN = Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale.

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

la réduction de la pauvreté et un développement socioéconomique de grande ampleur. Les données concrètes montrent de manière forte et claire qu'un investissement soutenu dans l'amélioration de la productivité de l'agriculture et de l'économie rurale de manière plus générale a un impact important, tant sur la croissance que sur la réduction de la pauvreté (Fan, 2008; Fan et al., 1999, 2002). Les trajectoires de l'impact sont à la fois directes – par le biais de l'augmentation des revenus et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle – et indirectes – par le biais de l'amélioration de l'éducation, des soins de santé et d'autres services importants.

L'une des caractéristiques spécifiques de ce rapport est qu'il examine le développement rural dans le contexte de la transformation des zones rurales et de l'économie en général – transformation du monde rural et transformation structurelle (figure B). En intégrant le développement rural dans la transformation du monde rural, et cette dernière dans la transformation structurelle, il est possible d'envisager ensemble les zones urbaines et les zones rurales, et de faire le constat de leurs interconnexions. L'augmentation de la productivité de l'agriculture assure les ressources alimentaires nécessaires à la croissance et à la transformation urbaines, et libère de la main-d'œuvre pour d'autres secteurs, comme ceux de la production manufacturière et des services; dans le même temps, la transformation du monde rural est façonnée par l'augmentation et la diversification de la demande de produits alimentaires et de matières premières provenant de l'économie urbaine. Du point de vue des zones rurales, par conséquent, le rapport prend en compte à la fois l'offre et la demande de biens, de main-d'œuvre, de capital et de technologie. Les points en jeu sont les conséquences, pour le développement rural et la transformation du monde rural, de changements rapides et profonds du côté de la demande concernant, sur les plans mondial et national, les facteurs de marché et les filières agroalimentaires. Le rapport montre que les trajectoires et les niveaux de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural influent sur les possibilités de développement rural, sur les contraintes qu'il rencontre, et sur son inclusivité.

Les options économiques et les politiques d'appui en matière de développement rural qui favorisent une transformation inclusive du monde rural varient considérablement. Les récits simplistes ne suffisent pas à expliquer les schémas de développement observés. Les pays, et les régions au sein des pays, peuvent se transformer de nombreuses manières, et la traduction d'une tendance structurelle donnée en développement social et en intégration présente de nombreuses variantes. Mais l'élément

fondamental demeure la nécessité d'étendre l'accès des populations rurales à la gamme des nouvelles possibilités disponibles, et de les protéger des menaces que peut renfermer cet accès accru.

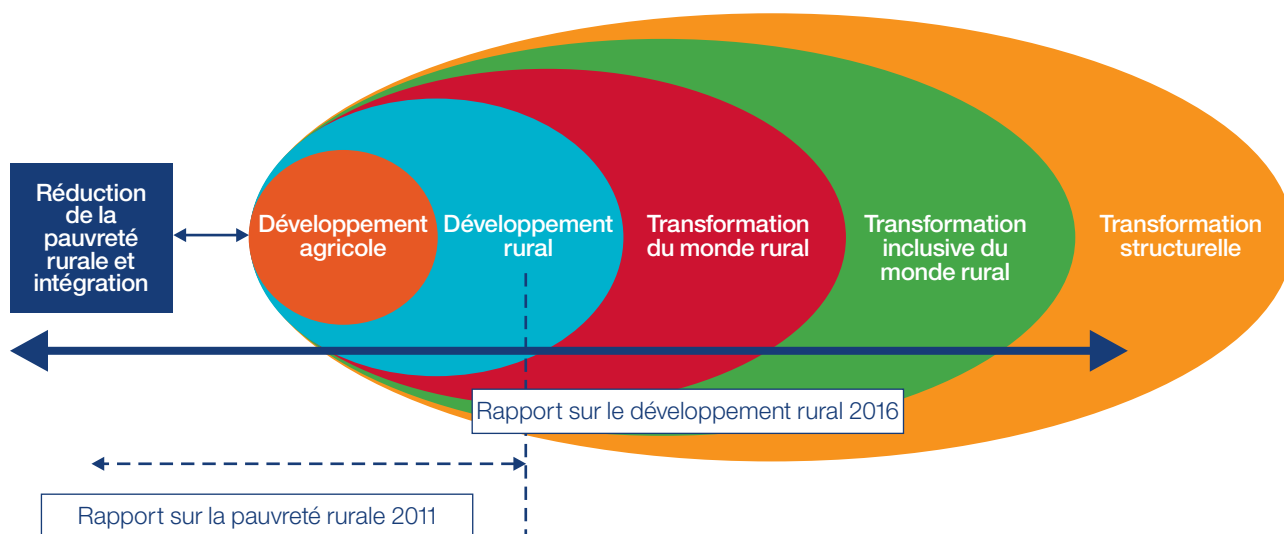
Les zones rurales dans un contexte mondial délicat

Il y a cinq ans, lorsque le FIDA publiait son deuxième *Rapport sur la pauvreté rurale*, sur le thème "Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération", le monde en était encore aux premiers stades de la reprise après les effets dévastateurs de la "tempête parfaite" – hausse des prix alimentaires et des carburants et instabilité des marchés financiers – qui avait frappé toutes les économies de la planète et accru, au niveau mondial, de 100 millions le nombre de personnes sous-alimentées (FIDA, 2011). Mais, alors que les pays entamaient leur redressement – et pour nombre d'entre eux cela s'est fait très rapidement –, une nouvelle réalité est apparue.

Dans les économies industrielles avancées, le redressement a été lent et incomplet. Dans la plupart de ces pays, les taux de croissance et d'emploi n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. La reprise mondiale a été tirée par les pays à revenu intermédiaire – les "marchés émergents" – cependant que de nombreux pays à faible revenu semblaient aussi avoir trouvé de nouvelles sources de croissance dynamique. En 2015, les 20 pays du monde ayant la croissance la plus rapide entraient tous dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu d'Asie, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine. À elle seule, l'Afrique subsaharienne comptait cinq des dix premiers pays (Banque mondiale, 2015a). Il est vrai que, dans nombre de ces pays en croissance rapide, les niveaux du produit intérieur brut (PIB) par habitant sont extrêmement faibles, que les ressources minérales constituent la majorité en valeur de leurs exportations, que leurs infrastructures physiques sont clairsemées, et que les capacités humaines présentent de profondes lacunes; la conclusion est toutefois indiscutable: dans l'économie mondiale de 2016, les moteurs de la croissance et du changement sont fondamentalement différents de ceux de 2011.

De nouvelles sources d'instabilité sont également apparues. Au moment où ce document va sous presse, la croissance en Chine et dans d'autres économies de marché émergentes, bien qu'encore rapide par rapport à celle de la plupart des pays, s'est considérablement ralentie, plombant les marchés des produits de base et provoquant des ondes de choc d'une intensité et d'une durée inattendues sur l'ensemble des marchés

FIGURE B Développement agricole, développement rural et transformation du monde rural sont inextricablement liés à d'autres processus de plus grande ampleur



DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le développement agricole a pour but d'améliorer la qualité de vie et le bien-être économique des agriculteurs, des pasteurs et des travailleurs agricoles. Il se concentre sur l'exploitation de ressources naturelles à forte utilisation de terre, comme l'agriculture, l'élevage, la foresterie et les pêches. Il concerne l'amélioration des services agricoles, des incitations et des technologies agricoles, et les ressources utilisées dans le secteur de l'agriculture, comme la terre, l'irrigation, le capital humain et l'infrastructure rurale.

DÉVELOPPEMENT RURAL

Le développement rural est le processus d'amélioration des possibilités et du bien-être des populations rurales. C'est un processus de changement des caractéristiques des sociétés rurales. Outre le développement agricole, il comprend le développement humain et social et des objectifs environnementaux, et pas seulement des objectifs économiques. Le développement rural englobe par conséquent la santé, l'éducation et d'autres services sociaux. Il utilise aussi une approche multisectorielle pour la promotion de l'agriculture, l'extraction minière, le tourisme, la récréation et la production manufacturière de produits de niche.

TRANSFORMATION DU MONDE RURAL

La transformation du monde rural (TMR) implique l'amélioration de la productivité agricole, l'augmentation de la commercialisation et des excédents commercialisables, et la diversification des schémas de production et des moyens d'existence. Elle implique aussi une expansion du nombre d'emplois décents non agricoles et des possibilités entrepreneuriales, l'amélioration de la couverture des zones rurales et de l'accès aux services et à l'infrastructure, et un accès accru aux processus pertinents d'élaboration des politiques ainsi qu'une plus grande capacité d'influer sur ces processus. Tous ces facteurs conduisent à une croissance rurale (et au-delà) sur une large base, et à des paysages ruraux mieux gérés et plus durables.

TRANSFORMATION INCLUSIVE DU MONDE RURAL

Dans le cadre de la transformation inclusive du monde rural, chacun, sans exception, peut exercer ses droits économiques, sociaux et politiques, développer ses capacités, et tirer parti des possibilités existantes dans son environnement. Cela conduit à une amélioration sensible de la situation économique et de la qualité de vie des petits agriculteurs, des travailleurs manquant de terres ou sans terres, des femmes et des jeunes, des groupes ethniques et raciaux marginalisés, et des victimes de catastrophes et de conflits.

TRANSFORMATION STRUCTURELLE

La transformation structurelle (TS) est à la fois une cause et un effet de la croissance économique. Elle implique l'augmentation de la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de l'économie urbaine; un changement dans la composition de l'économie, où l'agriculture cédera le rôle prépondérant à l'industrie et aux services; un rôle croissant des échanges internationaux; une augmentation des migrations des zones rurales vers les zones urbaines et de l'urbanisation; et la concrétisation d'une transition démographique caractérisée par la baisse des taux de natalité. Elle conduit à de profonds facteurs de stress, d'ordre politique, culturel, social et environnemental, dont la gestion est indispensable à une durabilité à long terme.

Source: Auteurs.

financiers mondiaux. D'autres sources d'instabilité sont liées aux conflits complexes et prolongés affectant plusieurs régions, et se traduisant par des déplacements de populations à grande échelle, à l'intérieur des frontières ou d'un pays à l'autre. Le nombre de personnes déplacées de force est passé de 37,5 millions en 2004, à 51,2 millions en 2013 et à 59,5 millions à la fin de 2014; au cours de la seule année 2014, 13,9 millions de personnes ont été déplacées (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [UNHCR], 2015).

Certains problèmes qui se posent de longue date s'aggravent avec le chômage, et cela se produit exceptionnellement aussi bien dans le monde développé que dans le monde en développement, mais particulièrement dans les pays où se poursuit une rapide croissance démographique. Les conditions de l'emploi évoluent rapidement, affectant sévèrement la nature et la qualité des moyens d'existence associés dans les zones rurales comme dans les zones urbaines (Organisation internationale du Travail [OIT], 2015). L'urbanisation se poursuit partout, à des rythmes différents, mais avec souvent des effets défavorables sur l'intégration sociale et sur l'empreinte environnementale des zones urbaines.

Liée à la croissance démographique, à l'urbanisation et aux changements dans les régimes alimentaires, la demande mondiale de produits alimentaires devrait, selon les prévisions, augmenter de plus de 60% d'ici à 2050, ce qui exigera une augmentation rapide de la productivité agricole et accentuera le stress sur les ressources naturelles. Les filières mondiales et nationales des principaux aliments de base et des produits de haute valeur sont en voie de consolidation rapide, avec des conséquences de grande portée sur l'accès et la participation des petits exploitants agricoles et des PME rurales (Reardon et Timmer, 2007; Reardon et al., 2009). La complexité croissante des systèmes alimentaires laisse présager, pour les denrées alimentaires, une concurrence accrue émanant d'utilisations non alimentaires comme les biocarburants, ce qui pourrait conduire à un resserrement de la demande et à une hausse des prix alimentaires sur le long terme. Dans les filières agroalimentaires, les normes et les exigences en termes de volume et de qualité ont une importance et une application croissantes. Enfin, le changement climatique fait apparaître de nouveaux défis dans tous les secteurs, et spécialement dans l'agriculture tributaire des conditions climatiques (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2014).

Plusieurs de ces défis représentent aussi de nouvelles possibilités pour les populations rurales et pour le secteur rural. En particulier, la croissance démographique, l'urbanisation, l'intégration

croissante des filières d'approvisionnement alimentaire et des systèmes alimentaires, et l'augmentation des investissements nationaux et étrangers dans le secteur agroalimentaire sont autant de facteurs qui se conjuguent pour créer de nouvelles possibilités pour les femmes et les hommes du monde rural travaillant dans le secteur de l'agriculture. Ils créent aussi de nouvelles possibilités d'entrepreneuriat et d'emploi, en amont et en aval du secteur agroalimentaire – dans la transformation, le transport, la fourniture d'intrants, ainsi que dans la mise au point de technologies, et le développement d'infrastructures et d'équipements, et dans leur maintenance. L'intérêt croissant porté à la durabilité environnementale, en rapport avec le changement climatique, crée également pour les ménages et les communautés de nouvelles possibilités de disposer d'un accès stable aux ressources naturelles et d'un contrôle stable sur ces ressources.

La diffusion rapide des dispositifs numériques et l'accès accru à l'Internet ont conduit à une explosion du volume de données et d'information partout dans le monde, créant de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Les savoirs peuvent être produits et partagés avec une rapidité et une précision sans cesse croissantes, et la gamme des partenariats possibles continue de s'élargir. Mais, bien que les technologies numériques élargissent les savoirs mondiaux, elles ne les démocratisent pas pour autant. De nombreuses parties prenantes essentielles n'ont pas assez d'informations et de possibilités de faire entendre leur voix aux niveaux national et international, et n'ont pas les moyens d'accéder à la capacité technique nécessaire pour produire les données de fait dont elles ont besoin pour plaider en faveur des réformes indispensables sur le plan des politiques et des innovations institutionnelles et pour contribuer à leur réalisation. Les savoirs et les avantages qui en découlent profitent de manière disproportionnée aux plus riches, à ceux qui ont une meilleure éducation et à ceux qui disposent des meilleures connexions (Banque mondiale, 2016).

On observe, concomitamment à ces changements, un paysage de plus en plus complexe en matière de financement du développement. Comme le traduit le Programme d'action d'Addis-Abeba, les ressources publiques nationales doivent jouer un rôle de premier plan dans les investissements en faveur du développement. Les pays se trouvant à différents niveaux de développement économique ont des capacités diverses de mobilisation et de gestion de ces ressources. Mais tous sont confrontés à des problèmes complexes dans divers domaines: générer des investissements adéquats dans le secteur agroalimentaire, garantir la qualité de ces

investissements et leur ciblage efficace, et renforcer la capacité du secteur public en matière de prestation des services prioritaires. On prévoit, dans le même temps, une réduction en termes relatifs du flux de l'aide publique "traditionnelle" au développement, et même si les donateurs non traditionnels augmentent leur financement, d'importantes lacunes subsisteront. Bien que les donateurs et les pays partenaires conviennent de plus en plus de l'importance de la qualité de l'aide publique au développement et partagent les principes de l'aide et de l'efficacité en matière de développement, la convergence internationale est encore insuffisante sur de nombreux points: changement climatique et financement climat, échanges, finance internationale, et coordination en vue de la réduction des risques de catastrophes et de l'atténuation des conflits (FIDA, 2015).

En bref, la nature et le nombre des défis et des possibilités auxquels est confronté le monde en 2016 – et en particulier les zones rurales – sont très différents de ceux de 2011.

Il n'en demeure pas moins vrai que le développement durable ne peut pas exister sans un développement rural inclusif. Avec dans le monde 75% des personnes pauvres souffrant de la faim et vivant dans les zones rurales, réduire la faim à l'échelle mondiale veut toujours dire réduire la faim en milieu rural, et également doter les petits exploitants agricoles et d'autres habitants des zones rurales des ressources nécessaires pour qu'ils puissent jouer leur rôle dans l'alimentation des personnes pauvres et souffrant de la faim dans les zones urbaines. Réduire la faim au niveau mondial, de manière durable et définitive, exige l'autonomisation des ruraux pauvres d'aujourd'hui, en les associant au processus de développement pour libérer pleinement leur potentiel économique et social.

Étant donné que les moyens d'existence assurés par l'agriculture et d'autres sources rurales représentent encore plus de 30% de l'emploi au niveau mondial et plus de 38% dans les pays à revenu intermédiaire ou à faible revenu, que le secteur agroalimentaire est une source importante d'emplois, et que la grande majorité des emplois ruraux se trouvent dans le secteur informel, il est impossible de répondre à l'objectif d' "emplois décents" sans améliorer les moyens d'existence ruraux.

Le nombre absolu de jeunes ruraux étant également en augmentation dans la plupart des régions du monde, le spectre du chômage des jeunes présente encore d'importantes dimensions rurales, même si ses aspects les plus visibles semblent urbains (Van der Geest, 2010; Banque mondiale, 2015a). Ce même phénomène représente une ressource potentielle majeure pour le rajeunissement de l'agriculture et du

secteur agroalimentaire, les jeunes étant davantage susceptibles d'être les éléments moteurs de l'évolution vers une agriculture plus durable sur le plan environnemental, plus intelligente face au climat et plus entrepreneuriale.

Pour les responsables des politiques, les praticiens et les analystes concernés par le développement durable, une focalisation sur la transformation inclusive du monde rural n'est par conséquent pas seulement inévitable, mais aussi rationnelle et stratégique.

Transformation inclusive du monde rural dans le cadre de la transformation structurelle

Comme le soutient le FIDA, qui s'en fait le champion, la véritable récompense des stratégies et des politiques de développement rural au cours des prochaines années sera une transformation du monde rural, et plus précisément une transformation inclusive du monde rural qui contribue au développement durable dans toutes ses dimensions (FIDA, 2015). Dans le même esprit que d'autres publications du FIDA, le présent rapport définit la transformation du monde rural comme un processus impliquant l'amélioration de la productivité agricole, l'augmentation de la commercialisation et des excédents commercialisables, la diversification des schémas de production et des moyens d'existence, et l'expansion du nombre d'emplois décents non agricoles et des possibilités entrepreneuriales. Il implique aussi l'amélioration de la couverture des zones rurales et de l'accès aux services et à l'infrastructure, et un accès accru aux processus pertinents d'élaboration des politiques et une plus grande capacité d'influer sur ces processus. Tous ces facteurs conduisent à une croissance rurale (et au-delà) sur une large base, et à des paysages ruraux mieux gérés et plus durables.

La transformation du monde rural modifie la structure de la propriété foncière, les technologies utilisées, les capacités des femmes et des hommes ruraux, et la répartition et la dynamique de la population et de la main-d'œuvre, et pourrait générer de multiples avantages, ressentis bien au-delà des zones rurales. La transformation du monde rural suppose donc un niveau durable et détaillé de changement dans les zones rurales, de nature sociale outre qu'économique et environnementale.

Les publications décrivent habituellement l'intégration sociale comme un processus complexe, comportant des dimensions sociales, économiques et civiques (Banque mondiale 2013; Programme des Nations Unies pour le développement

[PNUD], 2015). Il n'existe encore aucun indicateur unique capable de rendre compte pleinement de l'intégration dans le développement.

Le présent rapport s'intéresse à l'intégration des populations rurales dans le contexte de la transformation en cours du monde rural. Dans le cadre de la transformation inclusive du monde rural, chacun, sans exception, peut exercer ses droits économiques, sociaux et politiques, développer ses capacités, et tirer parti des possibilités existantes dans son environnement. Cela conduit à une amélioration sensible de la situation économique et de la qualité de vie des petits agriculteurs, des travailleurs manquant de terre ou sans terre, des femmes et des jeunes, des groupes ethniques et raciaux marginalisés, et des victimes de catastrophes et de conflits. La transformation inclusive du monde rural est à la fois une vision et une lentille pouvant servir à interpréter les processus historiques dans les zones rurales partout dans le monde. Le développement agricole, le développement rural et la transformation du monde rural (inclusive ou non) sont inextricablement liés à d'autres processus de plus grande ampleur (voir figure B).

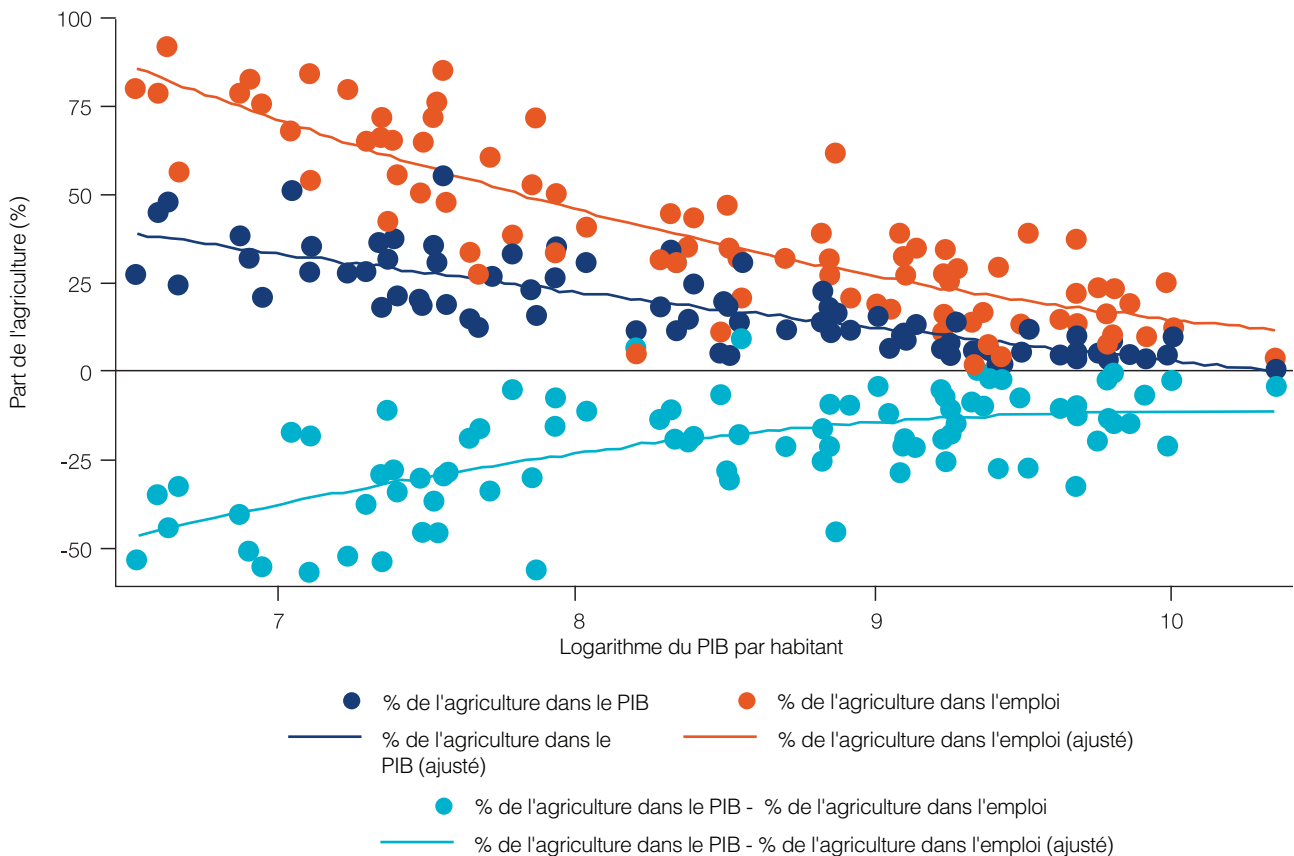
Comme indiqué, le rapport examine la transformation du monde rural en utilisant

à cet effet le prisme de la transformation plus générale des structures – un puissant processus de changement qui a affecté les économies et les sociétés du monde entier, et dont les principaux éléments façonneront aussi, probablement, la trajectoire future des économies rurales et urbaines. La transformation structurelle met en jeu quatre processus interconnectés: déclin de la part de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi; migration des zones rurales vers les zones urbaines, stimulant le processus d'urbanisation; essor d'une économie moderne industrielle et de services; et transition démographique caractérisée par la baisse des taux de natalité et de mortalité (Johnston et Kilby, 1975; Timmer, 2009).

Dans le cadre de la transformation structurelle, l'augmentation de la productivité agricole offre de la nourriture, de la main-d'œuvre et de l'épargne aux processus d'urbanisation et d'industrialisation. Un secteur agricole dynamique accroît la productivité de la main-d'œuvre dans l'économie rurale et réduit la pauvreté. Alors que la transformation structurelle conduit aussi à un recul de l'importance relative de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie, l'économie rurale non agricole et le secteur agroalimentaire voient leur

FIGURE C Augmentation du PIB agricole en rapport avec la réaffectation de la main-d'œuvre

Part de l'agriculture dans le PIB et de l'emploi selon le PIB par habitant, ensemble des régions (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles)



Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

importance s'accroître. On observe, stimulée par la modernisation de l'agriculture primaire, une rapide augmentation de la migration des travailleurs ruraux vers des emplois urbains et une plus grande participation aux activités non agricoles dans les zones rurales, et aux secteurs de l'industrie et des services (Timmer, 2009). Comme on le verra de manière plus détaillée plus loin dans ce chapitre, ce modèle stylisé s'applique de différentes manières dans différents contextes. Compte tenu des nouveaux défis et des nouvelles possibilités évoqués ci-dessus, il est probable qu'il connaîtra d'autres variations à l'avenir.

La figure C présente une vue d'ensemble des résultats de la transformation structurelle dans 86 pays, sur la base de données complètes et fiables. Là où les revenus par habitant sont faibles, le pourcentage de travailleurs du secteur de l'agriculture est d'environ 75%, tandis que là où les revenus par habitant sont élevés, le pourcentage est inférieur à 10%. La productivité de la main-d'œuvre du secteur agricole étant habituellement inférieure à celle d'autres secteurs, la part de l'agriculture dans le PIB est toujours inférieure à la part de la main-d'œuvre, et elle est même en recul. La différence entre les deux pourcentages (les points bleu clair) se rétrécit à mesure que le revenu par habitant augmente et finit par pratiquement disparaître. La main-d'œuvre agricole se tourne vers des secteurs plus productifs, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Induits par des changements dans les modes de consommation orientés vers des biens et des services non agricoles, ces changements sont inexorables. Toutefois, la production agricole continue normalement à augmenter. Cela se vérifie non seulement pour les économies agraires actuelles, mais aussi pour les pays à un stade avancé de transformation structurelle et de transformation du monde rural, où l'industrie agroalimentaire prend une importance croissante (figure D).

À l'échelle mondiale, la part de l'agriculture dans le PIB a diminué, entre 1980 et 2010, d'un peu moins de 10%, tandis que la part des services augmentait de 10% (figure E). L'agriculture a toutefois conservé son importance dans certaines régions comme en témoigne le fait que la part de l'agriculture est supérieure à celle de l'industrie en Afrique subsaharienne (Afrique subsaharienne [SSA], regroupant Afrique orientale et australe [ESA] et Afrique de l'Ouest et du Centre [WCA]). La part de l'industrie est demeurée virtuellement constante dans l'ensemble, à l'exception de la région Asie et Pacifique (APR), la seule où cette part ait augmenté depuis les années 1980.

Dans la plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), même si la transformation

structurelle et une croissance rapide ont réduit la pauvreté et la faim dans l'ensemble et dans la plupart des groupes, elles ont aussi conduit à une concentration des actifs productifs dans les domaines de la production, de la transformation et de la distribution. La productivité élevée de la main-d'œuvre a été réalisée au prix d'une sévère réduction de l'emploi rural. La population active agricole restante ne représente, par exemple, que 3% de la population active en France et 1,5% en Allemagne. Cette tendance, dont Timmer a donné une description empirique (2009, 2014), inclut d'importants déséquilibres spatiaux, une dégradation environnementale, l'élimination des petites exploitations agricoles par le biais d'une augmentation de l'échelle des opérations, et une utilisation croissante des intrants chimiques dans la production. Des groupes de personnes ou des régions restent souvent à la traîne. Les modèles de transformation et leur degré d'inclusivité dépendent de facteurs hérités du passé, de facteurs externes comme la découverte de ressources naturelles et les guerres, ainsi que des politiques et des investissements. Souvent, les impacts sociaux et environnementaux de la transformation structurelles ont des bienfaits tout à fait relatifs, et il arrive fréquemment qu'ils créent des problèmes qu'il faut alors prendre en compte.

La transformation structurelle est donc une cause et un effet de la croissance économique. Elle aboutit à de profonds bouleversements politiques, culturels, sociaux et environnementaux qui soulèvent d'importants problèmes et présentent de fortes possibilités, pour les politiques et les investissements, de promouvoir une croissance à long terme et un développement durable. Le plus important, du point de vue du présent rapport, est que la transformation structurelle ne prend en compte la transformation inclusive du monde rural que si ces questions sont traitées par les responsables

FIGURE D La diminution des parts de l'agriculture dans le PIB est accompagnée d'augmentations de la production du secteur agroalimentaire par habitant, mettant en lumière l'importance de l'économie rurale

Évolution de la transformation structurelle et du secteur agroalimentaire, ensemble des régions, 1991-2005/2006-2010

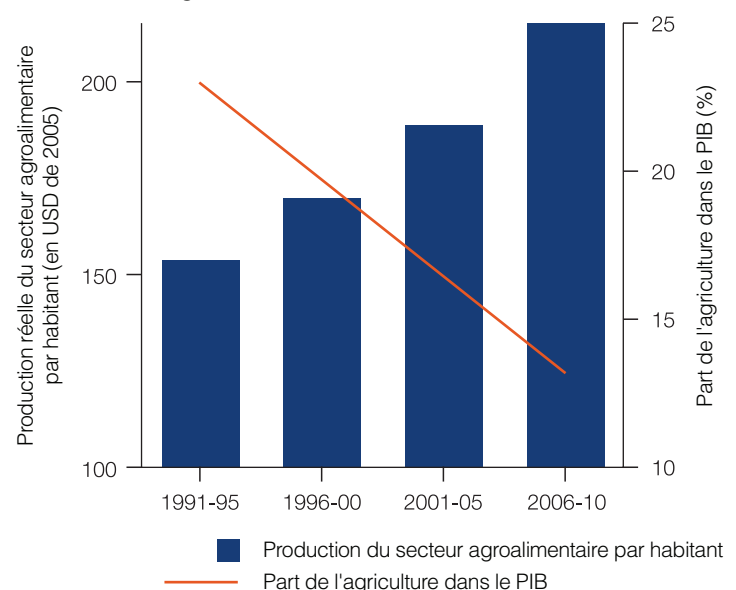
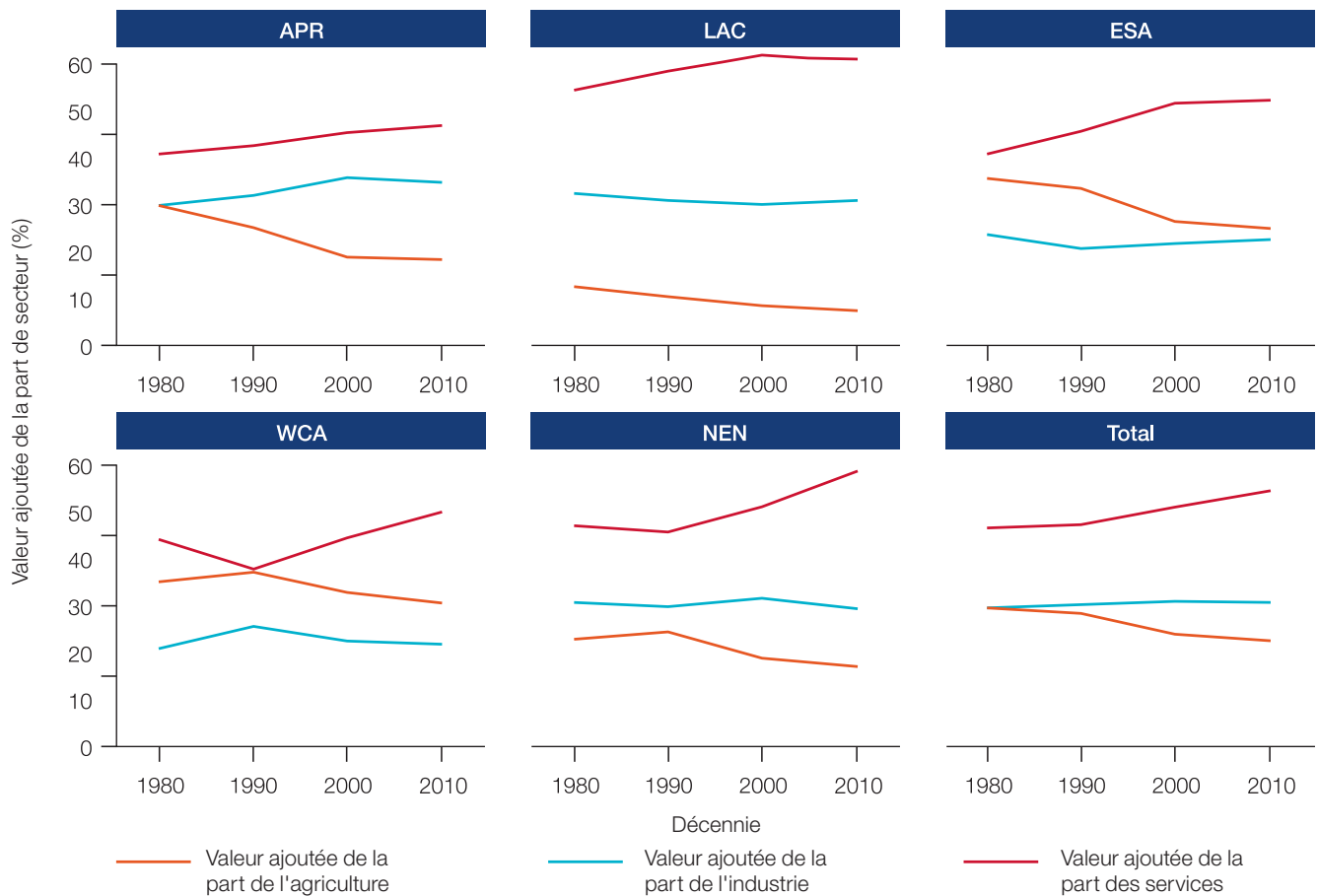


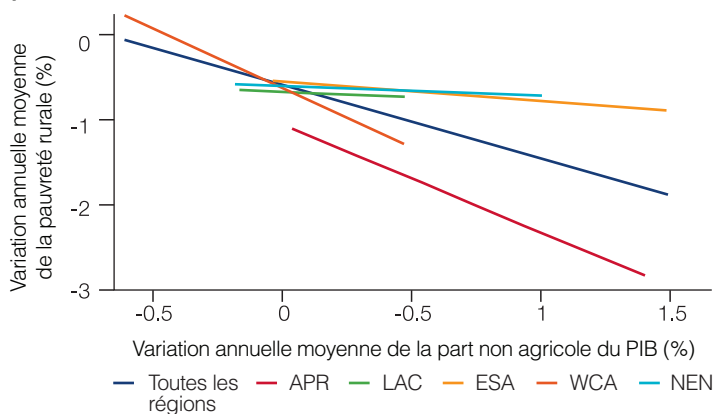
FIGURE E Le déclin des parts de l'agriculture dans le PIB correspond à une augmentation du secteur des services et à une relative stagnation de l'industrie
Structure sectorielle de l'économie par région, années 1980-années 2010



Notes: APR = Asie et Pacifique; LAC = Amérique latine et Caraïbes; ESA = Afrique orientale et australe; WCA = Afrique de l'Ouest et du Centre; NEN = Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale.
 Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

FIGURE F Le rythme de la transformation structurelle coïncide avec celui de la réduction de l'extrême pauvreté

Variation du nombre de personnes souffrant d'une extrême pauvreté environs des années 1990-années 2010



Notes: APR = Asie et Pacifique; LAC = Amérique latine et Caraïbes; ESA = Afrique orientale et australe; WCA = Afrique de l'Ouest et du Centre; NEN = Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale.
 Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c)

des politiques de manière à promouvoir une amélioration des capacités et des possibilités dans le secteur rural et pour les populations rurales.

De manière générale, la pauvreté rurale recule à mesure que progresse la transformation structurelle; cette observation repose sur la variation annuelle moyenne de la réduction de l'extrême pauvreté (mesure indirecte de l'intégration) et sur la variation annuelle moyenne de la part de l'activité non agricole dans le PIB (mesure indirecte de transformation structurelle) (figure F). Mais l'ampleur et le rythme de cette diminution varient considérablement d'une région à l'autre. Sous-jacent aux extraordinaires résultats d'ensemble obtenus au cours de la période couverte par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), résumés dans la figure A, on trouve un tableau vraiment très inégal de la performance des différentes régions en matière de réduction de la pauvreté. La tâche consistant à favoriser un développement rural et global inclusif et durable est loin d'être accomplie.

Dans les économies où la transformation a été la plus rapide, la transformation structurelle et du monde rural a été associée à une croissance économique rapide, se traduisant par une forte réduction de la pauvreté totale et de la pauvreté rurale et créant, pour les ruraux pauvres, des moyens d'existence améliorés et plus diversifiés. Mais, comme on le verra dans la version intégrale du rapport, il reste de nombreux pays où la croissance, la transformation et la réduction de la pauvreté ne suivent pas le rythme prévu et où beaucoup de personnes restent à la traîne. Les points en jeu dans ce rapport concernent le rythme, la nature et les résultats de la transformation du monde rural, et il s'agit de savoir comment en accroître le caractère inclusif.

L'agriculture et l'économie rurale non agricole jouent des rôles décisifs dans le rythme et la qualité (autrement dit, le caractère inclusif) de la transformation du monde rural; il en est de même pour ce qui concerne la capacité du secteur manufacturier d'absorber de façon productive et rapide la main-d'œuvre dont l'agriculture n'a plus

besoin. Les deux sections qui suivent abordent ces dimensions, et en tirent les conséquences du point de vue du caractère inclusif.

Le rôle de l'agriculture et de l'économie rurale non agricole

L'histoire nous enseigne clairement qu'aucun pays n'a pu assurer durablement une transition vers une sortie rapide de la pauvreté sans améliorer la productivité agricole. Dans le cadre de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural, l'importance relative de l'agriculture primaire par rapport à l'ensemble de l'économie diminue. Mais ce déclin ne devrait pas être interprété comme un amoindrissement de l'importance du secteur agricole dans le développement économique. Même dans les pays à des stades avancés de transformation structurelle et de transformation du monde rural, l'agriculture joue un rôle important par le biais de l'industrie agroalimentaire, même si ce rôle évolue à mesure de l'avancement de la transformation structurelle.

ENCADRÉ A De la stimulation de la productivité agricole à la réduction de la pauvreté rurale en Chine

Une croissance rapide de la productivité agricole, de la production et des revenus contribue d'abord à une réduction rapide de la pauvreté rurale, spécialement lorsqu'une demande croissante de produits alimentaires et de fibres dans les zones urbaines et sur les marchés d'exportation empêche la production supplémentaire de faire chuter les prix. Mais une croissance agricole rapide permet aussi au secteur rural de fournir trois ingrédients essentiels à la croissance urbaine:

- les produits alimentaires destinés à une population croissante disposant de revenus plus élevés;
- la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion des secteurs de l'industrie et des services;
- l'épargne, là où la banque rurale a progressé, qui contribuera au financement d'une croissance dont l'intensité de capital est plus forte dans l'industrie que dans l'agriculture.

L'augmentation de la productivité agricole peut stimuler de trois manières la transformation structurelle.

Les liens entre la productivité agricole et la contribution à la main-d'œuvre urbaine et non agricole sont particulièrement étroits. La contribution à la main-d'œuvre urbaine était très importante en Chine, qui a connu la plus forte augmentation annuelle moyenne de la productivité de la main-d'œuvre agricole (3,5%), et la plus forte augmentation annuelle de la part de la population urbaine (1,2%). En revanche, la faible augmentation de la productivité agricole aux Philippines (1,42%) et au Pakistan (1,23%) a été associée à la plus faible variation annuelle de la part de la population urbaine (0,25% aux Philippines et 0,35% au Pakistan).

L'augmentation de la productivité agricole a également permis à la main-d'œuvre de passer du secteur agricole au secteur rural non agricole. En Chine, pratiquement toute la main-d'œuvre villageoise travaillait dans l'agriculture à la fin des années 1970. Aujourd'hui, toutefois, plus de 70% de la population rurale occupe des emplois non agricoles, dans les zones rurales ou dans les zones urbaines (Bureau national chinois des statistiques [NBSC], 2015). Ainsi, les activités agricoles sont conduites, de manière prédominante, à temps partiel.

Les dépôts d'épargne des ménages agricoles sont passés de 22,5 milliards de CNY (prix de 2000) en 1978 à 1 888,4 milliards de CNY en 2000, soit environ 19% du PIB ou 126% du PIB agricole en 2000. Au cours de la même période, les flux de capitaux à destination des paysans, par le biais des prêts accordés par le système financier, ont aussi augmenté de façon régulière. Mais, tout au long de la période, le système bancaire n'a restitué aux paysans qu'une fraction de leurs dépôts. Les sorties nettes des zones rurales ont atteint 216,6 milliards de CNY en 2000. En fait, entre 1978 et 2000, les banquiers ont transféré plus de 1,7 trillion de CNY des paysans à l'industrie.

Source: Huang et al. (2006)

Comme le notait le *Rapport sur le développement dans le monde, 2008: L'agriculture au service du développement*, l'agriculture et les industries qui lui sont associées sont essentielles pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté de masse et de l'insécurité alimentaire. Pour que l'agriculture puisse servir de base à la croissance économique dans les pays dont l'économie repose sur ce secteur, il faut une révolution de la productivité de l'agriculture paysanne, qui constitue généralement la plus grande partie du secteur agricole dans ces pays (encadré A). Dans les *pays en cours de transformation* (de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne, la plus grande partie de l'Asie du Sud et de l'Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord), l'augmentation rapide des revenus urbains et, parallèlement, la persistance de l'extrême pauvreté rurale constituent d'importantes sources de tensions sociales et politiques. Il faut, pour remédier aux disparités de revenus dans cette catégorie, une approche polyvalente qui explore de multiples trajectoires pour sortir de la pauvreté – évolution vers une agriculture de haute valeur, décentralisation de l'activité économique non agricole vers les zones rurales, et fourniture d'une assistance aux entités qui cherchent à faire sortir les personnes du secteur de l'agriculture. Dans les *pays urbanisés* (la plus grande partie de l'Amérique latine, et une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale), l'agriculture peut contribuer à réduire la pauvreté rurale encore présente si les petits exploitants deviennent des fournisseurs directs des marchés alimentaires modernes, si l'on crée de bons emplois dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, et si l'on introduit des marchés pour les services environnementaux (Banque mondiale, 2008).

Avec cette catégorisation et cette description, le rôle spécifique au contexte mais néanmoins essentiel de l'agriculture est ainsi confirmé. On reconnaît également, de manière empirique, qu'à mesure que progressent la transformation structurelle et la transformation du monde rural, l'emploi rural non agricole – qui inclut toutes les activités des zones rurales à l'exception de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse (Lanjouw et Lanjouw, 2001) – devient de plus en plus important (Johnston et Kilby, 1975; Haggblade et al., 2007).

Les activités rurales non agricoles sont extrêmement diverses. Elles incluent la foresterie, l'extraction de ressources naturelles, la production manufacturière de produits alimentaires et non alimentaires, le tourisme et les services, y compris le commerce de détail. Ces activités concernent des biens et des services non agricoles, commercialisables ou non. À l'exception des activités à forte intensité de capital, comme la transformation de la canne à sucre ou du thé, les biens et services non agricoles produits ont habituellement une forte intensité de main-d'œuvre et leur production est assurée par de très petites entreprises, souvent avec un seul travailleur. Les activités rurales non agricoles vont de

la production à petite échelle, au niveau du ménage ou du village, de produits simples, de faible qualité, utilisant des matières premières locales (comme l'usinage du riz ou le tissage manuel) à des petites usines modernes utilisant de l'énergie mécanique, employant parfois une technologie importée, et produisant des produits modernes de haute qualité (comme la métallurgie et les ateliers de réparation mécanique) (Ranis et Stewart, 1999). Les activités du secteur rural non agricole peuvent aussi inclure des travaux de sous-traitance confiés à des familles agricoles par des sociétés basées en zone urbaine, des activités non agricoles dans des entreprises installées dans des villages et des localités rurales, et des activités exigeant une migration journalière entre les résidences rurales et les emplois urbains (Lanjouw et Lanjouw, 2001).

Dans l'ensemble du monde en développement, les revenus de l'emploi rural non agricole ont rapidement augmenté et représentent, dans de nombreux pays, une part supérieure à celle des revenus agricoles. Au cours des années 1990 et 2000, la part du revenu non agricole dans le revenu total du ménage était de 37% en Afrique, de 47% en Amérique latine, et de 51% en Asie (Haggblade et al., 2007).

Les ruraux pauvres n'ont pas un accès garanti aux possibilités d'emplois non agricoles. Cet accès peut exiger certaines compétences qui font souvent défaut aux ruraux pauvres (Haggblade et al., 2010; Nagler et Naude, 2014). Lanjouw et Shariff (2004) montrent que, en Inde, l'accès aux emplois non agricoles mieux rémunérés augmente avec le niveau d'éducation et la taille des biens fonciers détenus. Isgut (2004) parvient à la même conclusion pour le Honduras et constate, pour l'Inde, que l'économie rurale non agricole offre des possibilités d'emploi aux jeunes hommes ayant un certain niveau d'éducation, mais que les femmes ont plus difficilement accès à ces emplois. L'intégration dans l'économie rurale non agricole comporte donc des dimensions en rapport avec le genre et avec l'éducation.

N'ayant que de faibles niveaux d'éducation et ne possédant que peu ou pas de terre, les pauvres s'engageront probablement dans des activités agricoles salariées ou dans des activités non agricoles n'exigeant pas de qualification, dont les caractéristiques sont un faible revenu, une faible productivité, une instabilité et un faible potentiel de croissance. Les données concrètes concernant l'impact de la croissance du secteur rural non agricole sur la pauvreté sont par conséquent contrastées. Cette croissance pourrait, dans certains cas, améliorer considérablement le revenu des pauvres, tandis qu'elle apporterait, dans d'autres cas, des avantages aux personnes déjà mieux loties (Haggblade et al., 2007). L'aspect non agricole de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural constitue par conséquent une source potentielle aussi bien d'intégration que d'exclusion des ruraux (Nagler et Naude, 2014).

Secteur manufacturier et absorption de la main-d'œuvre

Avec l'urbanisation, l'évolution du secteur manufacturier est le signe le plus visible de la transformation structurelle. L'augmentation de la production du secteur manufacturier est l'un des buts auxquels la plupart des pays aspirent, parce que ce secteur peut parvenir à un taux de productivité élevé, même dans les pays où les autres secteurs sont à la traîne.

La croissance rapide et le niveau élevé de productivité de l'activité manufacturière s'expliquent par le fait que, produisant des biens pour le marché intérieur et pour les marchés d'exportation, l'activité manufacturière est soumise à une intense concurrence de la part d'autres pays. Du fait de la mondialisation, le secteur manufacturier d'un pays qui ne serait pas capable de produire avec la même efficacité que ses concurrents serait sanctionné sur les marchés étrangers et pourrait même abandonner le marché intérieur, face aux importations. De telles perspectives contraignent les fabricants à se hisser rapidement au niveau mondial de la technologie et de la productivité. L'activité manufacturière peut par conséquent prospérer dans des environnements où les capacités à l'échelle de l'ensemble de l'économie, en termes de capital humain et d'institutions, sont encore très limitées. Le taux de convergence de la productivité industrielle au niveau du monde développé est d'environ 2% par an, ce qui constitue un puissant stimulant dont bénéficient les pays possédant un important secteur manufacturier (Rodrick, 2012, 2013).

Ces avantages concernent également le secteur des services modernes, qui inclut le commerce, la communication, le transport, la technologie de l'information et la finance (Ghani et O'Connell, 2014). Les échanges mondiaux de services sont en plein essor et leur croissance est maintenant plus rapide que celle des échanges de biens.

Compte tenu de l'augmentation rapide de la productivité du secteur manufacturier et de celui des services modernes, ces deux secteurs constituent probablement les deux principaux points d'attraction des migrations des zones rurales vers les zones urbaines. Lorsque la production manufacturière requiert une forte intensité de main-d'œuvre, comme en Chine ou au Bangladesh, elle peut absorber un grand nombre de migrants non qualifiés ou semi-qualifiés, et aboutit par conséquent à un gain important de productivité au niveau de l'ensemble de l'économie. Les services modernes, par contre, comme la finance, la communication et la technologie de l'information, exigent une forte intensité de compétences et n'offrent que peu d'emplois à des travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés.

Au cours des dernières décennies, l'augmentation de la production manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre a été concentrée en Asie de l'Est et du Sud-Est. La transformation structurelle de la République de Corée et de Taiwan est intervenue entre les années 1950 et 1970, époque à laquelle ils étaient appelés (avec Singapour et Hong Kong) les "tigres asiatiques". La croissance de la Chine et sa transformation structurelle se sont fortement accélérées après les réformes économiques fondamentales lancées vers 1980, pour dépasser rapidement le point de retournement de Lewis (1954) à partir duquel les salaires commencent à augmenter. Les taux de pauvreté ont fortement diminué, aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Toutefois, des forces agissant comme contreponds sont également entrées en jeu. Avec le temps, on assiste à une augmentation de l'intensité de capital et de compétences du secteur manufacturier, et cette tendance se poursuivra avec l'automatisation qui progresse rapidement dans les industries partout dans le monde. En outre, la concurrence internationale dans le domaine de la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre est aujourd'hui beaucoup plus vive que lorsque les pays d'Asie ont commencé à s'industrialiser. Ces deux forces font qu'il est beaucoup plus difficile pour les nouveaux entrants de développer leurs secteurs industriels. La Chine et d'autres pays pourraient demeurer compétitifs face aux pays à bas salaires, et les industries affectées pourraient ne pas devoir se délocaliser. Mais la trajectoire dite "classique" de transformation – dans laquelle un pays connaît une croissance économique et manufacturière rapide, une expansion rapide de la demande de main-d'œuvre urbaine, une migration rapide des zones rurales vers les zones urbaines, et de fortes réductions de la pauvreté et de la faim – pourrait ne plus être ouverte aux derniers arrivants. Ils devront envisager d'autres possibilités.

On considère, dans le présent rapport, que la transformation structurelle inclut tous les mouvements de main-d'œuvre d'un secteur de l'économie à d'autres secteurs. Cela suppose que l'on adopte une approche plus large de la transformation structurelle, qui ne se limiterait pas uniquement à l'agriculture et à l'activité manufacturière. Les niveaux et les mouvements de la main-d'œuvre et de l'emploi sont particulièrement décisifs. La main-d'œuvre s'orientera normalement vers les secteurs où la productivité du travail et les gains sont les plus élevés. Là où la croissance du secteur manufacturier moderne est lente, la population active croissante se retrouvera dans les secteurs informels dans les zones urbaines et rurales. Au cours des dernières décennies, toutefois, un mouvement de plus en plus important s'est produit

à l'intérieur des zones rurales, entre l'agriculture et le secteur rural non agricole, où la productivité de la main-d'œuvre et les salaires sont habituellement plus élevés que dans celui de la production agricole, et qui favorise donc la réduction de la pauvreté. L'Inde connaît ce type de transformation du monde rural (Binswanger, 2013).

Tous les mouvements de main-d'œuvre ne conduisent pas, toutefois, à une augmentation de la productivité. Dans certains pays (particulièrement en Amérique latine), la mondialisation a eu pour conséquence l'abandon des industries qui ne pouvaient pas concurrencer des produits importés moins coûteux. La demande de main-d'œuvre peut aussi diminuer dans les secteurs à haute productivité. Les travailleurs rejetés par ces secteurs doivent trouver un emploi ou un travail indépendant dans des secteurs à productivité réduite. Il peut en résulter une baisse de la productivité de la main-d'œuvre à l'échelle de l'ensemble de l'économie, tirant vers le bas les salaires et les revenus, et réduisant le caractère inclusif de la transformation. Les politiques et les stratégies de développement rural doivent prendre en compte ces dynamiques et leurs effets.

Défis stratégiques, possibilités et choix pour le développement rural

La transformation structurelle et la transformation du monde rural ne se réalisent ni à la même vitesse, ni suivant la même trajectoire (Timmer, 2014), et ont toutes deux d'importantes conséquences sur les mouvements de main-d'œuvre et sur l'emploi. Dans la version de la transformation structurelle accomplie par les pays de l'OCDE et certains pays dont la transformation est plus récente, comme la Chine, le mouvement prédominant de main-d'œuvre s'effectue en direction de l'industrie et des services modernes. En raison des fortes liaisons entre zones rurales et zones urbaines, ce type de transformation est généralement favorable à un développement rural inclusif. Mais lorsque la croissance des emplois urbains n'est pas assez rapide pour intégrer dans l'industrie la main-d'œuvre existante ou croissante, et lorsque même les secteurs informels ne se développent pas assez rapidement – comme en Afrique du Sud et dans plusieurs autres pays –, les travailleurs se retrouveront au chômage ou sous-employés – un résultat fortement négatif de la transformation structurelle (Timmer, 2014).

La rapidité de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural dépend du taux global de croissance de l'économie. Ainsi, il a fallu plus d'un siècle à l'Europe et l'Amérique du Nord pour s'industrialiser et modifier leurs structures économiques. Avant la Seconde Guerre mondiale, la pression sur l'emploi intérieur et les salaires en Europe a été atténuée par la migration

d'environ 60 millions de personnes de ce continent vers les Amériques, soupape de sécurité dont ne dispose plus aucun pays en développement. Le rythme de la transformation des pays de l'OCDE est devenu particulièrement rapide au cours de "l'âge d'or", les années marquées par de forts taux de croissance économique qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et se sont poursuivies jusqu'aux années 1970: accélération de la migration des campagnes vers les villes, augmentation rapide des salaires dans l'ensemble de l'économie et fort recul de la pauvreté.

Les transformations récentes ont été beaucoup plus rapides. En Asie de l'Est et du Sud-Est, la transformation a été particulièrement rapide, caractérisée par une croissance significative de l'activité manufacturière dans des pays comme la Chine, le Bangladesh et le Viet Nam. À quelques exceptions près, le secteur manufacturier a joué un rôle moins important dans les transformations de toutes les autres régions, et leurs transformations n'ont pas profité de la forte croissance de la productivité associée à l'activité manufacturière. La croissance de l'emploi est venue du secteur des services, du secteur rural non agricole, et de l'agriculture, et il devra continuer d'en être ainsi. Sur ce plan également, les politiques et stratégies de développement rural ne peuvent pas ignorer ces possibilités et ces impératifs.

Connaître la rapidité et la nature de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural dans un pays donné ne suffit pas à formuler des recommandations sur le plan des politiques. Il faut pour cela connaître l'histoire du pays, ses possibilités et les contraintes auxquelles il est confronté, et comment de meilleures institutions pourraient accroître sa performance en matière de développement. Il est toutefois possible de proposer aux pays des priorités stratégiques qui reflètent leur position. Les pays pourraient profiter de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural pour améliorer la croissance inclusive et le développement rural. La demande de biens et de main-d'œuvre en milieu rural, qui varie suivant la nature et la rapidité de la transformation structurelle, revêt une importance particulière.

La réponse à long terme aux défis techniques, organisationnels et politiques que soulèvent les nombreux déséquilibres et injustices induits par la transformation structurelle et la transformation du monde rural implique par conséquent que l'emploi agricole soit mieux rémunéré, parallèlement à une intégration plus rapide de la main-d'œuvre agricole dans l'économie non agricole, rurale et urbaine. À court terme, les politiques et les investissements doivent intégrer les groupes défavorisés dans

l'ensemble de l'économie tout en maintenant la dynamique de la transformation (Timmer, 2014).

Sur le plan social, de nombreux impacts favorables découlent de la transformation du monde rural, notamment l'augmentation de l'espérance de vie; les améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement; et l'autonomisation des femmes. Elle peut aussi, toutefois, affaiblir les identités traditionnelles, la cohésion sociale et le potentiel d'action collective dans des domaines tels que la gestion des ressources naturelles, ce qui peut nuire à l'intégration. Il est par conséquent probable que l'inclusivité ait un rapport hautement spécifique avec le lieu et avec les conditions sociales et économiques générales.

Le lien avec le programme de développement rural et, de manière plus générale, avec les objectifs de développement durable (ODD) est évident (ODD, 2015). En misant sur les liens entre milieu rural et milieu urbain pour favoriser le développement, en autonomisant les populations rurales, en investissant dans l'agriculture paysanne et en améliorant la résilience des ménages ruraux pauvres, la transformation inclusive du monde rural constituera à la fois un préalable et un résultat pour la réalisation de certains des ODD (FIDA, 2015) 1. De tels résultats exigeront des choix stratégiques ayant une incidence sur le rythme et la qualité de la transformation du monde rural et du développement rural de manière plus générale.

Les choix stratégiques fondamentaux ont pour axe central la question de savoir comment faire en sorte que les pauvres soient associés à la fois à la transformation et aux politiques et aux investissements visant à améliorer les conséquences, sur le plan de la distribution, d'une transformation rapide. La complexité et la continuité des défis stratégiques auxquels sont confrontés les pays pèsent autant que les possibilités stratégiques spécifiques au contexte et déterminées par la trajectoire. Les données historiques mettent en lumière ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans différents contextes (Timmer, 2014). S'appuyant sur un large éventail de données concrètes recueillies dans toutes les régions du monde, le présent rapport enrichit ces publications.

Questions et propositions

Pour apporter un éclairage sur les possibilités, les défis et les choix stratégiques en lien avec la transformation inclusive du monde rural, ce rapport aborde trois questions:

1. Quelles sont les différentes trajectoires suivies dans le monde en développement en matière de transformation structurelle et de transformation du monde rural?

2. Quelles sont les conséquences de la transformation sur la réduction de la pauvreté et l'intégration?

3. Quelles mesures peuvent prendre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les partenaires du développement, y compris le FIDA, pour stimuler et appuyer la transformation inclusive du monde rural?

En abordant ces questions, la proposition principale du rapport est que l'héritage du passé et les choix en matière de politiques et d'investissement façonnent les trajectoires, les vitesses et les résultats de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural, de telle sorte que les effets, sur les plans de la transformation et de l'intégration, diffèrent fortement d'un pays à l'autre. La proposition supplémentaire est que les stratégies de développement rural destinées à promouvoir la transformation inclusive du monde rural doivent reconnaître et prendre en compte ces effets, amplifier les forces favorables à l'intégration et atténuer celles qui encouragent l'exclusion.

Modèles de transformation et d'intégration

Le système de classification régionale du FIDA divise le monde en développement en cinq régions opérationnelles: Asie et Pacifique (APR); Amérique latine et Caraïbes (LAC); Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale (NEN); Afrique orientale et australe (ESA); et Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA). Comment, sur l'ensemble de ces régions, les niveaux et la rapidité de la transformation structurelle, de la transformation du monde rural et de l'intégration rurale ont-ils évolué au cours des dernières décennies? Existe-t-il d'importants points communs ou d'importantes différences entre les régions? Voit-on apparaître des modèles concernant les relations entre la transformation structurelle, la transformation du monde rural et l'intégration rurale?

Pour apporter un début de réponse à ces questions, le FIDA a élaboré un ensemble de données portant sur 60 pays répartis entre les cinq régions, couvrant la période 1995-2015, et comprenant des observations sur des variables qui ont un impact sur le rythme et la nature de la transformation structurelle, de la transformation du monde rural et de l'intégration rurale, et en rendent compte. Les pays ont été choisis de manière à assurer une large couverture géographique et la diversité des conditions socioéconomiques et de leurs évolutions (tableau A). La sous-section suivante utilise l'ensemble de données pour développer la compréhension des niveaux et de la rapidité de la transformation et de l'intégration dans les cinq régions. On trouve ensuite un examen des corrélations entre les variables de la transformation et de l'intégration, en vue d'établir une base à partir de laquelle tirer des conclusions concernant les trajectoires vers une transformation inclusive du monde rural.

TABLEAU A Régions et pays examinés

Région	Pays	Nombre de pays
Asie et Pacifique (APR)	Bangladesh, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Viet Nam	9
Amérique latine et Caraïbes (LAC)	Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay	16
Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale (NEN)	Arménie, Égypte, Kazakhstan, Kirghizistan, Maroc, Tadjikistan, Turquie	7
Afrique orientale et australe (ESA)	Afrique du Sud, Botswana, Burundi, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie	15
Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Guinée, Mali, Mauritanie, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Togo	13
TOTAL		60

Niveaux et rapidité de la transformation et de l'intégration

Le choix des variables pour traduire les niveaux et la rapidité de la transformation structurelle, de la transformation du monde rural, et de l'intégration rurale est dicté par des considérations théoriques et pratiques.

Transformation structurelle

Le niveau de transformation structurelle est traduit par une mesure solide et fréquemment utilisée – la part de l'activité non agricole dans le PIB. La valeur la plus élevée représente le niveau le plus élevé de transformation structurelle. La mesure de la rapidité de la transformation structurelle correspond à la variation annuelle moyenne en pourcentage de cette variable sur la période 1990-2014. Une valeur positive indique une transformation structurelle plus rapide (pour plus de précisions, on se reportera à l'Annexe).

La transformation structurelle est intervenue dans toutes les régions, mais les points de départ et d'arrivée présentent des différences significatives (figure G). Les niveaux de départ étaient les plus élevés dans les régions LAC et NEN et ont poursuivi leur ascension, LAC dépassant les 90% et NEN se situant bien au-dessus de 80% à la fin de la période. APR a démarré à un niveau inférieur à celui d'ESA et de WCA mais les a ensuite dépassées, ESA restant à la traîne et WCA restant pratiquement immobile.

La rapidité a également varié suivant les régions. À 0,6%, le taux annuel moyen de variation d'APR

a été six fois plus élevé que celui de WCA et près du double de celui d'ESA. Le taux relativement lent de variation de LAC, à 0,2% par an, reflète son niveau initial élevé.

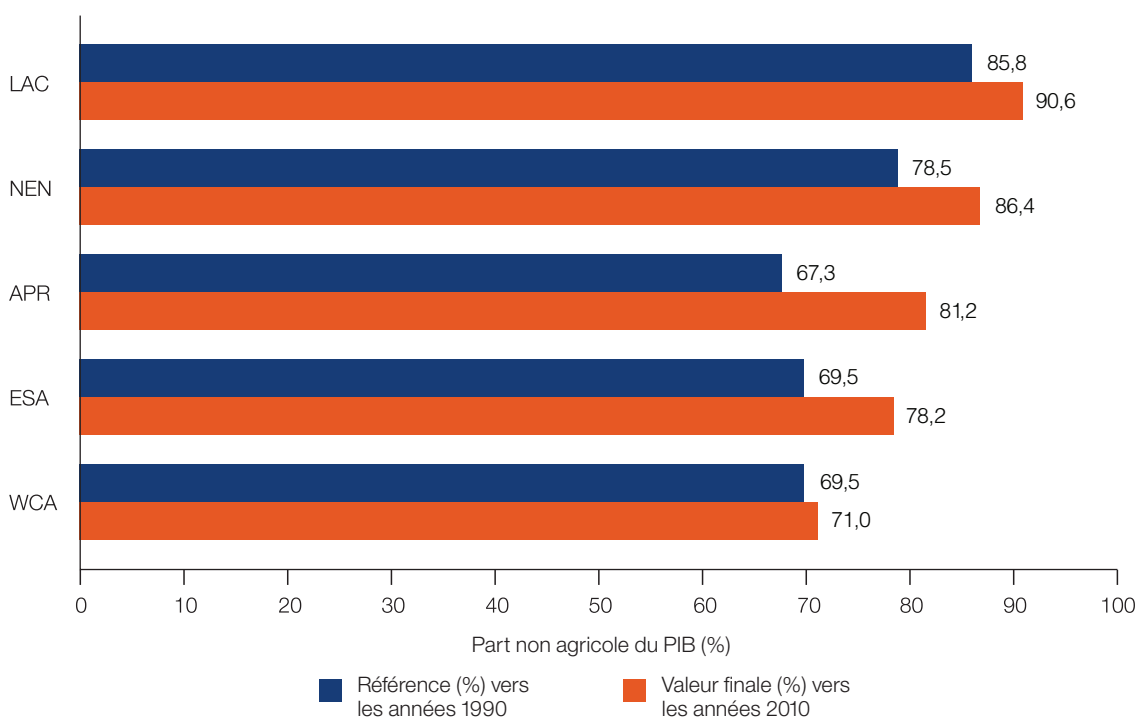
Transformation du monde rural

Le niveau de transformation du monde rural est traduit par un élément moteur central, reflet du processus de transformation tel qu'il est défini dans le rapport, à savoir la productivité de la main-d'œuvre agricole, mesurée comme la valeur agricole ajoutée par travailleur (en dollars de 2005)². Une valeur positive représente une plus grande transformation du monde rural. La mesure de la rapidité de la transformation du monde rural correspond à la variation annuelle moyenne en pourcentage de cette variable sur la période 1990-2014. Une valeur positive indique une transformation plus rapide du monde rural (pour plus de précisions, on se reportera à l'Annexe).

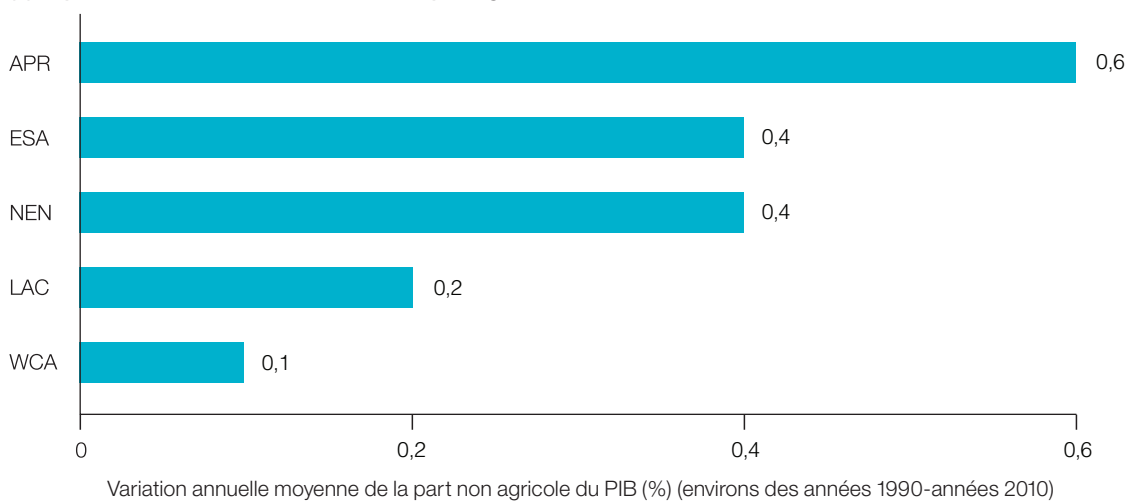
Sur la base de cette mesure, la transformation du monde rural a fortement progressé dans les régions LAC et NEN, deux régions comprenant des pays ayant enregistré d'importants gains dans les zones rurales au cours de la période (figure H). WCA, ESA et APR ont aussi enregistré de forts gains en pourcentage, mais à partir de points de départ bien inférieurs à ceux de LAC et de NEN. Les rapidités de transformation ont également été les plus grandes pour NEN et LAC, cependant qu'APR et WCA se transforment aussi très rapidement, mais à partir de bases inférieures. Dans la région ESA, la rapidité n'est qu'une fraction de celle d'autres régions.

FIGURE G La transformation structurelle est intervenue dans toutes les régions, mais les points de départ et d'arrivée présentent des différences significatives

(a) Niveaux de la transformation structurelle par région, années 1990-années 2010



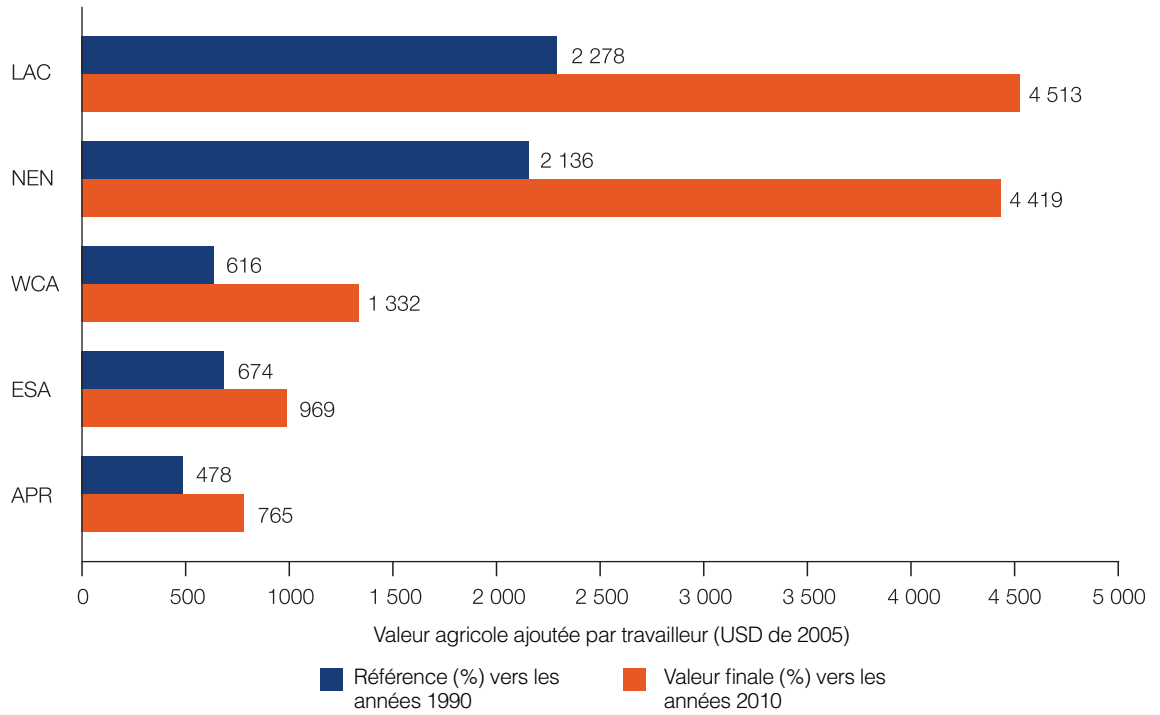
(b) Rapidité de la transformation structurelle par région, années 1990-années 2010



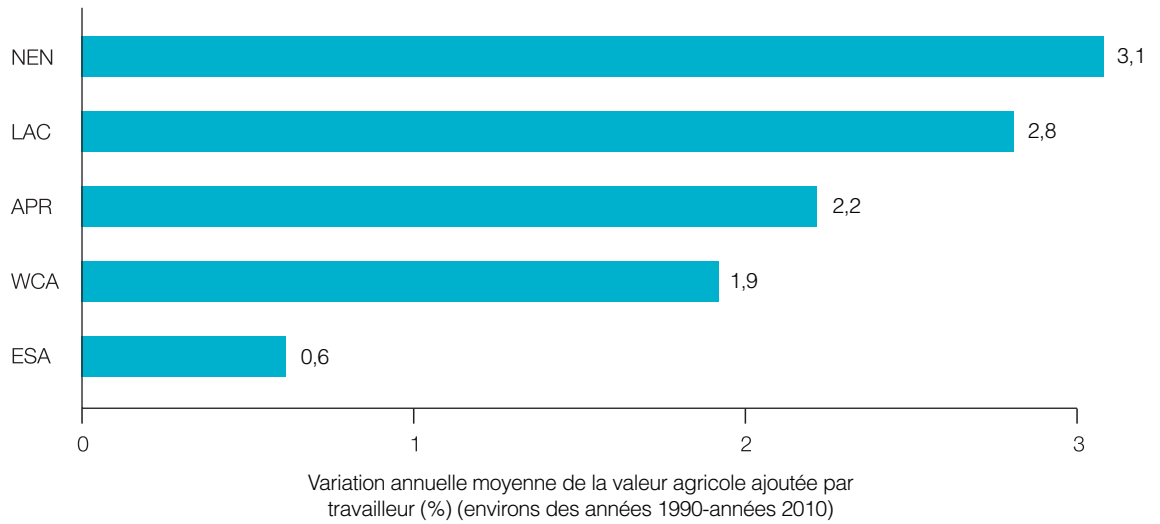
Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

FIGURE H La transformation du monde rural est plus importante dans les régions LAC et NEN, mais d'autres régions ont aussi progressé

(a) Niveaux de la transformation du monde rural par région, années 1990-années 2010



(b) Rapidité de la transformation du monde rural par région, années 1990-années 2010



Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

Intégration rurale

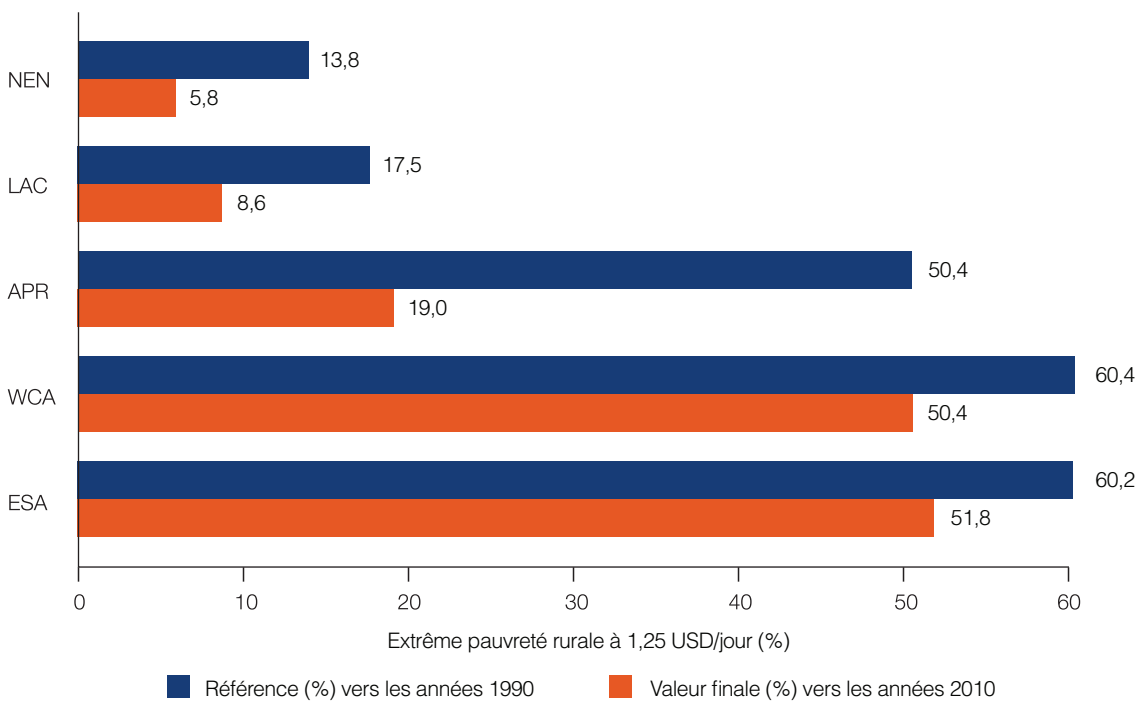
Le niveau d'intégration rurale est mesuré indirectement par le taux de pauvreté rurale³, dont deux variantes sont prises en considération. Pour APR, ESA et WCA, on a utilisé l'extrême pauvreté rurale de 1,25 USD par personne et par jour en parité de pouvoir d'achat. Pour LAC et NEN, où les taux d'extrême pauvreté étaient déjà très faibles au début des années 1990 et où elle avait été éliminée dans une large mesure au cours des dernières années, on a utilisé les taux de pauvreté rurale basés

sur les seuils nationaux de pauvreté. La mesure de la rapidité de l'intégration rurale correspond à la variation annuelle moyenne en pourcentage de ces deux mesures de la pauvreté sur la période 1990-2013. Des valeurs négatives indiquent une intégration rurale plus rapide (pour plus de précisions, on se reportera à l'Annexe).

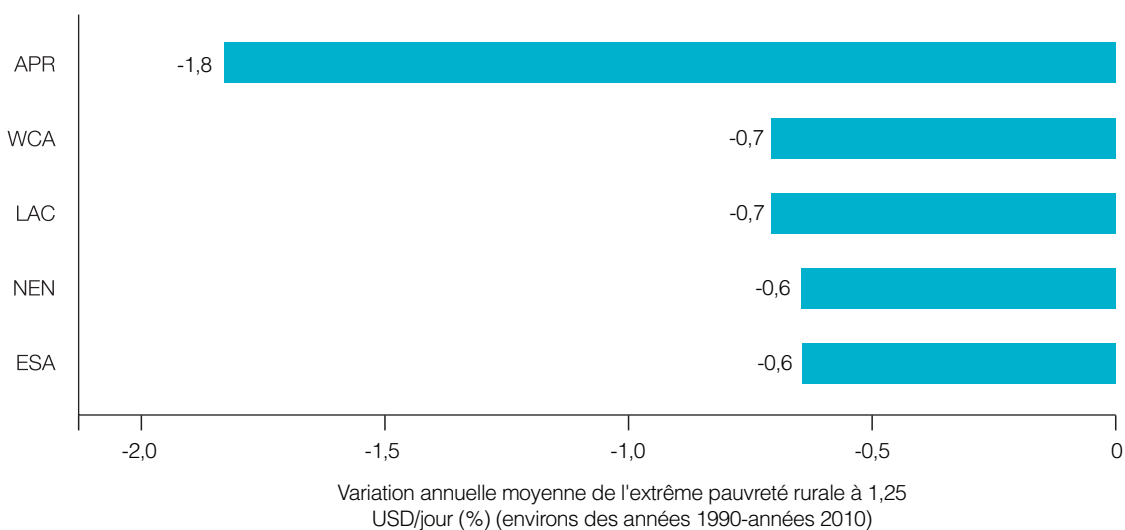
Les deux mesures montrent que la pauvreté rurale a décliné dans toutes les régions (figures I et J). Dans la région APR, le taux de réduction de l'extrême pauvreté est largement supérieur à celui

FIGURE I L'extrême pauvreté rurale a reculé dans toutes les régions, APR obtenant les meilleurs résultats

(a) Niveaux de l'extrême pauvreté rurale par région, années 1990-années 2010



(b) Rapidité de la réduction de l'extrême pauvreté rurale par région, années 1990-années 2010



Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

de toutes les autres régions. LAC et NEN ont réduit de moitié leurs taux d'extrême pauvreté mais, étant donné que leurs niveaux initiaux d'extrême pauvreté étaient peu élevés, cela s'est traduit par une faible vitesse de réduction de la pauvreté au cours des années ultérieures. Pour ESA et WCA, l'extrême pauvreté n'a reculé que de 10% au cours de l'ensemble de la période, ce qui s'est traduit par de faibles variations annuelles moyennes. Sauf dans le cas de WCA, les taux de réduction de la pauvreté calculés sur la base des seuils nationaux de pauvreté

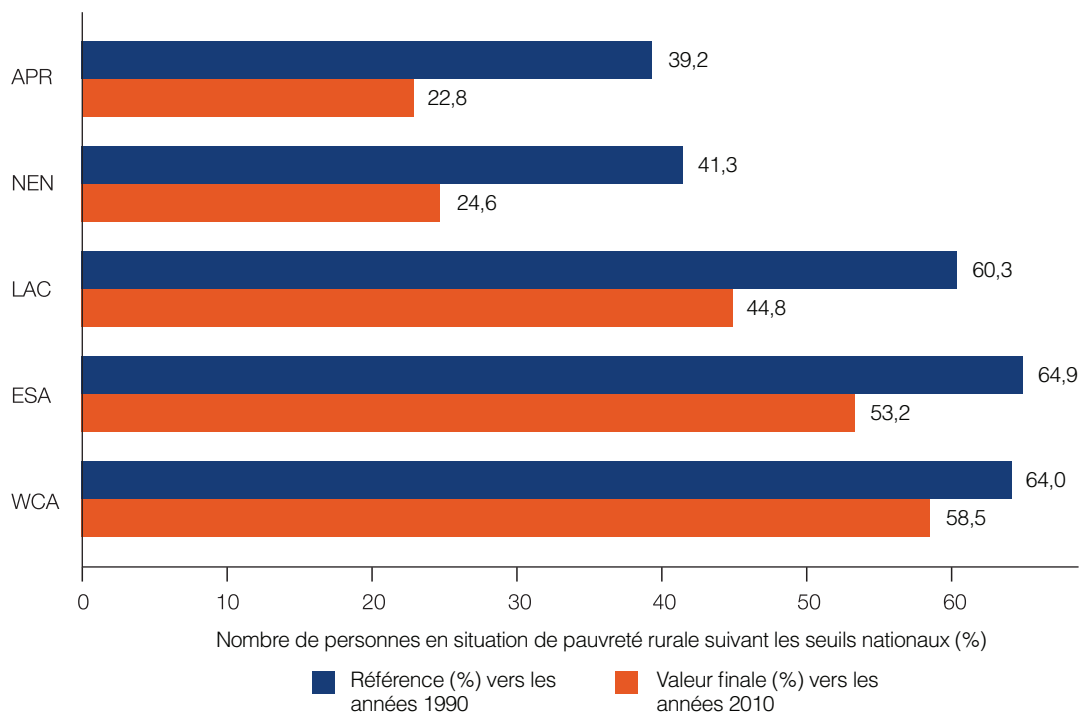
ont été uniformément plus élevés, spécialement pour NEN et LAC pour la raison indiquée ci-dessus.

Transformation et intégration: corrélations et inférences, hypothèses et conclusions

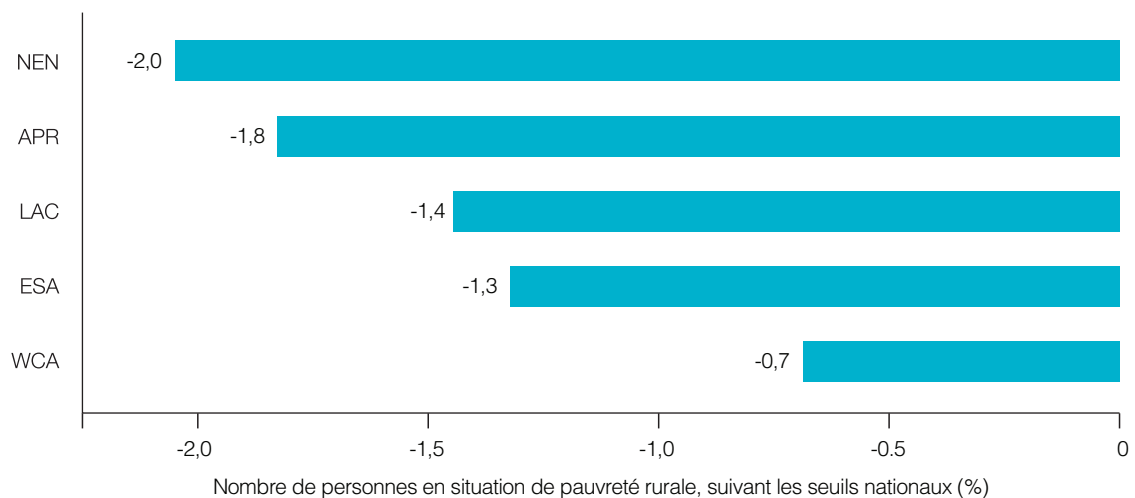
Les données résumées dans les figures G et J permettent de penser que les régions (et les pays qui les composent) où les niveaux et les rapidités de transformation structurelle sont élevés semblent également avoir des niveaux et des rapidités élevés de transformation du monde rural, sans toutefois

FIGURE J La réduction de la pauvreté rurale a été uniformément rapide lorsque mesurée sur la base des seuils nationaux

(a) Niveaux de la pauvreté rurale par région (suivant les seuils nationaux), années 1990-années 2010



(b) Rapidité de la réduction de la pauvreté rurale par région (suivant les seuils nationaux), années 1990-années 2010



Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

que cela soit uniforme. Dans les régions (et les pays) où la transformation est rapide, la réduction de la pauvreté apparaît aussi comme plus rapide, mais également sans que cela soit uniforme. La présente section explore ces liaisons. Un traitement complet impliquerait une analyse de régression à plusieurs variables fondée sur des données exhaustives à différents niveaux géographiques et un contrôle d'une série de facteurs, mais l'absence de telles données exclut ici une telle analyse⁴. On a entrepris, au contraire, un examen systématique de corrélations entre les niveaux et les variations des trois variables représentant la transformation structurelle, la transformation du monde rural et l'intégration rurale. Bien qu'on ne puisse pas supposer l'existence d'un lien de causalité, on peut tirer des inférences et proposer des hypothèses en vue d'une recherche plus poussée.

Corrélations et inférences

Transformation structurelle et transformation du monde rural. Les données montrent que plus les pays ont transformé leurs structures, plus la transformation du monde rural est avancée, aussi bien au stade initial qu'à la fin de la période (tableau B). Plus les niveaux initial et final de transformation structurelle sont élevés, plus ils le seront pour la transformation du monde rural. Aucune association significative n'apparaît évidente entre la rapidité de la transformation structurelle et le niveau ou la rapidité de la transformation du monde rural.

Transformation structurelle et intégration rurale. Plus les niveaux initiaux de transformation structurelle sont élevés, plus seront faibles les niveaux initial et final de l'extrême pauvreté (tableau C). Les niveaux d'extrême pauvreté étant déjà plutôt faibles parmi les pays des régions les plus transformées (LAC et NEN), il n'existe pas de corrélation significative entre le niveau de transformation structurelle et la rapidité de réduction de l'extrême pauvreté. Toutefois, plus la transformation structurelle est rapide, plus la réduction de la pauvreté rurale sera rapide.

Transformation du monde rural et intégration rurale. Comme dans le cas de la transformation structurelle, plus les niveaux initiaux de transformation du monde rural sont élevés, plus seront faibles les niveaux initial et final de l'extrême pauvreté (tableau D). Mais, contrairement à la transformation structurelle, il existe une corrélation statistique entre la rapidité de transformation du monde rural et la réduction de la pauvreté rurale, évoluant d'une corrélation initiale relativement faible jusqu'à une corrélation finale beaucoup plus forte. Plus la transformation du monde rural est rapide, plus la réduction de la pauvreté rurale l'est aussi.

Transformation structurelle, transformation du monde rural et intégration rurale. Les tableaux

B et D permettent de penser que tant les niveaux initiaux que les rapidités ultérieures des transformations influent sur les niveaux et les rapidités de l'intégration. Ces associations sont examinées dans le tableau E. Plus les niveaux initial et final de transformation structurelle sont élevés, plus est forte la corrélation entre la transformation du monde rural et la réduction de la pauvreté rurale, spécialement lorsque le niveau initial de transformation structurelle est peu élevé. Là où la transformation structurelle est relativement lente, une transformation rapide du monde rural coïncide avec une réduction rapide de la pauvreté rurale.

Il semblerait par conséquent que tant la transformation du monde rural que l'intégration rurale seraient les plus dynamiques dans le contexte d'une transformation structurelle rapide, laquelle, à son tour, et spécialement si elle progresse relativement lentement, est le plus dynamique dans le contexte d'une transformation rapide du monde rural et d'une rapide intégration rurale.

Hypothèses et conclusions

Ces corrélations et inférences amènent à considérer deux hypothèses:

1. Aucun pays n'a réduit de façon significative la pauvreté rurale en l'absence d'une rapide transformation structurelle et/ou du monde rural. Cet énoncé devrait être confirmé par les données, à quelques exceptions près.

2. Les pays ayant procédé à une transformation structurelle et/ou du monde rural d'ampleur significative ont aussi, de façon significative, réduit la pauvreté rurale – et renforcé l'intégration. Cet énoncé devrait être limité par les données, certains pays ayant procédé à une transformation inclusive, tandis que dans plusieurs autres pays la transformation n'a pas été inclusive.

Prises ensemble, les deux hypothèses permettent de penser que la transformation structurelle et la transformation du monde rural sont des conditions nécessaires mais non suffisantes pour l'intégration rurale. Pour réaliser cette intégration, les pays doivent non seulement se transformer rapidement, mais aussi prendre des mesures spécifiques pour réduire la pauvreté rurale et renforcer de manière plus générale l'intégration. Il peut y avoir quelques exceptions à chacune des hypothèses, mais pas assez nombreuses pour invalider les deux énoncés. Une typologie bidimensionnelle des pays a été élaborée pour l'exploration de ces hypothèses.

L'un des axes de la typologie présente la rapidité de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural. L'autre axe concerne la rapidité de l'intégration rurale. Dans le premier cas, les pays sont classés comme ayant opéré "rapidement" ou "lentement" leur transformation

TABLEAU B Il existe une corrélation positive significative entre les niveaux de transformation structurelle et les niveaux et les variations de latransformation du monde rural

Corrélations (TS et TMR)	Transformation du monde rural (TMR)		
	Niveau initial	Niveau final	Variation annuelle moyenne
Transformation structurelle (TS)			
Niveau initial	0,5985**	0,5682**	0,2581*
Niveau final	0,5501**	0,4858**	0,2130 ⁺
Variation annuelle moyenne	- 0,1257	- 0,1823	- 0,1005

Note: +, *, et ** indiquent que la valeur est statistiquement significative aux niveaux, respectivement, de 10%, 5%, et 1% (coefficient de corrélation de Pearson).

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

TABLEAU C Les niveaux élevés de transformation structurelle sont associés à des niveaux peu élevés de pauvreté rurale – une transformation structurelle plus rapide est associée à une réduction plus rapide de la pauvreté

Corrélations (TS et pauvreté)	Extrême pauvreté rurale (moins de 1,25 USD/jour)		
	Niveau initial	Niveau final	Variation annuelle moyenne
Transformation structurelle (TS)			
Niveau initial	- 0,6284**	- 0,4907**	0,2371
Niveau final	- 0,5977**	- 0,5629**	0,0723
Variation annuelle moyenne	- 0,0277	- 0,0808	- 0,2753*

Note: +, *, et ** indiquent que la valeur est statistiquement significative aux niveaux, respectivement, de 10%, 5%, et 1% (coefficient de corrélation de Pearson).

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

TABLEAU D Les niveaux élevés de transformation du monde rural sont associés à des niveaux peu élevés de pauvreté rurale – une transformation plus rapide du monde rural est associée à la fois à de plus faibles niveaux de pauvreté et à une réduction plus rapide de la pauvreté

Corrélations (TMR et pauvreté)	Extrême pauvreté rurale (moins de 1,25 USD/jour)		
	Niveau initial	Niveau final	Variation annuelle moyenne
Transformation du monde rural (TMR)			
Niveau initial	- 0,7496**	- 0,6280**	0,1825
Niveau final	- 0,6995**	- 0,5941**	0,1531
Variation annuelle moyenne	- 0,0167*	- 0,4054**	- 0,1792 ⁺

Note: +, *, et ** indiquent que la valeur est statistiquement significative aux niveaux, respectivement, de 10%, 5%, et 1% (coefficient de corrélation de Pearson).

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

structurelle, leur transformation du monde rural et leur intégration rurale si la variation annuelle moyenne de la variable pertinente est supérieure ou inférieure à la moyenne régionale (tableau F). En raison des caractéristiques régionales spécifiques de l'agriculture et de l'activité économique rurale de façon plus générale, la comparaison porte sur les moyennes régionales et non mondiales.

Étant donné que les séries temporelles de données relatives aux variables sous-jacentes sont plutôt courtes, les pays qui étaient parvenus à des stades relativement avancés de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural et à de faibles taux de pauvreté au début des années 1990 enregistrent des taux de variation relativement faibles pour les variables de transformation et d'intégration au cours des années suivantes. L'inverse est également vrai pour les pays qui en sont aux premiers stades de leur transformation et présentent des taux de pauvreté plutôt élevés au début de la période couverte par les mesures. Le niveau de référence, pour la transformation

structurelle comme pour la transformation du monde rural, peut être assez élevé pour qu'un pays soit fondamentalement considéré comme transformé, même lorsque la variation annuelle moyenne au cours de la période étudiée est inférieure à la moyenne régionale.

Pour éviter les distorsions évidentes introduites du point de vue de la transformation structurelle, tout pays dont la part initiale des activités non agricoles représente plus de 90% du PIB est considéré comme en transformation "rapide". Huit pays ont été reclassifiés de cette manière⁵. Pour ce qui concerne la transformation du monde rural, tout pays où le niveau initial de productivité de la main-d'œuvre agricole est significativement supérieur à la moyenne et qui enregistre une augmentation annuelle moyenne d'au moins 90% de la moyenne régionale (témoignant d'une performance élevée et soutenue au cours de la période) est considéré comme opérant une transformation "rapide" du monde rural. Deux pays ont été reclassifiés de cette manière⁶.

TABLEAU E Plus les niveaux initial et final de transformation structurelle sont élevés, plus sera forte la corrélation entre la transformation du monde rural et la réduction de la pauvreté rurale

Catégories de transformation structurelle (TS)	Corrélation entre les variations et les niveaux actuels de transformation du monde rural (TMR) et de pauvreté rurale		
	Niveaux initiaux de la TMR x niveaux initiaux de pauvreté	Niveaux finals de la TMR x niveaux finals de pauvreté	Variations de la TMR x variations de la pauvreté
Niveau initial de TS			
Transformé ^a	- 0,4181	- 0,6649*	0,1259
Non transformé	- 0,7720**	- 0,5593**	- 0,2078
Niveau final de TS			
Transformé ^a	- 0,7361**	- 0,6583**	- 0,3743 ⁺
Non transformé	- 0,7642**	- 0,4322**	- 0,1133
Rapidité de la TS			
Rapide ^b	- 0,7650**	- 0,5765**	- 0,0668
Lente ^b	- 0,8160**	- 0,5916**	- 0,4204 ⁺
Ensemble des pays	- 0,7496**	- 0,5941*	- 0,1792

Notes: +, *, et ** indiquent que la valeur est statistiquement significative aux niveaux, respectivement, de 10%, 5%, et 1% (coefficient de corrélation de Pearson).

^a Les pays transformés sont ceux où la part initiale des activités non agricoles est supérieure à 90%.

^b Les pays dont la transformation structurelle est rapide (ou lente) sont ceux dont la variation annuelle moyenne, en pourcentage, de la part des activités non agricoles dans le PIB est supérieure (ou inférieure) à la moyenne régionale.

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c).

TABLEAU F Typologie établie pour l'examen des liaisons entre la transformation et l'intégration

Processus	Variable utilisée	Rapidité	Critères de classification
Transformation structurelle	Part non agricole du PIB (%)	Rapide	<ul style="list-style-type: none"> ■ Supérieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2014, OU ■ Niveau en début de période > 90%
		Lente	<ul style="list-style-type: none"> ■ Inférieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2014
Transformation du monde rural	Productivité de la main-d'œuvre agricole, mesurée comme la valeur agricole ajoutée par travailleur (en dollars de 2005)	Rapide	<ul style="list-style-type: none"> ■ Supérieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2014 OU ■ Niveau initial significativement supérieur à la moyenne régionale et augmentation annuelle moyenne > 90% de l'augmentation annuelle moyenne régionale
		Lente	<ul style="list-style-type: none"> ■ Inférieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2014
Intégration rurale	Pauvreté rurale: <ul style="list-style-type: none"> ■ APR, ESA, WCA: seuil mondial d'extrême pauvreté (1,25 USD/jour) ■ LAC, NEN: seuil national de pauvreté 	Rapide	<ul style="list-style-type: none"> ■ Supérieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2013
		Lente	<ul style="list-style-type: none"> ■ Inférieure à la moyenne régionale des variations annuelles moyennes au cours de la période 1990-2013

La figure K illustre la relation entre la rapidité de la transformation structurelle et la rapidité de la réduction de la pauvreté rurale pour les 60 pays, par région⁷. Les lignes tracées en pointillés, horizontales et verticales, correspondent aux moyennes régionales pour les deux variables. La figure L présente la même relation pour la transformation du monde rural et la pauvreté rurale. Comme prévu, il existe de grandes différences entre les régions, et entre les pays au sein des régions. La plupart des pays s'inscrivent dans les quadrants supérieur gauche et inférieur droit. Mais, élément d'importance décisive, on observe que, pour la transformation structurelle aussi bien que pour la transformation du monde rural, plusieurs pays sont "hors diagonale", c'est-à-dire que la transformation y est rapide mais l'intégration lente (quadrant supérieur droit), ou vice versa (quadrant inférieur gauche). La région LAC en particulier compte plusieurs pays dans ces deux quadrants "hors diagonale".

Si l'on examine les trois variables ensemble, la typologie tient bien la route (tableau F). Sur les cinq régions (voir figures K et L), un seulement des 33 pays ayant réduit rapidement la pauvreté n'a enregistré ni transformation structurelle rapide ni transformation rapide du monde rural. Dans les 32 autres pays ayant connu une réduction rapide

de la pauvreté, on observe soit une transformation structurelle rapide soit une transformation rapide du monde rural, soit les deux. Ces résultats confirment la première hypothèse.

Dans leurs régions respectives, 32 pays ayant une transformation structurelle (26) ou une transformation du monde rural (6) relativement rapides ont aussi réduit la pauvreté rurale de manière significative, et la majorité de ces pays (20) a aussi enregistré une transformation rapide du monde rural. Il convient de noter que six pays présentant à la fois une transformation structurelle plutôt lente mais une transformation rapide du monde rural ont aussi réduit la pauvreté de manière significative, mettant en évidence le rôle clé joué par la transformation du monde rural dans l'intégration. Observation décevante, et qui modère la seconde hypothèse, 19 pays ayant connu une transformation rapide (13 avec une transformation structurelle rapide et six avec une transformation rapide du monde rural) n'ont pas réduit la pauvreté rurale de manière significative au cours de la période.

Ces résultats confirment l'un des grands thèmes du rapport: les transformations rapides des structures et du monde rural ne sont pas suffisantes pour atteindre de façon spontanée des transformations inclusives du monde rural.

FIGURE K Au niveau régional, les résultats confirment largement l'association attendue entre le rythme de la transformation structurelle et celui de la réduction de la pauvreté rurale

Rythme de la transformation structurelle et de la réduction de la pauvreté rurale par région, années 1990-années 2010

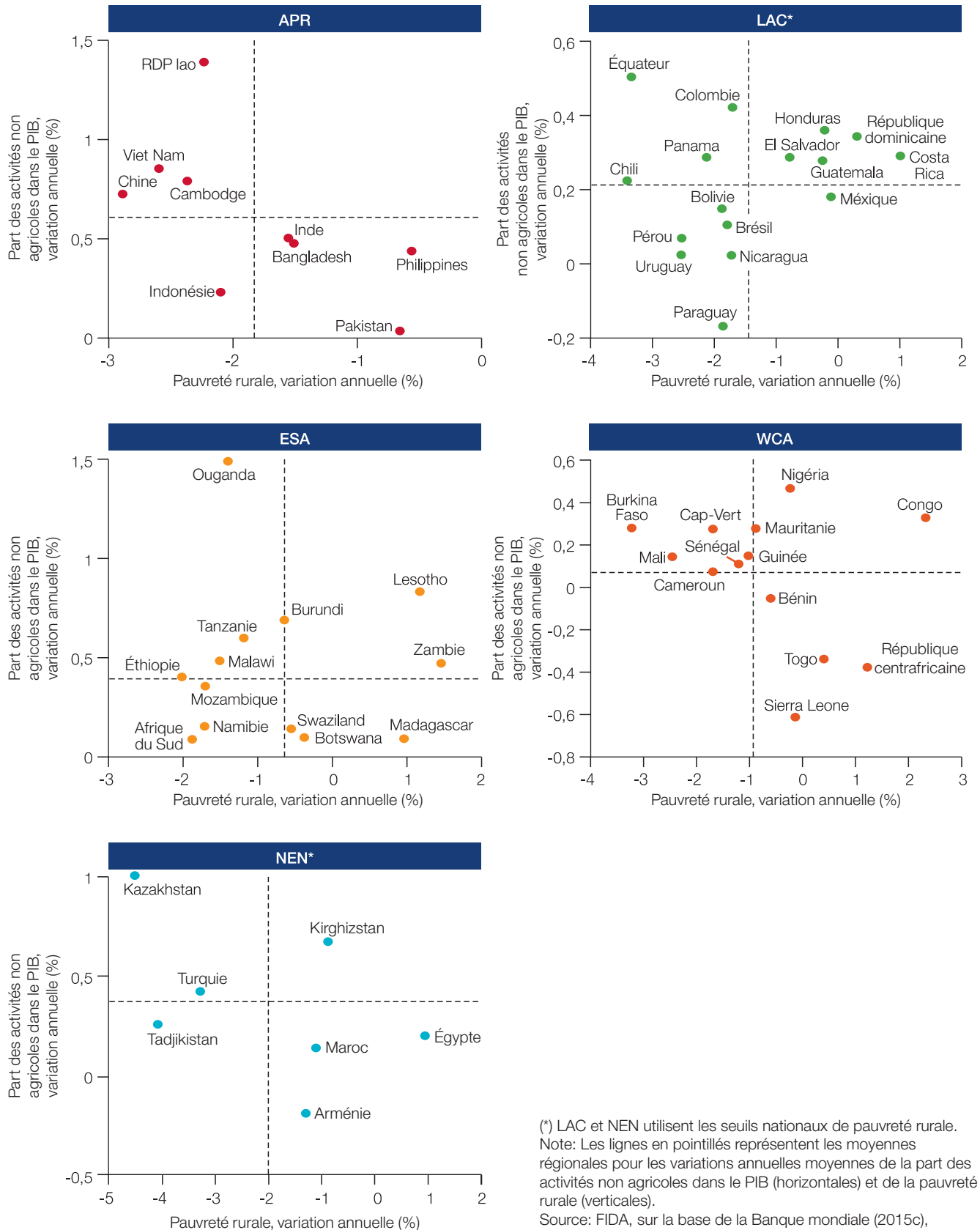
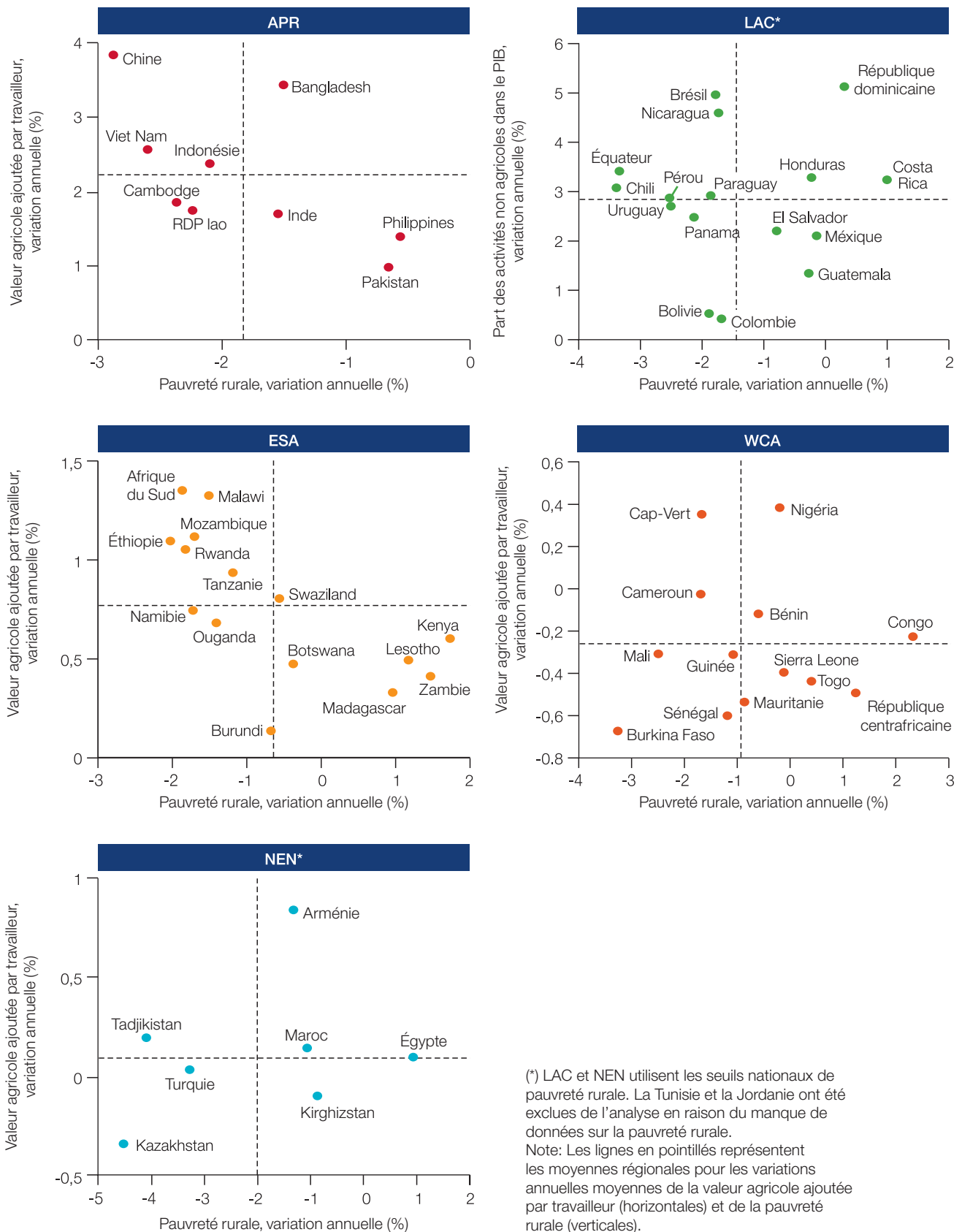


FIGURE L. Au niveau régional, les résultats confirment largement l'association attendue entre le rythme de la transformation du monde rural et celui de la réduction de la pauvreté rurale

Rythme de la transformation structurelle et de la réduction de la pauvreté rurale par région, années 1990-années 2010



(*) LAC et NEN utilisent les seuils nationaux de pauvreté rurale. La Tunisie et la Jordanie ont été exclues de l'analyse en raison du manque de données sur la pauvreté rurale.
 Note: Les lignes en pointillés représentent les moyennes régionales pour les variations annuelles moyennes de la valeur agricole ajoutée par travailleur (horizontales) et de la pauvreté rurale (verticales).
 Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c), sous-ensemble de 60 pays.

Au contraire, les transformations inclusives doivent être induites – pour de nombreuses raisons:

1. Au total, 39 pays connaissent des transformations structurelles rapides, et 19 d'entre eux connaissent aussi une transformation rapide du monde rural. Mais on ne constate pas, dans 5 de ces pays, de réduction rapide de la pauvreté. Parmi les mêmes 39 pays, 20 ne connaissent pas de transformation rapide du monde rural. Sur ces 20 pays, 8 ne connaissent pas de réduction rapide de la pauvreté. À l'évidence, ces 8 pays ont besoin d'interventions spécifiques en faveur de l'intégration.

2. Parmi les 21 pays dont les transformations structurelles sont lentes, on en compte 6 où la transformation du monde rural est rapide, mais où la pauvreté ne se réduit que lentement.

3. Les 29 pays où la transformation du monde rural est lente doivent modifier les institutions, les politiques et les programmes ruraux pour accélérer l'augmentation de la productivité et d'autres aspects de la transformation du monde rural.

4. Les 21 pays où les transformations structurelles sont lentes doivent prendre des mesures sur la plupart des fronts institutionnels et économiques pour accélérer la transformation.

5. Parmi les 33 pays où la réduction de la pauvreté est rapide, certains conservent encore des régions pauvres et des groupes défavorisés, comme les femmes, les peuples autochtones et les groupes de personnes fortement discriminées en raison de leurs préférences sexuelles ou handicaps physiques ou mentaux.

6. Dans tous les pays, les nombreux problèmes d'autonomisation sociale et politique exigent une gamme de solutions tant générales que spécifiques.

Il est important de souligner que la transformation et l'intégration des pays étant jugées "rapides" ou "lentes" par rapport à leurs moyennes régionales respectives, la figure M représente une synthèse mondiale de résultats régionaux. Les comparaisons ne devraient donc être effectuées qu'au niveau régional. Il ne serait ni approprié ni cohérent, par rapport à l'analyse sous-jacente, d'entreprendre des comparaisons entre régions.

Il est également important de rappeler que le volume limité de données et la nécessité de réduire la complexité ont rendu inévitablement étroite la composante analyse régionale fondée sur la typologie des pays. Les résultats ne doivent donc pas être considérés comme définitifs ou complets dans le sens d'une représentation de tous les aspects de la transformation du monde rural et de l'intégration. On trouvera dans les chapitres régionaux et thématiques de la version intégrale du rapport davantage de précisions sur les aspects clés supplémentaires de ces processus.

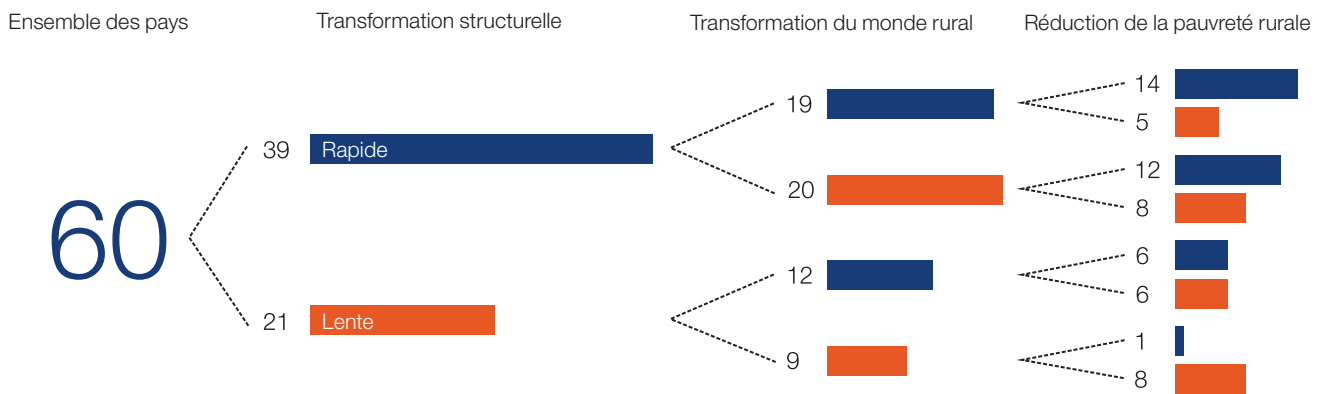
Dans la région APR, où la croissance a été rapide et la réduction de la pauvreté significative, les conclusions concordent étroitement avec les deux hypothèses – plus que dans toute autre région. Les récentes transformations des économies et des sociétés rurales dans la région ont fortement réduit la pauvreté rurale. Les données montrent que, dans tous les pays où la transformation a été plutôt rapide, la réduction de la pauvreté a également été relativement rapide. Et les données confirment que les pays où la transformation a été relativement lente ont réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre la pauvreté, mais plus lentement que la moyenne régionale.

Comme indiqué précédemment, la plupart des pays de la région LAC avaient déjà atteint, au début de la période couverte par l'analyse, des niveaux relativement élevés de transformation structurelle et de transformation du monde rural, avec un taux d'urbanisation supérieur à 75%. Les conclusions concordent de façon générale avec celles prévues par les deux hypothèses. Pratiquement tous les pays ayant connu une transformation structurelle ou une transformation du monde rural rapide, ou les deux, ont réduit la pauvreté rurale plus rapidement que l'ensemble de la région, mais les pays ayant connu une transformation rapide n'ont pas tous réduit rapidement la pauvreté rurale. Par ailleurs, dans pratiquement tous les pays ayant rapidement réduit la pauvreté rurale, les inégalités de revenus en milieu rural ont aussi été réduites plus rapidement que la moyenne régionale.

Dans la région NEN, qui regroupe des pays dont l'histoire est aussi diverse que celle de la Jordanie, du Kazakhstan et de la Tunisie, l'écart entre pauvreté urbaine et pauvreté rurale apparaît comme un robuste indicateur de l'intégration (plus l'écart est grand, plus l'inclusivité est faible). Les pays ayant réussi à réduire l'écart enregistrent généralement un plus haut niveau de valeur agricole ajoutée par travailleur. Une combinaison d'une transformation structurelle supérieure à la moyenne et d'une transformation du monde rural supérieure à la moyenne se traduit par une réduction de la pauvreté rurale relativement rapide et par un écart de pauvreté plus étroit entre zones urbaines et zones rurales. À l'inverse, dans les pays où se combinent transformation structurelle et transformation du monde rural inférieures à la moyenne, la réduction de la pauvreté rurale est plus lente et l'écart de pauvreté s'élargit.

En Afrique subsaharienne, où le récit dominant à propos du développement économique et social en Afrique est celui d'un continent en transformation rapide dont la performance est mitigée mais généralement positive, le tableau concernant les hypothèses est également mitigé.

FIGURE M Une vue d'ensemble des effets spécifiques aux régions de la transformation et de l'intégration



Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale (2015c), sous-ensemble de 60 pays.

L'agriculture manifeste une croissance vigoureuse, en termes de production comme de productivité, mais la gamme des produits n'est guère en voie de diversification. Sur les 23 pays (sur 28) de la région qui ont enregistré une transformation structurelle plutôt rapide et/ou une transformation du monde rural plutôt rapide au cours de la période couverte par l'analyse, 15 seulement sont parvenus à réduire rapidement la pauvreté. Par contre, 9 pays dont la transformation a été relativement lente, c'est-à-dire qui ont connu une transformation structurelle lente et/ou une transformation du monde rural lente, ont été en mesure de réduire très rapidement la pauvreté.

Les chapitres thématiques du rapport apportent un éclairage sur les moteurs de l'inclusivité et sur les politiques, les institutions et les investissements qui peuvent la renforcer. Six domaines fondamentaux du point de vue des investissements et de l'action des pouvoirs publics y sont abordés: emploi, terre et ressources naturelles, finance rurale, technologie agricole innovante, marchés et filières, et action collective. Plusieurs de ces questions sont de nature transversale, et comportent d'importantes dimensions qui favorisent ou empêchent l'intégration: sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, fragilité, égalité entre les sexes, durabilité environnementale, protection sociale et gouvernance. Les conclusions mettent en évidence une gamme de forces qui amplifient ou limitent l'intégration dans chacun de ces domaines, avec des conséquences évidentes sur les politiques et l'investissement.

Parallèlement à ces conclusions spécifiques à une région et thématiques, les responsables des politiques chargés du développement rural doivent faire face à des défis stratégiques – et des possibilités – déterminants, qui exigent des choix spécifiques au contexte et qui doivent reconnaître et prendre en considération non seulement les conditions existantes dans les zones rurales, mais aussi toute une série de forces qui rattachent les conditions des zones rurales aux dynamiques

économiques et sociales de caractère plus général. La typologie a été élaborée et appliquée au niveau des pays, mais comme le montrent les chapitres régionaux et thématiques de la version intégrale du rapport, les conditions sont parfois très différentes d'une région à l'autre et d'une zone rurale à l'autre à l'intérieur des pays. Les conséquences spécifiques au contexte pour les stratégies de développement rural visant à la transformation inclusive du monde rural pourraient par conséquent présenter une pertinence au niveau infranational dans certains pays. Les recommandations du rapport en matière de réforme des politiques, d'innovation institutionnelle et d'investissement ont été élaborées en gardant présents à l'esprit ces divers éclairages.

Stratégies de développement rural pour la transformation inclusive du monde rural

L'analyse régionale et thématique montre clairement que le type de transformation que connaît un pays (ou une région d'un pays) crée, pour l'avenir, une certaine dépendance à l'égard d'une trajectoire. Cela a de fortes incidences sur les possibilités et les défis qui se présentent aujourd'hui, ainsi que sur les politiques, les institutions et les investissements sur lesquels il conviendrait de se concentrer, maintenant et à l'avenir.

Les questions en jeu dans le rapport sont celles des stratégies de développement rural qui favorisent la transformation inclusive du monde rural, et contribuent à une transformation structurelle inclusive et à une croissance durable. Les données historiques et les tendances récentes résumées dans les chapitres régionaux et thématiques du rapport font apparaître les deux choix stratégiques auxquels font face les pays: (1) ils doivent suivre des approches adéquates du développement rural dans le cadre de la transformation structurelle, et résoudre dans le même temps les problèmes fondamentaux d'économie politique; et (2) ils doivent fixer des

objectifs adéquats au développement rural dans des contextes caractérisés par différents taux de transformation et d'intégration, avec d'importantes implications pour les réformes des politiques, les innovations institutionnelles et les investissements nécessaires.

L'économie politique de la transformation inclusive du monde rural

L'une des plus importantes conclusions du rapport est que l'approche du développement rural suivie par un pays doit prendre en compte son niveau d'ensemble de transformation structurelle. Plusieurs chapitres de la version intégrale du rapport confirment l'argument présenté de manière convaincante par Timmer (2014) selon lequel, en raison des interactions étroites entre la transformation structurelle et le système agroalimentaire, l'économie politique de la transformation structurelle a pour pivot le rôle et l'importance assignés à l'agriculture à mesure que progresse la transformation. L'évolution et le destin de l'agriculture façonnent et reflètent la transformation structurelle. L'agriculture, les zones rurales et le système agroalimentaire dans son ensemble sont toujours pris en considération. Ils ne contribuent pas seulement aux moyens d'existence, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles; ils définissent aussi la politique de transformation, laquelle, à son tour, situe dans son contexte l'économie politique du développement rural (Timmer, 2014).

Trois approches du (ou positions sur le) développement rural sont proposées, chacune soulevant des défis distincts en matière d'économie politique: *stimuler l'agriculture*, lorsque le niveau de transformation structurelle est relativement peu élevé, *moderniser l'agriculture*, à un niveau un peu plus élevé mais néanmoins modeste de transformation structurelle et *soutenir l'agriculture* lorsque la transformation structurelle est très avancée (tableau G).

Approches de stimulation de l'agriculture

À des niveaux relativement faibles de transformation structurelle, l'agriculture primaire occupe une place de premier plan dans l'activité économique, et représente l'essentiel de l'emploi pour une population encore largement rurale et souvent jeune. Il n'existe pas de source d'emploi plus puissante que l'agriculture primaire. La bonne approche, pour le développement rural, est claire: stimuler l'agriculture par le biais d'une augmentation rapide de la productivité.

Néanmoins, l'économie politique d'un développement rural stimulant l'agriculture n'est pas aussi simple. La difficulté découle de la faible productivité initiale de l'agriculture comparée à celle d'autres secteurs comme le secteur manufacturier ou celui des activités extractives qui, bien qu'en mesure

de contribuer plus efficacement à l'ensemble du PIB, ont des bases d'emploi étroites. Ces secteurs à forte visibilité dominant souvent les classes dirigeantes politiques. Les responsables doivent trouver des moyens de résister à des pressions, fortes mais mal placées, en faveur de l'attribution à ces secteurs de parts disproportionnées des rares ressources publiques, et de choisir au contraire de se concentrer, fortement et constamment, sur l'agriculture.

Une telle focalisation est contraignante, car l'agriculture est parsemée de contraintes destructrices de valeur qui rendent extraordinairement difficile la réalisation de l'objectif de stimulation d'une augmentation générale de la productivité. Dans la version intégrale du rapport, le chapitre consacré à la région APR met en lumière les bénéfices à tirer, du point de vue de l'économie politique, de la réponse aux défis de "première génération", en poursuivant pendant des décennies une approche de stimulation de l'agriculture, et en lançant ainsi les pays sur une trajectoire conduisant à une transformation inclusive du monde rural. Dans la version intégrale du rapport, le chapitre relatif à l'Afrique subsaharienne est une démonstration du coût de l'inaction en la matière: un secteur agricole enregistrant une croissance relativement forte dans l'ensemble mais dont les fondamentaux sont faibles. Les conséquences sont doubles: augmentation insuffisante de la productivité et lenteur de l'évolution vers une structure capable d'apporter une réduction générale et durable de la pauvreté et des inégalités.

Approches de modernisation de l'agriculture

À mesure que la transformation structurelle atteint des niveaux plus élevés, mais encore modestes, l'évolution du système agroalimentaire se trouve de plus en plus confrontée à une transformation des régimes alimentaires (fondée sur l'augmentation des revenus, l'urbanisation et la modification des préférences des consommateurs) et à une transformation du système de commercialisation des produits agroalimentaires (fondée sur des changements rapides de la logistique de la transformation, de la passation des marchés et de la distribution). En conséquence, le centre de gravité des intérêts économiques et politiques de ces systèmes est de plus en plus occupé par une classe moyenne urbaine en plein essor. On observe également qu'une importance politique croissante est accordée aux intérêts des agriculteurs qualifiés de "dynamiques", ayant un bon accès aux ressources naturelles, aux marchés des intrants et des produits, à la finance et à l'information.

Il sera indispensable, pour maintenir la dynamique vers une transformation inclusive, d'élargir et d'intensifier, dans les zones rurales, l'impulsion naissante vers la modernisation. Un nombre croissant

TABLEAU G **Approches du développement rural pour une transformation inclusive du monde rural⁸**

	Approches du développement rural		
	Stimuler l'agriculture	Moderniser l'agriculture	Soutenir l'agriculture
Justification	<i>Faible niveau de transformation structurelle.</i> L'agriculture primaire représente une part importante du PIB et domine l'emploi, mais génère seulement de faibles revenus en raison de sa faible productivité	<i>Niveau modeste de transformation structurelle.</i> L'agriculture primaire occupe une place moins importante dans le PIB, mais les activités en rapport avec l'agriculture jouent un rôle dominant dans l'économie rurale, et spécialement le segment non agricole, qui apparaît comme une source essentielle d'emploi et de revenu. L'expansion rapide des zones urbaines entraîne la transformation du système agroalimentaire	<i>Niveau élevé de transformation structurelle.</i> L'industrie agroalimentaire moderne est une importante source de revenu et d'emploi, mais on trouve dans les zones rurales de nombreuses poches de pauvreté et de dégradation des ressources naturelles, avec pour conséquences des inégalités croissantes et une croissance non durable. Les préoccupations relatives à la nutrition, à la santé et à la durabilité deviennent de plus en plus importantes
Buts principaux	Stimuler de manière générale une amélioration de la productivité de l'agriculture primaire, en vue de donner à l'agriculture une capacité accrue de jouer le rôle de moteur de la transformation	Moderniser l'agriculture pour soutenir, élargir et diversifier l'augmentation de la productivité et du revenu dans les zones rurales. Renforcer les liaisons avec le reste de l'économie. Maintenir à un niveau peu élevé les prix des produits alimentaires dans les zones urbaines en expansion rapide	Veiller au maintien d'un système agroalimentaire viable et fonctionnant correctement, assurant la fourniture des biens publics essentiels et offrant aux groupes dont les moyens d'existence sont fondés sur l'agriculture des possibilités de s'intégrer à l'ensemble de l'économie
Défis majeurs en matière d'économie politique	Défis de "première génération" liés à une focalisation à long terme sur l'agriculture, malgré les immenses défis et malgré l'apparence de bénéfices plus élevés des investissements dans d'autres secteurs	Défis de "deuxième génération" liés à la focalisation sur les zones rurales, même lorsque les zones urbaines se développent et qu'augmentent le pouvoir et l'influence de la classe moyenne urbaine	Défis de "troisième génération" liés à la nécessité d'établir un équilibre entre les pressions pour la fourniture de biens publics à base agricole tout en maintenant un appui aux populations rurales de moins en moins nombreuses dont les moyens d'existence sont fondés sur l'agriculture, et spécialement les petits exploitants agricoles et autres groupes pauvres marginalisés
Pertinence pour	<ul style="list-style-type: none"> ■ De nombreux pays en développement à faible revenu ■ La plus grande partie de l'Afrique subsaharienne 	<ul style="list-style-type: none"> ■ De nombreux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ■ Des parties de l'Afrique subsaharienne et la plus grande partie d'APR 	<ul style="list-style-type: none"> ■ De nombreux pays à revenu moyen de la tranche supérieure ■ La plus grande partie de LAC et de NEN

d'agriculteurs – et spécialement les petits exploitants – et de PME rurales doivent recevoir un appui sur la voie d'une transition vers une spécialisation et une diversification accrues sur les plans de la production et des échanges.

Il est nécessaire de susciter et d'entretenir la dynamique politique en faveur de la modernisation des zones rurales et de leur intégration dans l'ensemble de l'économie. Le but doit être d'élargir et d'intensifier l'économie rurale fondée sur l'agriculture, de cultiver une classe moyenne rurale basée sur un groupe diversifié de producteurs agricoles, de PME

rurales et d'entreprises agroalimentaires efficaces, et de parvenir ainsi à un équilibre durable entre les intérêts ruraux et urbains. Il est essentiel, du point de vue de l'économie politique, de relever les défis de "deuxième génération", et de résister à la tentation de permettre à la dynamique apparemment "naturelle" de la transformation structurelle de marginaliser les zones rurales. Les données de fait en provenance de la région LAC donnent à penser que cette dynamique peut contenir les germes d'inégalités profondément enracinées dans les zones rurales, et entre les zones rurales et le reste de l'économie.

Approches de soutien de l'agriculture

Aux niveaux élevés de transformation structurelle, le système agroalimentaire est inextricablement lié au reste de l'économie, et ses segments les plus dynamiques opèrent à la pointe du progrès technologique. Dans ce type d'économie, l'agriculture présente une caractéristique commune, à savoir une division en trois segments: une catégorie "moderne" hautement productive, mécanisée et souvent à grande échelle; un groupe d'agriculteurs à temps partiel, en cours de modernisation; et un segment "traditionnel" de petites exploitations familiales dans des zones marginales et mal reliées au marché. On trouve par conséquent de nombreuses poches de pauvreté dans les zones rurales, et au sein de groupes spécifiques comme les minorités ethniques, les personnes âgées et les femmes. Dans le même temps, les populations urbaines deviennent plus nombreuses et s'accroissent plus rapidement que les populations rurales. Les préoccupations des consommateurs concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, et la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dominent le débat public portant sur les caractéristiques souhaitables du système agroalimentaire.

Les pays parvenus à ce stade de la transformation sont confrontés à un défi de "troisième génération" lié à la nécessité de renforcer l'élan en faveur d'un appui à un secteur qui, malgré sa taille relativement réduite, a d'importants effets sur d'autres pans de l'économie. Tout en répondant aux exigences légitimes de production, par les systèmes agroalimentaires, des biens publics indispensables, les dirigeants doivent aussi assurer l'expression et la représentation des groupes ruraux dont les moyens d'existence dépendent encore directement de l'agriculture. Dans la version intégrale du rapport, les chapitres consacrés aux régions LAC et NEN démontrent que les besoins et les intérêts de ces groupes habituellement marginalisés coïncident fortement avec la durabilité à long terme des zones rurales et des systèmes agroalimentaires en général.

Ces considérations d'économie politique confirment que la volonté politique sera un concept fructueux uniquement dans la mesure où elle aura un objectif. Dans le cadre de la transformation structurelle, les objectifs politiques du développement rural sont spécifiques au contexte. La nature de l'approche du développement rural joue un rôle décisif, et cette approche découle des conséquences de la transformation structurelle sur l'agriculture. Les parties prenantes cherchant à influencer les stratégies de développement rural doivent viser à élaborer un discours et un capital politiques pour obtenir des effets en harmonie avec les tensions et les possibilités politiques réelles

plutôt qu'avec celles intellectuelles ou idéalisées. Ces considérations s'appliquent non seulement au niveau national, mais aussi aux niveaux infranationaux, où l'évolution vers une décentralisation accrue des processus décisionnels place les autorités régionales et locales en première ligne dans la conception et l'exécution de la stratégie de développement rural.

Objectifs, politiques, institutions et investissements pour la transformation inclusive du monde rural

Alors même que les pays, ou les régions à l'intérieur des pays, font face aux impératifs politiques du développement rural dans le contexte de la transformation structurelle et qu'ils développent la volonté politique d'agir, que devraient-ils faire exactement pour accroître la transformation inclusive du monde rural? Quels sont les effets spécifiques dans les zones rurales qu'ils devraient s'efforcer d'obtenir, pourquoi et par quels moyens?

La typologie propose quatre catégories de transformation et d'intégration dans lesquelles peuvent se classer la plupart des pays ou des régions infranationales: (i) pays où la transformation et l'intégration sont rapides (32 dans notre échantillon de 60 pays); (ii) pays où la transformation est rapide et l'intégration lente (19 pays); (iii) pays où la transformation est lente et l'intégration rapide (1 pays); et (iv) pays où la transformation et l'intégration sont lentes (8 pays).

Cela implique, pour la stratégie de développement rural, des objectifs distincts:

- les pays où la transformation et l'intégration sont rapides devraient avoir pour but de **s'adapter** de manière à soutenir le progrès et à aborder les problèmes inhérents à une croissance rapide;
- les pays où la transformation est rapide et l'intégration lente devraient avoir pour but **d'amplifier** l'évolution en élargissant la portée des avantages obtenus par les populations rurales tout en soutenant sa rapidité;
- les pays où la transformation est lente et l'intégration rapide devraient avoir pour but **d'accélérer** le rythme de la transformation sans sacrifier l'inclusivité des avantages;
- les pays où la transformation et l'intégration sont lentes devraient avoir pour but **d'amplifier et d'accélérer** le rythme de la transformation, en cherchant à la fois à élargir la portée des avantages et à en accélérer la création.

Dans la version intégrale du rapport, les chapitres régionaux emploient la typologie et d'autres considérations pour recenser et expliquer les trajectoires et les effets pertinents de la transformation

et de l'intégration. Ces conclusions, et d'autres encore contenues dans les chapitres et les "coups de projecteur" thématiques de la version intégrale du rapport, mettent en évidence différentes pressions à prendre en compte dans chaque catégorie, ce qui suppose différents ensembles de priorités en matière de réforme des politiques, d'innovation institutionnelle et d'investissement pour la promotion de la transformation inclusive du monde rural (tableau H). Le but n'est pas ici d'énumérer toutes les mesures et interventions possibles. Il s'agit plutôt de déterminer celles signalées dans les chapitres et les "coups de projecteur" de la version intégrale du rapport comme étant les plus déterminantes pour répondre aux pressions émergentes et atteindre les objectifs spécifiques au contexte pour une transformation inclusive du monde rural⁹.

Les points sensibles, les réformes des politiques, les innovations institutionnelles et les investissements sont précisés ici pour chaque catégorie de pays ou de régions infranationales. Certains points sensibles sont présents dans plus d'une catégorie. Diverses mesures sont par conséquent pertinentes dans plusieurs catégories, mais la majorité d'entre elles sont spécifiques à une catégorie. Répondre aux exigences d'adaptation, d'amplification et d'accélération est une entreprise complexe. Comme prévu, les pays ou les régions infranationales faisant face au double impératif d'amplifier et d'accélérer la transformation sont confrontés à un plus grand fardeau en termes de réforme des politiques, d'innovations institutionnelles et d'investissements nécessaires. Plusieurs défis et possibilités concernent tous les pays ou catégories infranationales, ce qui implique un vaste ensemble de priorités transversales (voir encadré B).

Adaptation – transformation rapide/ intégration rapide

Points sensibles

Déclin de la qualité et de la sécurité des emplois: les relations de travail font apparaître une évolution croissante dans le sens de l'informalité, avec une augmentation rapide des emplois temporaires. Il existe aussi un fossé de plus en plus important entre les emplois qui comprennent des prestations sociales et ceux qui n'en offrent pas.

Systèmes de protection sociale insuffisants et/ou non durables: même lorsque l'intégration est rapide, la pauvreté et la vulnérabilité persistent et il est probable qu'elles seront concentrées dans des zones géographiques spécifiques ou au sein de groupes particuliers. Dans certains pays, la couverture et la qualité des systèmes de protection sociale sont insuffisantes. Dans les autres pays, les systèmes ont une portée plus générale mais sont confrontés à des pressions liées au ralentissement de la croissance et à la réduction des ressources publiques.

Concurrence croissante ayant pour moteur les compétences ou la technologie: dans les filières agroalimentaires, la concurrence est intense et mondiale. La compétitivité repose de plus en plus sur la capacité de fournir des produits de haute qualité, auxquels sont intégrés de hauts niveaux de technologie, de compétences et d'assurance qualité. Parmi les salariés comme parmi les entrepreneurs, les nouveaux emplois des secteurs agricole et non agricole exigent de plus en plus fréquemment un minimum de compétences et de capital et, souvent, de la mobilité et de la flexibilité. Ces exigences, parallèlement à une gamme d'obstacles sociaux et culturels, conduisent à un risque substantiel d'exclusion des femmes et des travailleurs sans terre.

Exposition à de nouveaux risques: la transformation structurelle et la transformation du monde rural impliquent des relations de plus en plus complexes au sein des filières et dans d'autres domaines. Elles entraînent par conséquent des risques toujours plus complexes exigeant des instruments plus sophistiqués pour répartir le risque sur les acteurs des filières. Pour de nombreuses communautés rurales, les réseaux informels et les institutions traditionnelles jouent encore des rôles importants dans la répartition du risque, mais ces arrangements sont confrontés à des limitations croissantes.

Réformes des politiques

Réforme pour des emplois meilleurs et plus sûrs dans le secteur informel: les politiques et les programmes doivent intervenir aux côtés du secteur informel, et non contre lui. Cela suppose une réduction des contraintes administratives et foncières, une amélioration de la productivité et l'extension de la protection sociale aux travailleurs du secteur informel et au nombre croissant de travailleurs informels employés par les sociétés opérant dans le secteur formel. Les entrepreneurs et les travailleurs du secteur informel devraient bénéficier d'une assistance pour mieux exercer leurs fonctions, par le biais d'une protection juridique contre le harcèlement, d'investissement dans les compétences et de la mise à disposition de terres bien situées, d'électricité, d'eau et de services d'assainissement.

Réforme de la protection sociale: l'impact des systèmes de protection sociale dépend du niveau de couverture des pauvres et de l'adéquation des prestations. Des dépenses supérieures sont habituellement associées à de plus forts impacts sur la pauvreté. Toutefois, et même avec des budgets similaires, certains pays obtiennent de meilleurs résultats que d'autres à chaque niveau de dépense. Le ciblage pourrait être amélioré, et les systèmes mieux coordonnés. Il conviendrait de poursuivre l'exploration du potentiel d'intégration des programmes de protection sociale et des programmes

TABLEAU H Objectifs de développement rural, réformes des politiques, innovations institutionnelles et investissements dans différents contextes de transformation et d'intégration

	Objectifs du développement rural			
	Adapter	Amplifier	Accélérer	Amplifier et accélérer
Rapidité de la transformation et de l'intégration	Transformation rapide, intégration rapide	Transformation rapide, intégration lente	Transformation lente, intégration rapide	Transformation lente, intégration lente
Points sensibles clés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Déclin de la qualité et de la sécurité des emplois ■ Systèmes de protection sociale insuffisants et/ou non durables ■ Concurrence croissante ayant pour moteur les compétences ou la technologie ■ Exposition à de nouveaux risques 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Accès inégal aux ressources productives ■ Faiblesse des organisations rurales ■ Intégration financière insuffisante 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Inégale adoption des technologies ■ Médiocres incitations à l'investissement privé dans les zones rurales ■ Faiblesse des liaisons ville-campagne ■ Intégration financière insuffisante 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Conditions défavorables au développement et à l'adoption des technologies, et à l'expansion du marché ■ Faible pouvoir d'achat et vulnérabilité
Réformes prioritaires des politiques	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réforme pour des emplois meilleurs et plus sûrs dans le secteur informel ■ Réforme de la protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réforme du régime foncier pour un accès plus sûr 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réforme budgétaire, juridique et réglementaire pour améliorer le climat de l'investissement rural 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réforme du marché des intrants et des produits et réforme de la fixation des prix ■ Réforme du régime foncier pour un meilleur accès
Innovations institutionnelles hautement bénéfiques	<ul style="list-style-type: none"> ■ Modernisation du système financier rural ■ Partenariats public-privé pour la modernisation du système agroalimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Expansion et approfondissement du système financier rural ■ Approches territoriales ■ Partenariats public-privé pour le renforcement du système agroalimentaire, en mettant l'accent sur les principaux aliments de base, l'élevage et l'horticulture ■ Programmes de protection sociale à des fins de promotion 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Expansion et approfondissement du système financier rural ■ Approches territoriales ■ Partenariats public-privé pour le renforcement du système agroalimentaire, en mettant l'accent sur les principaux aliments de base, l'élevage et l'horticulture 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développement d'un système financier rural essentiel
Investissements essentiels	<ul style="list-style-type: none"> ■ Modernisation ciblée de la technologie, des compétences et des capacités pour améliorer l'employabilité et la capacité entrepreneuriale dans les zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Modernisation technique et opérationnelle des organisations paysannes (OP) et autres collectifs ruraux représentant des groupes marginalisés 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Renforcement de la recherche-développement agricole ■ Amélioration de l'infrastructure de marché ■ Modernisation technique et opérationnelle des OP et autres collectifs ruraux représentant des groupes marginalisés 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Recherche-développement agricole essentielle ■ Infrastructure rurale essentielle ■ Développement des capacités essentielles des OP et d'autres collectifs ruraux ■ Programmes de travaux publics et de garantie de l'emploi
Priorités transversales	<ul style="list-style-type: none"> ■ Activités publiques de recherche-développement dans le domaine de l'agriculture; nutrition; égalité entre les sexes; gouvernance et responsabilité; solutions numériques; résilience; gestion des ressources naturelles; suivi, évaluation, et collecte de données 			

agricoles. La fourniture par les pouvoirs publics d'un ensemble de base de prestations pour tous, comme la santé, l'éducation, les pensions et d'autres formes de protection, devrait constituer le but ultime. Cela pourrait être coûteux, mais si un tel système est efficace, efficient et équitable, il est justifié par son impact sur l'efficience, la croissance et l'équité.

Innovations institutionnelles

Modernisation du système financier rural: des ajustements des politiques et un appui direct sont nécessaires pour élaborer des produits financiers améliorés et commercialement viables, capables d'atteindre les petits exploitants agricoles et d'autres groupes marginaux. Il s'agirait notamment d'innovations sous la forme de prêts aux modalités mieux adaptées aux besoins de l'agriculture que les pratiques actuelles de la microfinance, d'un recours aux "agrégateurs" comme fournisseurs de crédit ou comme acheteurs de produits, et d'un appui supplémentaire pour l'élaboration et l'adoption d'assurances au niveau micro. L'adaptation de l'assurance et d'autres techniques de gestion du risque à la clientèle rurale permet de répartir les risques et de les transférer aux acteurs possédant la plus grande capacité de gestion de ces risques. Elle encourage aussi la prudence dans les investissements, la diversification des moyens d'existence et le partage des risques. Le fort intérêt manifesté par les gouvernements, les populations rurales, la société civile, le secteur privé et les donateurs tend à démontrer la valeur d'une poursuite des investissements dans l'élaboration d'instruments et de modèles opérationnels, tout en renforçant les organisations.

Partenariats public-privé pour la modernisation du système agroalimentaire: la coordination et l'appui aux liaisons avec les participants clés des filières, notamment les agriculteurs, les organisations paysannes et les PME, apporteraient des avantages à la gestion et à la transparence des filières, à la qualité des produits finals et à la rentabilité des acteurs de la filière. Des arrangements de coordination comme des plateformes, des réseaux, des groupes à haut potentiel ou des corridors de développement peuvent renforcer les synergies, éviter les doubles emplois, réduire au minimum les coûts de transaction et optimiser l'utilisation des ressources. Les pouvoirs de décision, les systèmes de récompenses et les critères de performance doivent être clairs, transparents et respectés pour aboutir à des jeux à somme positive dans lesquels tous les partenaires acceptent de coopérer, et de partager les bénéfices et les risques.

Investissements

Modernisation ciblée de la technologie, des compétences et des capacités pour améliorer l'employabilité et

la capacité entrepreneuriale dans les zones rurales: mettant particulièrement l'accent sur les jeunes, les femmes, les travailleurs sans terre et d'autres groupes confrontés à un risque important d'exclusion, les mesures de renforcement de l'employabilité incluent l'amélioration ciblée des compétences professionnelles clés, une formation professionnelle en vue d'emplois dans le secteur commercial et une formation aux compétences de base de la vie quotidienne pour réussir dans les environnements professionnels. Afin de stimuler la capacité entrepreneuriale, des compétences essentielles doivent être renforcées: lancement et exploitation d'une entreprise, promotion de la commercialisation, gestion des ressources naturelles et gestion financière. Il ne suffit toutefois pas de disposer de meilleures compétences, elles doivent être accompagnées d'un accès élargi à la finance et aux services financiers.

Amplification – Transformation rapide/intégration lente

Points sensibles

Accès inégal aux ressources productives: la discrimination et l'exclusion liées à la catégorie économique, au genre, au lieu de résidence, à l'orientation sexuelle, au handicap, à l'âge ou à l'appartenance ethnique conduisent à une interdiction d'accès aux actifs productifs, comme la terre ou les services financiers. Les possibilités et les motivations d'investissement renforçant le bien-être sont par conséquent limitées pour de trop nombreux groupes de ruraux. Ces groupes marginalisés font leur entrée sur les marchés et d'autres arènes ou enceintes rurales avec moins de capacités humaines que les autres. Ils reçoivent aussi, en raison de la discrimination, une récompense inférieure pour un effort équivalent. Les agricultrices en particulier, bien qu'elles aient la même productivité et le même esprit entrepreneurial, ont souvent de plus grandes difficultés à avoir accès à la terre, à la finance et aux intrants, et reçoivent pour leurs produits des prix inférieurs à ceux de leurs homologues masculins.

Faiblesse des organisations rurales: du fait de leurs limitations techniques et opérationnelles, les organisations collectives rurales représentant les agriculteurs et d'autres habitants des zones rurales peuvent se trouver dans l'incapacité d'exploiter pleinement les possibilités dans le contexte de la transformation. Elles ne peuvent donc pas toujours remplir l'immense promesse faite à leurs membres d'élargir l'accès aux marchés, aux ressources naturelles, à l'infrastructure, à l'information et à l'influence sur les politiques.

Intégration financière insuffisante: la fourniture de finance et de services financiers aux ménages ruraux pauvres et aux PME comprend de nombreux défis,

dont beaucoup tiennent au caractère saisonnier de l'agriculture, à des risques élevés et covariants, à une faible densité de population et à la médiocrité de l'infrastructure dans les zones rurales. L'insuffisance des institutions et des instruments financiers, la portée et la capacité limitées des prestataires de services financiers ruraux, et les faibles niveaux d'éducation et de compétences financières de base des clients existants et potentiels retardent le développement et faussent les marchés financiers ruraux. Le côté de la demande est par ailleurs limité par la saisonnalité et le risque inhérent à l'agriculture paysanne, et par une prépondérance de clients potentiels, comme les femmes, qui ont souvent besoin de prêts de moindre importance que les hommes et qui peuvent être discriminées dans les institutions de crédit. De nombreux clients potentiels n'ont pas accès à une procédure équitable et ne possèdent pas de droit de propriété ou de sécurité foncière, et ne peuvent donc offrir aucun des types classiques de garantie de prêt. Malgré l'importance des PME pour le développement rural, ces entreprises ont rarement accès à des services formels d'épargne et de paiement.

Réformes des politiques

Réforme du régime foncier pour un accès plus sûr: il conviendrait de donner la priorité aux réformes renforçant, de manière inclusive et équitable, la sécurité des droits fonciers. L'adaptation des systèmes de droits communaux et la clarification des droits d'usage peuvent maintenir ou améliorer la sécurité de jouissance et l'équité dans ces systèmes. Lorsque les systèmes communaux ne sont plus en mesure de le faire, des programmes qui transfèrent la responsabilité de la gestion des terres, qui passerait des institutions coutumières à des institutions statutaires, peuvent améliorer l'efficacité et réduire les conflits. Ils devraient être en mesure de reconnaître et de prendre en compte un ensemble continu de droits, depuis les droits d'usage communaux jusqu'au titre de propriété foncière libre. Dans l'enregistrement des droits existants sur la terre, la reconnaissance et/ou l'attribution des titres fonciers – objectif de l'intégration – seront réalisées au mieux par l'inclusion de tous les titulaires de droits et de toutes les terres d'une zone donnée.

On continue au contraire à utiliser l'attribution de titres fonciers à la demande, souvent par une autorité centrale, ce qui favorise les personnes ayant les bonnes relations et qui permet aux élites d'acquérir de la terre aux dépens des petits agriculteurs, de déposséder les groupes autochtones, et accroît les risques de conflit. Lorsqu'il est difficile d'attribuer des titres fonciers sur une base zonale, comme dans les pays à faible densité de population,

des codes de conduite et des sauvegardes sont nécessaires pour éviter l'accaparement par les élites. Il est très important de prêter attention à l'égalité entre les sexes dans la mise en œuvre et le respect des droits fonciers statutaires, et de veiller à l'intégration d'autres groupes défavorisés.

Innovations institutionnelles

Expansion et approfondissement du système financier rural: des innovations concernant les produits (comme le nouveau système de crédit sur inventaire), les processus (flux de travail automatisé ou processus logistique) et le système (introduction de banques rurales) sont nécessaires pour permettre aux ménages ruraux marginalisés d'utiliser les systèmes financiers formels et d'avoir accès à des financements abordables et des services financiers fiables et transparents. Il convient d'améliorer les mesures qui inciteront les institutions financières à accroître leur présence dans les zones rurales ainsi que les services d'épargne et de crédit à l'intention des agriculteurs, des organisations paysannes et des PME rurales. Les garanties bancaires, les swaps de défaut de crédit et autres mesures similaires devraient être développées et testées, afin d'élargir l'accès au financement grâce à la réduction des risques des prêts aux groupes marginalisés. Les transactions financières structurées, comme les arrangements de financement des filières, devraient aussi être encouragées, ainsi que le recours, le cas échéant, à la finance islamique.

Approches territoriales: il conviendrait de pousser l'exploration et le renforcement des approches qui couvrent la diversité des acteurs dans les zones rurales et s'appuient sur les interdépendances et les synergies entre zones rurales et zones urbaines. Ces approches ouvrent de plus grandes possibilités aux petits exploitants agricoles, en reliant aux marchés les producteurs et les consommateurs des zones urbaines et rurales et en contribuant à des modalités plus durables et plus inclusives de production et de consommation alimentaires. Elles favorisent aussi la cohérence entre différentes politiques sectorielles et différents niveaux de pouvoirs publics. C'est par l'intermédiaire de ces plateformes que les groupes marginalisés peuvent obtenir un meilleur accès – et à de meilleures conditions – aux marchés régionaux, nationaux et internationaux dont dépendent de plus en plus leurs moyens d'existence à mesure que s'opère la transformation du monde rural.

Partenariats public-privé pour le renforcement du système agroalimentaire, en mettant l'accent sur les principaux aliments de base, l'élevage et l'horticulture: les marchés des principaux aliments de base, de l'élevage et de l'horticulture offrent aux petits exploitants agricoles, partout dans le monde, les meilleures possibilités de croissance des revenus et d'amélioration des moyens d'existence. Toutefois,

les filières nationales intégrées souffrent d'une faible rentabilité et sont souvent peu équitables. De nouveaux partenariats sont nécessaires pour aider les petits agriculteurs et d'autres groupes défavorisés à identifier et développer de nouveaux débouchés commerciaux, à améliorer la qualité et accroître la valeur des biens qu'ils envisagent de produire et de commercialiser, et à financer le développement du marché, l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la valeur. Le développement de services de conseil professionnel et de vulgarisation desservant les entreprises locales et les groupes d'agriculteurs peut favoriser la modernisation technique et la formulation de solides projets d'investissement, assortis de plans d'entreprise bien conçus et de taux de rémunération des investissements pouvant attirer l'intérêt de moyennes et de grandes sociétés. Il conviendrait de renforcer et d'étendre, à l'intention des petits exploitants agricoles, des mesures d'esprit commercial visant à orienter la demande du public vers des produits alimentaires de qualité (à partir des programmes de cantines scolaires et d'autres institutions et programmes publics, comme les prisons et les hôpitaux).

Programmes de protection sociale à des fins de promotion: les transferts (en espèces ou en nature) soumis à conditions, combinés à un renforcement ciblé des capacités, peuvent non seulement améliorer le revenu et l'utilisation des services essentiels, comme l'éducation ou les soins de santé préventifs, mais peuvent aussi aider les ménages à diversifier leurs moyens d'existence et gérer ainsi les risques futurs et promouvoir une résilience à plus long terme. Un ciblage et des mesures bien conçus en vue de promouvoir l'autonomisation et l'action des bénéficiaires sont également essentiels. Lier les dépenses publiques dans le domaine de l'agriculture et les programmes de protection sociale peut aboutir à des gains résultant de synergies, non seulement en contribuant aux liaisons qui encouragent la croissance et la transformation, mais aussi en accentuant l'inclusivité de ces processus. Les programmes ciblant les femmes se traduisent par d'importants points positifs, en particulier du point de vue des principaux critères d'intégration comme la nutrition et la santé des enfants. Ils sont spécialement importants parce que la malnutrition maternelle et infantile perpétue l'exclusion et la pauvreté de génération en génération – compromettant le capital nécessaire pour entraîner la transformation du monde rural et l'inclusivité du processus. On voit apparaître des preuves des effets durables de ces programmes intégrés, notamment pour les "approches de reclassement" qui octroient des dons aux plus pauvres pour des investissements productifs choisis par l'utilisateur, assortis d'un appui rigoureux, spécifique et soutenu au développement des capacités de chacun des bénéficiaires.

Investissements

Modernisation technique et opérationnelle des organisations paysannes et autres collectifs ruraux représentant des groupes marginalisés: les investissements doivent être axés sur l'apport de solutions aux lacunes persistantes sur les plans de la gouvernance, des opérations, du financement et de la participation à l'élaboration des politiques. En matière de gouvernance, les investissements doivent viser à accroître la transparence et la légitimité, en faisant fond sur le capital social existant. Des connexions adéquates avec des agents extérieurs, susceptibles d'apporter des idées nouvelles, des innovations et un appui matériel aux organisations collectives, sont nécessaires. Les investissements opérationnels doivent avoir pour but de renforcer la mécanique de l'action collective, en mettant l'accent sur les structures et les processus d'attribution du pouvoir décisionnel, d'évaluation de la performance et de récompense à la performance, et d'encourager ainsi l'efficacité et l'efficacé organisationnelles. Un soutien est nécessaire pour stimuler l'acquisition de compétences financières de base, choisir les modèles d'entreprise pertinents, et renforcer la gestion financière et la transparence. Il devrait améliorer la compréhension des mécanismes opérationnels du gouvernement et des sources externes de financement.

Accélération – Transformation lente/ intégration rapide

Points sensibles

Inégale adoption des technologies: même lorsque apparaît une technologie permettant d'augmenter la productivité, son adoption et son utilisation suivent des rythmes très variables. Par exemple, l'adoption de semences améliorées est très largement supérieure à celle d'un engrais, même si les pleins bénéfices des premières exigent l'application du second. Les innovations prometteuses – comme l'agriculture de conservation – qui développent la robustesse dans des groupes de technologies par le biais de systèmes intégrés se diffusent, mais lentement.

Médiocres incitations à l'investissement privé dans les zones rurales: la transformation du monde rural exige un investissement dynamique de la part du secteur privé. Cet investissement est freiné par un contexte économique rural où se rencontrent de multiples entraves – manque d'infrastructures de base, faiblesse des marchés du crédit et de l'assurance, insuffisante sécurité de jouissance des terres, et disparités entre les groupes ethniques et entre les sexes.

Faiblesse des liaisons ville-campagne: les centres urbains dépendent des zones rurales pour toute une gamme de biens et de services,

ENCADRÉ B Gestion des possibilités et des défis transversaux

Les chapitres régionaux et thématiques de la version intégrale du rapport signalent plusieurs possibilités et défis transversaux auxquels seront probablement confrontés les gouvernements dans les quatre contextes. Le rapport considère comme spécialement importants les défis et possibilités dans les domaines suivants: activités publiques de recherche-développement dans le domaine de l'agriculture; nutrition; égalité entre les sexes; gouvernance et responsabilité; solutions numériques; résilience; gestion des ressources naturelles; suivi, évaluation, et collecte de données. Les priorités d'action s'expriment à différents niveaux et affectent différents groupes de personnes. Mais, pour parvenir à une transformation inclusive du monde rural, les gouvernements devront trouver des solutions à chacun d'entre eux.

Stimuler la recherche-développement public dans le domaine de l'agriculture

L'augmentation de la productivité résulte de l'interaction entre plusieurs facteurs, parmi lesquels les niveaux et les rapidités de développement; l'introduction, l'adoption et l'utilisation de technologies et de pratiques améliorées; des débouchés fiables pour les excédents de production; les institutions et les politiques qui atténuent le risque et fournissent des incitations adéquates; et les investissements qui renforcent les capacités humaines, physiques et institutionnelles essentielles. Tous ces facteurs exigent d'importants niveaux de financement public. Peu de pays toutefois consacrent assez de ressources publiques à la recherche-développement agricole. Il existe, entre recherche publique et privée, un important potentiel de synergies qui doit être encouragé. Bien que la participation du secteur privé à la recherche-développement soit en augmentation, elle dépend souvent des résultats de la recherche-développement public et se concentre sur les innovations où les bénéficiaires font facilement l'objet d'une appropriation. La gamme des innovations susceptibles d'appropriation s'élargit par le biais du dépôt de brevets. Lorsque les bénéficiaires ne peuvent pas être appropriés, la recherche conduite par le secteur public est impérative.

Amélioration de la nutrition

La rapide transformation des systèmes alimentaires stimule la transformation du monde rural, mais elle suscite aussi des risques de différentes formes de malnutrition. Il faut donc, à la fois, des politiques et des investissements "spécifiques à la nutrition" et "sensibles aux enjeux nutritionnels". En matière de production alimentaire, les moyens d'action devront être axés sur la promotion de la disponibilité, de l'accessibilité, de la diversité et de la qualité des produits alimentaires; sur la recherche-développement orientée vers les questions de nutrition; sur la promotion d'aliments de grande valeur nutritionnelle dans les écoles et les jardins potagers; et sur l'évolution vers des méthodes de production durable et améliorant la nutrition. En matière de commercialisation des produits alimentaires, et en raison du rôle de plus en plus essentiel des entreprises du secteur alimentaire dans la forme que prennent les systèmes alimentaires, l'accent devrait être mis sur la réglementation et la fiscalité pour promouvoir l'efficacité, la sécurité, la qualité et la diversité des filières, et également sur l'innovation dans la formulation et le transport des produits, surtout du point de vue de la réduction des pertes et des déchets. En matière de consommation des produits alimentaires, les actions nécessaires comprennent des programmes d'assistance alimentaire bien ciblés et axés sur la nutrition, et des filets de sécurité élargis; des incitations adéquates concernant les prix des produits alimentaires; une réglementation relative à la nutrition; une éducation sensible aux rôles des femmes; et des campagnes d'information appuyées par des exemples concrets sur les moyens de promouvoir de meilleurs régimes alimentaires. Ces mesures doivent être étayées par une amélioration de l'accès à l'eau propre, un assainissement adéquat et une hygiène correcte dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Les réserves publiques de produits alimentaires demeurent d'importantes composantes de nombreuses stratégies nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et doivent être gérées de manière plus efficace. L'impératif transsectoriel ("horizontal") d'une politique alimentaire et nutritionnelle cohérente doit être reconnu et pris en considération par le biais de l'intégration de plateformes couvrant l'agriculture, la santé, le commerce, l'éducation, les services sociaux, le transport et les travaux publics, ainsi que les autorités locales.



Renforcer l'égalité entre les sexes

Il est essentiel de faciliter l'accès aux ressources et aux actifs productifs et leur contrôle pour que les femmes rurales puissent participer aux activités économiques, et en tirer des avantages, par la diversification de leur base de revenu. Ce défi est immense et fait ressortir l'ampleur des mesures requises. Il est essentiel d'améliorer l'accès à des possibilités d'emplois décentés pour réduire la pauvreté, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux qui constituent un pourcentage croissant de la main-d'œuvre agricole dans de nombreux pays en développement. Le développement des compétences et des savoirs des femmes et des jeunes filles rurales, par l'alphabétisation et l'acquisition de notions de calcul ou par une formation professionnelle, leur permettra de tirer davantage parti des interventions de développement et des opportunités commerciales. L'éducation et le développement des compétences renforcent les capacités des femmes rurales, et notamment des jeunes, et leur donnent les moyens de réussir dans des emplois agricoles et non agricoles. Il est nécessaire d'encourager les femmes à participer aux organisations et aux groupes communautaires en milieu rural et à y jouer des rôles dirigeants, et d'appuyer les groupes de femmes pour mieux faire entendre leur voix et accroître leur influence. Il faut apporter aux femmes rurales un appui pour qu'elles puissent davantage contrôler les décisions qui affectent leurs vies, y compris dans les affaires publiques, au sein des groupes d'usagers comme les organisations paysannes, et aux niveaux de la communauté et du ménage. L'autonomisation des femmes au niveau du ménage est également importante pour leur bien-être d'ensemble et celui de leurs familles.

Renforcer la capacité d'exécution et la responsabilité de l'État

Le processus de transformation inclusive du monde rural intervient sur de vastes zones géographiques, dans des contextes socioéconomiques et culturels contrastés, et sous des régimes institutionnels et politiques distincts. Les institutions étatiques et non étatiques exercent une forte influence sur les effets. La capacité de l'État en matière de conception et de mise en œuvre de politiques et de programmes pour catalyser et soutenir cette transformation est fondamentale. Tout aussi fondamentale est une forte participation d'un large éventail de parties prenantes, qui doivent toutes consacrer des ressources aux processus d'action pour s'assurer que leurs intérêts sont correctement représentés. La capacité et la responsabilité de l'État, et la voix et la participation des parties prenantes doivent être renforcées et soutenues par le biais d'innovations dans les structures institutionnelles et les modalités de gouvernance. Les questions d'autorité, de participation, de représentation, d'exécution des contrats, de négociation et de résolution des conflits se posent, et doivent être abordées de manière participative.

Il convient de concevoir et d'appuyer des mécanismes propices à une concertation transparente, en vue de stimuler l'émergence, de la part d'une gamme de parties prenantes des secteurs public et privé et de la société civile, d'un nouveau comportement coopératif fondé sur la confiance et les valeurs partagées. Les organisations collectives représentant les petits exploitants agricoles et d'autres groupes marginaux constituent une addition importante à ces plateformes et enceintes de consultation regroupant diverses parties prenantes en veillant à ce que soient exprimées les préoccupations concrètes de ces groupes. Ces efforts doivent être soutenus.

Exploiter les solutions numériques

L'expansion rapide de la gamme d'outils fondés sur les technologies de l'information et des communications ouvre de nouvelles possibilités de remédier à l'asymétrie de l'information entre les acheteurs et les vendeurs de produits agricoles, d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité, de réduire les pertes après récolte, de supprimer les intermédiaires et de diffuser le savoir relatif aux meilleures pratiques. Par le biais de sites web, d'applications sur les smartphones et de messages SMS, les agriculteurs sont en mesure de recueillir des informations sur une vaste gamme de thèmes – diagnostics sur les végétaux, rappels et avis sur les semis, assistance à l'application d'engrais et de pesticides, identification des plantes adventices, notes de terrain couplées au système GPS, et amélioration des rendements. Il est nécessaire de mettre au point des modèles d'entreprise viables pour accroître l'échelle d'application des innovations



prometteuses. Il faut accorder la priorité aux investissements consacrés à l'expansion de l'alphabétisation de base et à l'acquisition de notions de calcul, et aux infrastructures rurales fondamentales.

Augmenter la résilience

Les changements de nature des risques induits par la transformation structurelle et la transformation du monde rural illustrent l'importance du renforcement de trois types de capacités. *La capacité d'absorption* est la capacité d'absorber l'impact négatif des chocs et des stress, et de faire face au changement dans le court terme. *La capacité d'adaptation* est la capacité d'effectuer des choix proactifs et informés quant aux diverses stratégies possibles, sur la base d'une compréhension de l'évolution des conditions. *La capacité de transformation* est la capacité d'utiliser des mécanismes, comme les services gouvernementaux, l'infrastructure, les systèmes de marché et les réseaux communautaires pour gérer le changement et en tirer des avantages à long terme. Ces trois capacités sont stimulées par les investissements et les modalités qui renforcent la capacité de gestion du risque. Les éléments nécessaires sont: des politiques et des investissements qui favorisent un état de préparation et une capacité de réaction efficaces et efficaces en cas de catastrophe naturelle, un renforcement du transfert de risque, et une prise de risque prudente pour la diversification des moyens d'existence.

Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles

La plupart des ressources naturelles sont des systèmes écologiques et sociaux complexes et interdépendants exigeant, pour leur gestion, des approches intégrées. La propriété privée est coûteuse et inéquitable. Le contrôle direct par l'État comporte d'importantes exigences en termes d'information, de technique, de coordination et de suivi. Le contrôle par la communauté locale peut être biaisé en faveur des membres influents et exclure les membres les plus pauvres des communautés. Des arrangements de dévolution de la gestion combinant le contrôle des ressources naturelles par l'État, le secteur privé et les communautés peuvent offrir une solution de gestion plus efficace, plus équitable et plus durable. Les approches procurant des avantages multiples qui préservent la biodiversité et protègent les sols tout en contribuant à une augmentation durable à long terme de la productivité agricole (agriculture de conservation, agroforesterie, gestion intégrée des ravageurs, approches axées sur les paysages, gestion intégrée des éléments nutritifs des végétaux et agriculture biologique) doivent être adaptées aux conditions locales.

Là où il existe des mesures responsables de protection des investissements et où elles sont respectées, des liaisons et des complémentarités entre les stratégies locales et un programme propice de gouvernance internationale sont essentielles. Il faudra aussi mieux comprendre et mobiliser les interdépendances entre zones rurales et zones urbaines du point de vue de l'accès aux ressources naturelles et de leur gestion. Il convient en outre d'exploiter le potentiel des villes, petites et moyennes, en termes d'amélioration des flux de biens, de ressources et de services entre les populations urbaines et rurales. Il sera impératif d'examiner et d'exploiter, si possible, les mécanismes permettant d'atténuer les pressions associées aux flux de migration des zones rurales vers les grandes villes.

Renforcement du suivi, de l'évaluation et de la collecte des données

Les approches du développement rural spécifiques au contexte, telles qu'elles sont proposées dans le présent rapport, exigent des bases d'information détaillées sur les niveaux et l'évolution des variables essentielles en termes de décisions et d'effets dans les zones rurales. L'analyse contenue dans ce rapport aurait été considérablement enrichie si la base d'information avait été plus large et plus détaillée, mais les données nécessaires étaient absentes ou incomplètes en raison de l'insuffisance des investissements consacrés à un suivi précis et une évaluation rigoureuse des investissements en matière de développement et des conditions dans les zones rurales de manière générale. On voit déjà apparaître les bénéfices résultant de l'investissement stratégique réalisé par la Banque mondiale pour le recueil de données dans son Étude sur la mesure des niveaux de vie – Enquêtes intégrées sur l'agriculture (LSMS-ISA); ces bénéfices prennent la forme d'une meilleure compréhension des conditions et de la dynamique des zones rurales. Ces investissements, comme d'autres du même type, doivent être fortement appuyés et élargis, en mettant l'accent sur le développement des capacités aux niveaux nationaux.

et tout particulièrement la nourriture, l'eau propre, les services environnementaux et les matières premières. Les zones rurales dépendent habituellement des zones urbaines pour l'accès aux services, les possibilités d'emploi et les marchés. Mais, lorsque les liaisons entre les villes et les campagnes sont faibles en raison de facteurs physiques et institutionnels, les habitants des zones rurales et les petits exploitants agricoles se trouvent souvent dans l'impossibilité de tirer équitablement parti des avantages de l'urbanisation, parmi lesquels l'essor de la demande urbaine de produits agroalimentaires.

Intégration financière insuffisante: on retrouve ici le même ensemble de pressions que celles rencontrées dans le contexte de l'amplification.

Réformes des politiques

Réforme budgétaire, juridique et réglementaire pour améliorer le climat de l'investissement rural: outre l'augmentation de l'investissement dans les infrastructures physiques et dans des institutions publiques efficaces travaillant avec le secteur privé, il existe un besoin urgent d'autres mesures. Ces mesures doivent servir à mettre en place les réglementations manquantes et/ou supprimer ou clarifier les nombreuses lois et réglementations ambiguës, imparfaites du point de vue économique, excessives ou mal appliquées, qui freinent l'investissement privé dans les zones rurales. On devra porter une attention particulière à l'élimination des obstacles à l'investissement privé en matière de technologies agricoles améliorées, notamment en adaptant des variétés de semences aux conditions locales, en veillant à la multiplication des semences, et en assurant la distribution des produits agrochimiques et des machines agricoles. Le respect des droits de propriété intellectuelle est essentiel.

Innovations institutionnelles

Expansion et approfondissement du système financier rural: on retrouve ici le même ensemble d'innovations institutionnelles que celles rencontrées dans le contexte de l'amplification.

Approches territoriales: on retrouve ici le même ensemble d'innovations institutionnelles que celles rencontrées dans le contexte de l'amplification.

Partenariats public-privé pour le renforcement du système agroalimentaire, en mettant l'accent sur les principaux aliments de base, l'élevage et l'horticulture: on retrouve ici le même ensemble d'innovations institutionnelles que celles rencontrées dans le contexte de l'amplification.

Investissements

Renforcement de la recherche-développement agricole: la gamme de fournisseurs d'intrants, de conseils et de technologie doit être considérablement accrue. Une

plus grande activité de recherche-développement de la part du secteur privé est utile dans les cultures, les caractéristiques agronomiques (traits) et les technologies où les bénéficiaires peuvent faire l'objet d'une appropriation et sont par conséquent importants pour les moyens d'existence des pauvres. La recherche conduite, ou financée, par le secteur public demeure essentielle, car il existe de nombreux domaines technologiques dans lesquels les sociétés privées sont peu incitées à investir, comme la recherche fondamentale, l'agronomie ou la pédologie. Il conviendra d'appuyer la recherche participative associant les agriculteurs ou menée sous leur conduite et incluant d'autres parties prenantes locales, et qui combine l'innovation technique et l'action collective. Les approches innovantes en matière de mise au point et de diffusion des techniques, comme la technologie de l'information et des communications, peuvent contribuer à leur adoption par les petits exploitants agricoles. Il faut poursuivre les évaluations rigoureuses de l'efficacité de ces nouvelles approches. L'assurance indexée est encore en phase de mise au point, cependant que la plupart des programmes de "subventions intelligentes" ont souffert du fait que la demande d'engrais sur le marché a été déplacée par les engrais subventionnés et de larges détournements intervenus avant même que les engrais n'arrivent sur l'exploitation. Ces innovations doivent encore surmonter les facteurs politiques, structurels ou institutionnels qui sont un frein à l'efficacité et à l'inclusivité.

Amélioration de l'infrastructure de marché: il faut, pour stimuler les liens commerciaux entre zones rurales et zones urbaines, et pour atténuer la pression exercée sur les premières par la demande croissante émanant des secondes, développer les infrastructures (matérielles et non matérielles) favorables au commerce, y compris les routes, les réseaux électriques, la connectivité, la capacité de stockage et d'entreposage, et les marchés ruraux et de gros (et les services complémentaires). Les investissements améliorant la transparence et réduisant les coûts de transaction sur les marchés des principaux produits alimentaires revêtent une importance particulière.

Modernisation technique et opérationnelle des organisations paysannes et autres collectifs ruraux représentant des groupes marginalisés: on retrouve ici le même ensemble d'investissements que ceux rencontrés dans le contexte de l'amplification.

Amplification et accélération – Transformation lente/intégration lente

Points sensibles

Conditions défavorables à l'adoption des technologies et à l'expansion du marché: le développement et l'adoption des technologies souffrent de

la limitation des budgets de recherche et de l'insuffisance des services de vulgarisation. La forte dispersion spatiale de la production, les coûts de transport élevés et le caractère saisonnier se traduisent par le risque de prix élevés sur le marché et aggravent l'inégalité du pouvoir de négociation financière. Conséquence des politiques, de multiples obstacles au mouvement des produits et à la détermination efficiente des prix placent les petits agriculteurs et commerçants face à de sérieux problèmes. Pour de nombreux petits exploitants agricoles, la détermination par le marché des prix des intrants et des produits peut impliquer des rendements négatifs résultant de l'adoption de semences hybrides et d'engrais inorganiques. La production axée sur les cultures de subsistance est toujours présente et les décisions de commercialisation sont sans cesse affirmées.

Faible pouvoir d'achat et vulnérabilité: de nombreux producteurs dispersés sont confrontés à des risques élevés, n'ont pas de capacité de stockage sur l'exploitation, et produisent et échangent des petites quantités d'aliments de base volumineux et de faible valeur. Ces producteurs ne possèdent pas de pouvoir d'achat qui serait susceptible d'inciter les prestataires de services à réaliser des investissements améliorant l'accès des agriculteurs aux biens et aux services dont ils ont besoin pour intensifier la production. Du fait du changement climatique, sécheresses, inondations et orages causent encore plus de dommages sur les systèmes de production agricole, enfermant les ménages dans des cycles d'insécurité alimentaire et de pauvreté qui peuvent arriver à en faire des indigents.

Réformes des politiques

Réforme du marché des intrants et des produits et réforme de la fixation des prix: la participation aux marchés des intrants agricoles et des aliments de base est souvent trop coûteuse et ces marchés sont trop volatiles pour que les petits agriculteurs puissent en dépendre. Les prix et les conditions des transactions peuvent être manipulés impunément par de puissants agents intervenant sur le marché. Pour ce qui concerne les intrants, la question des subventions est toujours controversée, mais la marge d'adoption généralisée des technologies améliorées sans ces subventions est étroite. Les principaux problèmes, sur les plans de la politique, de la conception et de l'exécution, sont bien compris et doivent être résolus pour accroître l'efficacité, maîtriser les coûts et faire échec au népotisme et à la fraude. Il est essentiel d'intégrer ces facteurs à d'autres politiques de manière à accroître la productivité agricole et à gérer les excédents de production. Il faut éliminer les obstacles au mouvement des biens des zones excédentaires vers les zones déficitaires et les centres

urbains, et permettre au secteur privé d'exercer cette fonction essentielle. Il sera important, pour inciter davantage à investir dans la technologie, de faire face au problème de la "bonne année" qui conduit à de fortes fluctuations des prix et à du gaspillage. Du point de vue des politiques, le besoin clé est celui de trouver des moyens d'absorber les excédents au moment de la récolte et de stabiliser les prix, mais sans atténuer les incitations à l'arbitrage privé concernant l'espace, le moment et la forme du traitement. Des volumes significatifs d'achats et de stockage au moment de la récolte et pendant la distribution impliquent une coordination entre les acteurs publics et privés, laquelle, si elle est bien mise en œuvre, contribuera à stabiliser les prix, pour les producteurs et les consommateurs. Dans cette perspective, il est impératif de remédier aux principaux points faibles sur les plans de la politique et de la gouvernance.

Réforme du régime foncier pour un meilleur accès: il est essentiel d'améliorer la transparence et la sécurité des droits fonciers. Les marchés de location des terres peuvent améliorer l'allocation de terres aux jeunes et aux agriculteurs à temps partiel, mais aussi consolider les agriculteurs à temps plein. Ces marchés fonctionnent assez bien, mais là où les droits de propriété ou d'usage ne sont pas assurés, ils sont sous-développés. Les petits agriculteurs et les groupes autochtones devraient être protégés contre l'accapement des terres. Les pressions d'acquisition internes, émanant de groupes urbains et d'agriculteurs bien introduits, sont tout autant un problème que la demande externe de terre. On a élaboré, pour ce qui concerne les grands investissements fonciers, des évaluations, des directives et des codes de conduite; il faut maintenant en assurer d'abord la promotion, pour orienter les gouvernements et les investisseurs, et ensuite le respect. Les récents progrès dans le domaine de l'administration et de la documentation des droits fonciers doivent être élargis et soutenus. Il y a, sous-jacents à tous les programmes réussis, d'importants investissements dans l'infrastructure de l'enregistrement des terres, et notamment les relevés cadastraux, les archives informatisées, la formation portant sur les droits juridiques et la résolution des litiges fonciers. Bien que la culture et le droit coutumier aillent encore à l'encontre des droits fonciers des femmes, des programmes réussis ont considérablement renforcé leurs droits et doivent être poursuivis et élargis.

Innovations institutionnelles

Développement d'un système financier rural essentiel: en facilitant, en intensifiant et en élargissant l'activité économique, la finance et les services financiers contribuent à la transformation du

monde rural. Du côté de l'offre, il est nécessaire de développer l'ossature de base d'un système financier moderne: organisations clés offrant une large gamme de services financiers (banques, institutions financières non bancaires et assureurs) et infrastructure financière (bases de données de référence en matière de crédit, et systèmes de paiement et de règlement). Du côté de la demande, les besoins consistent en l'acquisition de compétences financières de base, des droits fonciers et d'autres droits de propriété sécurisés, et un processus judiciaire plus accessible.

Investissements

Recherche-développement agricole essentielle: l'aide publique au développement continue de diminuer, et il est peu probable qu'elle retrouve un jour ses niveaux antérieurs; il est dès lors nécessaire de mobiliser un volume accru de ressources nationales pour financer la recherche-développement agricole, afin d'atteindre au moins la cible généralement acceptée de 1% du PIB. Ces investissements doivent s'appuyer sur une définition rigoureuse des priorités. Les types de technologies les plus adaptés pour appuyer les processus de transformation structurelle et de transformation inclusive du monde rural dépendent de conditions spécifiques au contexte, ce qui implique la nécessité de poursuivre les efforts de développement de nouvelles variétés. Il existe pourtant un vaste ensemble de techniques améliorées et éprouvées, très largement sous-utilisées à cause, en partie, de conditions microéconomiques qui militent, dans les zones pauvres, contre leur adoption et leur diffusion. Il faut absolument donner la priorité à la recherche adaptative pour comprendre les divers facteurs – techniques, institutionnels et relatifs aux politiques publiques – pouvant alléger les principales contraintes. On accordera une attention particulière aux nouvelles "plateformes de gestion" qui réunissent amélioration du sol, variétés végétales et animales éprouvées, intensification du recours aux intrants et action collective des agriculteurs, et qui font apparaître leur potentiel d'augmentation des revenus, d'amélioration de la durabilité des systèmes agricoles, et d'adaptation à un éventail de systèmes agricoles et d'agroécologie.

Infrastructure rurale essentielle: d'importants investissements sont nécessaires pour développer les infrastructures rurales fondamentales – routes et chemins, ponts, écoles et autres bâtiments, irrigation et drainage, approvisionnement en eau et assainissement, énergie, et télécommunications. Ces investissements catalysent et renforcent les effets d'un meilleur accès à d'autres actifs et services (comme la terre et la finance), améliorent les liaisons entre la campagne et les villes, et stimulent l'activité commerciale dans les zones rurales.

Développement des capacités essentielles des organisations paysannes et d'autres collectifs ruraux: on retrouve ici le même ensemble d'investissements que ceux rencontrés dans le contexte de l'amplification.

Programmes de travaux publics et de garantie de l'emploi: les investissements consacrés à des initiatives dans lesquelles les participants s'engagent dans des activités manuelles, axées sur la main-d'œuvre, comme la construction ou la remise en état de biens communautaires et d'infrastructures publiques, peuvent soutenir la consommation et éviter les ventes en catastrophe de terres et d'autres actifs, donnant ainsi un coup de pouce au pouvoir d'achat et renforçant dans le même temps la résilience. Des actifs devront être choisis pour aborder les problèmes immédiats de la sécurité alimentaire, de l'emploi et des besoins hautement prioritaires comme l'accès au matériel végétal et la stabilisation de la dégradation de l'environnement.

Conclusion

Cependant que le secteur privé et de nombreux acteurs non étatiques s'engagent de plus en plus dans le développement rural, les autorités nationales et locales demeurent, dans tous les contextes, des acteurs de premier plan: comme investisseurs, comme créateurs des conditions attirant les ressources de sources privées et philanthropiques qui entraînent et soutiennent le changement, et, essentiellement, comme protecteurs de l'intérêt public. L'inclusivité des transformations en cours est l'une des grandes dimensions de cet intérêt public.

Le message fondamental de ce rapport est que favoriser la transformation inclusive du monde rural consiste à effectuer les bons choix stratégiques dans les différents contextes – et cette démarche est composée en partie d'art, et en partie de science. L'art consiste à bâtir et entretenir une dynamique politique pour que la priorité soit accordée à l'agriculture, aux zones rurales et aux systèmes agroalimentaires en évolution à mesure que se produit la transformation structurelle, en renforçant et élargissant l'ensemble des activités socioéconomiques. La science se concentre sur la conception et la mise en œuvre de politiques, d'institutions et d'investissements qui intègrent dans ces activités un nombre toujours croissant de ruraux.

Ni l'un ni l'autre ne sont simples. Dans l'agriculture, les zones rurales et les systèmes agroalimentaires, les problèmes de performance et d'équité sont récurrents, profonds et généralisés. Une transformation véritablement inclusive du monde rural doit non seulement impérativement

accroître les revenus de manière générale, mais aussi impérativement réduire les privations d'ordre non monétaire dont souffrent les populations rurales et accroître à la fois leur accès aux services et aux ressources, et leur voix et leur participation dans la vie politique. Le présent rapport montre que lorsque ces défis sont relevés, les zones rurales peuvent jouer des rôles décisifs dans le développement social et économique et qu'elles peuvent, dans le même temps, être transformées de manière inclusive. Le lien avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est clair, très fort et affirmatif. Les ruraux vivant dans les zones rurales en voie de transformation inclusive seront des acteurs essentiels des solutions de développement durable.

Timmer (2014) note qu'il est important de ne pas surinterpréter les conséquences de la transformation structurelle pour les zones rurales. L'idée selon laquelle un rapide transfert des zones rurales vers les zones urbaines – nationales ou étrangères – constitue une stratégie de développement raisonnable est pour le moins erronée. Le FIDA n'a jamais épousé ce point de vue. Le présent rapport le conforte dans cette conviction, car il montre très clairement que le bon choix de politiques, d'institutions et d'investissements peut rémunérer toutes les vies rurales, aujourd'hui, demain et encore longtemps dans l'avenir.

Références

- Banque mondiale. 2008. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2009. *Rapport sur le développement dans le monde 2009: Restructuration de la géographie économique*. World Development Report. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2012. *Égalité des genres et développement*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2013. *Inclusion Matters: The Foundation for Shared Prosperity. New Frontiers of Social Policy*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2015a. *Global economic prospects 2015: The global economy in transition*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2015b. *PovcalNet: The online tool for poverty measurement developed by the development research group of the World Bank*. Banque mondiale. Washington, DC. (disponible à l'adresse: <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>).
- Banque mondiale. 2015c. *Indicateurs du développement dans le monde*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2016. *Rapport sur le développement dans le monde 2016: Les dividendes du numérique*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Binswanger, H. 2013. The stunted structural transformation of the Indian economy: Agriculture, manufacturing and the rural nonfarm sector. *Economic and Political Weekly*, XLVIII (26-27): 5-13.
- Fan, S., éd. 2008. *Public expenditures, growth, and poverty: lessons from developing countries*. Johns Hopkins University Press. Baltimore, MD.
- Fan, S., Hazell, P.B.R. et Thorat, S. 1999. *Linkages between government spending, growth, and poverty in rural India*. Research Report 110. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington, DC.
- Fan, S., Zhang, L. et Zhang, X. 2002. *Growth, inequality, and poverty in rural China: The role of public investment*. Research Report 125. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington, DC.
- FIDA. 2011. *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*. FIDA. Rome.
- FIDA. 2015. *Getting to work: Financing a new agenda for rural transformation*. FIDA. Rome.
- Ghani, E. et O'Connell, S. 2014. *Can service be a growth escalator in low income countries?* Policy Research Working Paper 6971. Banque mondiale. Washington, DC.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2014. *Changement climatique 2014: Rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. GIEC. Genève.
- Haggblade, S., Hazell, P. et Reardon, T. 2010. The rural nonfarm economy: prospects for growth and poverty reduction. *World Development*, 38(10): 1429-1441.
- Haggblade, S., Hazell, P. et Reardon, T., éd. 2007. *Transforming the rural nonfarm economy*. Johns Hopkins University Press. Baltimore, MD.
- Huang, J., Rozelle, S. et Wang, H. 2006. Fostering or stripping rural China: Modernizing agriculture and rural to urban capital flows. *The Developing Economies*, 44.1: 1-26.

- Isgut, A. 2004. Nonfarm income and employment in rural Honduras: Assessing the role of locational factors. *Journal of Development Studies*, 40(3): 59-86.
- Johnston, B.F. et Kilby, P. 1975. *Agriculture and structural transformation, economic strategies in late developing countries*. Oxford University Press. New York.
- Lanjouw, J. et Lanjouw, P. 2001. The rural nonfarm sector: issues and evidence from developing countries. *Agricultural Economics*, 26(1): 1-94.
- Lanjouw, P. et Shariff, A. 2004. Rural nonfarm employment in India: access, incomes and poverty impact. *Economic and Political Weekly*, 39(40): 4429-4446.
- Lewis, W. A. 1954. Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School*, 2: 139-191.
- Nagler, P. et Naudé, W. 2014. *Performance and survival of nonfarm entrepreneurship in rural Africa: Evidence from the LSMS-ISA surveys*. Document présenté à la Conférence annuelle de la Banque sur l’Afrique: Mobiliser la croissance de l’Afrique pour accélérer la réduction de la pauvreté. Paris.
- NBSC (Bureau national chinois des statistiques) 2015. *Monitoring and survey report on the national rural migrant workers in 2014*. NBSC. Beijing.
- ODD (Objectifs de développement durable). 2015. *Objectifs de développement durable*. Département des Affaires économiques et sociales. Nations Unies. New York (disponible à l’adresse: <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>).
- OIT (Organisation internationale du Travail). 2015. *Perspectives pour l’emploi et le social dans le monde – Tendances pour 2015*. OIT. Genève.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2015. *Inclusive development*. PNUD. New York (disponible à l’adresse: http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/povertyreduction/focus_areas/focus_inclusive_development/).
- Ranis, G. et Stewart, F. 1999. V-Goods and the role of the urban informal sector in development. *Economic and Cultural Change*, 47(2): 259-288.
- Reardon, T. et Timmer, C. P. 2007. Transformation of markets for agricultural output in developing countries since 1950: how has thinking changed? In *Handbook of agricultural economics*, 3. *Agricultural development: farmers, farm production and farm markets*. R.E. Evenson et P. Pingali, éd., p. 2808-2855. Elsevier Press. Amsterdam.
- Reardon, T., Barrett, C., Berdegue, J. et Swinnen, J. 2009. Agrifood industry transformation and small farmers in developing countries. *World Development*, 37(11): 1717-1727.
- Reardon, T., Berdegue, J., Barrett, C. et Stamoulis, K. 2006. Household income diversification into rural nonfarm activities. In *Transforming the rural nonfarm economy*. S. Haggblade, P. Hazell et T. Reardon, éd., p. 115-140. Johns Hopkins University Press. Baltimore, MD.
- Rodrick, D. 2012. Unconditional convergence in manufacturing. *Quarterly Journal of Economics*, 128(1): 165-204.
- Rodrick, D. 2013. *Structural change, fundamentals and growth: an overview*. Institute for Advanced Study (polycopié). Princeton, NJ.
- Timmer, C. P. 2009. *A world without agriculture: The structural transformation in historical perspective*. AEI Press. Washington, DC.
- Timmer, C. P. 2014. *Managing structural transformation: A political economy approach*. WIDER Annual Lecture 18. UNU-WIDER (United Nations University-World Institute for Development Economics Research).
- UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). 2015. *UNHCR Global trends 2014: World at war*. UNHCR. Genève.
- Van der Geest, K. 2010. *Rural youth employment in developing countries: a global view*. Rural Employment Overview Synthesis #1. Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). Rome.

Introduction au rapport



En 2015, alors que le monde réfléchissait aux résultats obtenus par rapport aux cibles fixées par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et qu'il concevait le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le récit dominant était, et à juste titre, lucide mais néanmoins positif et optimiste. En 1990, environ 44% des habitants des régions en développement vivaient avec moins de 1,90 USD par jour. En 2012, ce pourcentage n'était plus que de 14,9%, correspondant à une réduction de 1,06 milliard du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (Banque mondiale, 2016). Sur le plan des inégalités, les progrès n'ont pas été aussi brillants. Mesurée par le coefficient de Gini, l'inégalité est passée de 38,5 au début des années 1990 à 41,5 à la fin des années 2000 dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (PNUD, 2013). Néanmoins, entre 1990 et 1992 et entre 2010 et 2012, le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement a diminué en pourcentage, passant de 23,3% à 12,9%, et en chiffres absolus, passant de 1,01 milliard à 795 millions (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et al., 2015).

Les reculs de la pauvreté et de la dénutrition ont été les plus sensibles en Asie, la Chine à elle seule réduisant le taux de pauvreté rurale de 66,6% en 1990 à 6,5% en 2012 (Banque mondiale, 2015). Dans d'autres régions du monde, les progrès ont été moins spectaculaires, mais néanmoins importants. Il est cependant impossible d'échapper au fait que, dans la plupart des régions, les taux de pauvreté dans les zones rurales sont largement supérieurs à ceux des zones urbaines. À l'exception de la région Asie et Pacifique et, dans une moindre mesure, la région Amérique latine et Caraïbes, l'écart ne s'est pas resserré de façon significative au cours de la période.

Le développement rural est l'une des forces les plus fiables et les plus puissantes à mobiliser pour inverser ces tendances et parvenir à un développement social et économique de grande envergure. Les données concrètes montrent de manière forte et claire qu'un investissement soutenu dans l'amélioration de la productivité de l'agriculture et de l'économie rurale de manière plus générale a un impact important, tant sur la croissance que sur la réduction de la pauvreté (Fan, 2008; Fan *et al.*, 1999, 2002). Les trajectoires de l'impact sont à la fois directes – par le biais de l'augmentation des revenus et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle – et indirectes – par le biais de l'amélioration de l'éducation, des soins de santé et d'autres services importants.

Le présent rapport examine le développement rural au travers du prisme de la transformation des zones rurales et de l'économie en général –

transformation du monde rural et transformation structurelle. En intégrant le développement rural dans la transformation du monde rural, et cette dernière dans la transformation structurelle, on peut observer en même temps les évolutions dans les zones urbaines et rurales, et constater leurs interconnexions. On peut examiner les implications, pour le développement rural et la transformation du monde rural, des profonds et rapides changements du côté de la demande dans les marchés nationaux et mondiaux des facteurs de production et les filières agroalimentaires. Il est possible d'explorer les éléments moteurs et les facteurs déterminants des trajectoires et des niveaux de transformation structurelle et de transformation du monde rural, afin de mieux comprendre comment ils façonnent les possibilités et l'inclusivité du développement rural, ainsi que les contraintes qui pèsent sur lui.

Le défi stratégique fondamental auquel sont confrontés les gouvernements, les organismes de développement et d'autres parties prenantes consiste à trouver les moyens de faire entrer dans l'ensemble de l'économie un nombre sans cesse croissant de ruraux pauvres et marginalisés.

Orientation et cadre analytique

Trois questions donnent sa forme au récit d'ensemble et au contenu du rapport. Elles ont pour but d'aborder ces défis stratégiques, de mettre en lumière les possibilités stratégiques, et de formuler et préciser ainsi les choix stratégiques auxquels seront confrontés les décideurs au cours des prochaines années. Ces questions sont les suivantes:

1. Quelles sont les différentes trajectoires (ou modèles) de la transformation structurelle et rurale dans le monde en développement?
2. Quelles sont les conséquences de la transformation en termes de réduction de la pauvreté rurale et d'intégration?
3. Que peuvent faire les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les partenaires du développement, y compris le FIDA, pour encourager et appuyer une transformation inclusive du monde rural dans différents contextes?

Propositions

En abordant ces questions, la proposition principale du rapport est que l'héritage du passé et les choix en matière de politiques et d'investissement façonnent les trajectoires, les vitesses et les résultats de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural, de telle sorte que les effets, sur les plans de la transformation et de l'intégration, diffèrent fortement d'un pays à l'autre. La proposition supplémentaire est qu'une stratégie de développement rural destinée à promouvoir la

transformation inclusive du monde rural doit reconnaître et prendre en compte ces effets, amplifier les forces favorables à l'intégration et atténuer celles qui encouragent l'exclusion. Ces deux propositions conditionnent la conception du cadre analytique du rapport, le choix et l'interprétation des données de fait recueillies dans l'application du cadre, et la définition des implications pour la réforme des politiques, l'innovation institutionnelle et l'investissement.

Cadre analytique

La figure N illustre le cadre analytique qui a constitué le fil conducteur du rapport. Comme le montrent les propositions, le point de départ est constitué par l'ensemble des conditions initiales existant dans un pays: richesses naturelles ou facteurs de production, capital humain, identités traditionnelles et patrimoine historique. Ces conditions initiales affectent la gamme et la nature des choix qui s'offrent aux gouvernements et aux autres acteurs clés pour ce qui concerne les institutions, les politiques et les investissements visant à influencer sur le rythme et le caractère de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural, lesquelles, à leur tour, se conditionnent et se reflètent mutuellement.

Ces influences s'exercent par le biais d'interventions qui affectent, directement ou indirectement, le niveau et le taux de l'emploi; l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et les droits sur ces facteurs; la disponibilité de finance rurale et l'accès à cette finance; la diversité et la complexité des marchés des produits alimentaires et des filières et l'innovation technique agricole; l'autonomisation et l'égalité entre les sexes; et la protection sociale. Plusieurs facteurs externes agissent sur les contextes dans lesquels ces choix sont effectués. Parmi ces facteurs, on note la fragilité politique et sociale, la situation démographique, l'urbanisation, les conditions des échanges sur les marchés internationaux et, plus récemment, le changement climatique.

Les résultats de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural comprennent notamment la réduction de la pauvreté rurale, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un renforcement de la résilience face aux chocs et à la fragilité d'ensemble, et une intégration sociale et politique accrue des populations rurales. Pour être véritablement inclusifs, ces résultats doivent créer des effets durables sur les vies des populations rurales et donc être durables à long terme. La mesure dans laquelle cela se produit, toutefois, dépend du rythme et de la qualité de la transformation sous-jacente.

Le cadre analytique est utilisé pour examiner ces questions d'un double point de vue: (1) un point de vue régional fondé en partie sur une analyse

empirique transversale des niveaux et des rapidités de la transformation et de l'intégration pour un ensemble de pays choisis au sein de toutes les régions du monde en développement, et en partie sur un examen de la manière dont les évolutions régionales et les choix spécifiques aux pays présentés dans le cadre ont influé sur les trajectoires et les résultats de la transformation; et (2) un point de vue thématique fondé sur une analyse des principaux domaines d'action des pouvoirs publics, des domaines clés de résultats, et des questions transversales mentionnées dans le cadre analytique.

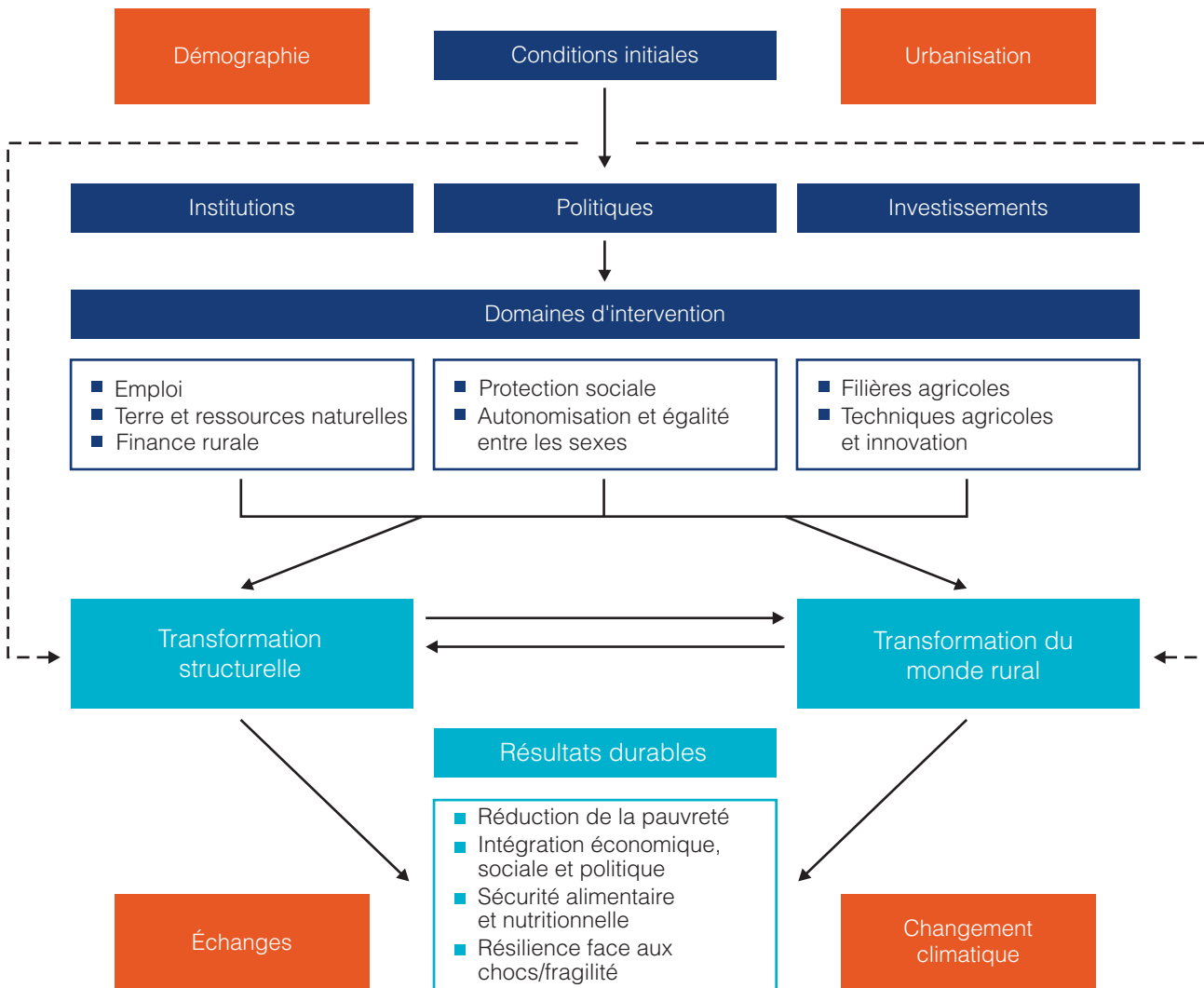
Le point de vue régional

L'analyse empirique (présentée de manière détaillée dans la Vue d'ensemble et la synthèse) fait apparaître plusieurs régularités statistiques concernant la transformation structurelle, la transformation du monde rural et l'intégration rurale (dont témoigne la réduction de la pauvreté rurale). Les pays dont la transformation structurelle est relativement plus avancée sont également en avance sur le plan de la transformation du monde rural. Plus la transformation structurelle est rapide, plus est rapide le rythme de la réduction de la pauvreté rurale. De même, plus la transformation du monde rural est rapide, plus est rapide le rythme de la réduction de la pauvreté rurale. Là où la transformation structurelle est relativement lente, une transformation rapide du monde rural coïncide avec une réduction rapide de la pauvreté rurale. Il semblerait par conséquent que tant la transformation du monde rural que l'intégration rurale seraient les plus dynamiques dans le contexte d'une transformation structurelle rapide, laquelle, à son tour, et spécialement si elle progresse relativement lentement, est le plus dynamique dans le contexte d'une transformation rapide du monde rural et d'une rapide intégration rurale.

Il est rare d'observer une réduction rapide de la pauvreté rurale en l'absence d'une rapide transformation structurelle et/ou du monde rural. Toutefois, plusieurs pays en cours de transformation rapide n'ont pas réussi une transformation inclusive. Les transformations structurelles et du monde rural peuvent être nécessaires pour l'intégration rurale, mais elles ne sont pas suffisantes. Pour réussir l'intégration, il faut non seulement que les pays se transforment rapidement, mais aussi qu'ils prennent des mesures spécifiques pour réduire la pauvreté rurale et améliorer l'intégration de manière plus générale.

Sur la base de ces conclusions, le rapport formule l'hypothèse selon laquelle l'inclusivité de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural est une question empirique dans laquelle la trajectoire et la rapidité de la transformation et de l'intégration sont liées aux conditions initiales, aux facteurs institutionnels,

FIGURE N Cadre analytique



Source: Auteurs.

aux politiques et aux investissements. Deux hypothèses spécifiques sont examinées: (1) aucun pays n'a réduit de façon significative la pauvreté rurale en l'absence d'une rapide transformation structurelle et/ou du monde rural. Cet énoncé devrait être confirmé par les données, à quelques exceptions près; et (2) les pays ayant procédé à une transformation structurelle et/ou du monde rural d'ampleur significative ont aussi, de façon significative, réduit la pauvreté rurale – et renforcé l'intégration. Cet énoncé devrait être mitigé par les données, certains pays ayant réussi une transformation inclusive, et d'autres non. Dans la version intégrale du rapport, quatre chapitres régionaux étudient la mesure dans laquelle ces hypothèses conservent leur validité dans différentes parties du monde; ils examinent en outre comment les conditions initiales, les facteurs institutionnels, les politiques et les choix d'investissement se sont

manifestés dans chaque région, et comment – ou si – ils ont affecté la rapidité et l'inclusivité de la transformation du monde rural.

Amérique latine et Caraïbes

La plupart des pays de la région LAC avaient déjà atteint, au début de la période couverte par l'analyse, des niveaux relativement élevés de transformation structurelle et de transformation du monde rural, avec un taux d'urbanisation supérieur à 75%. La croissance et la réduction de la pauvreté ont été dans l'ensemble fortes pendant toute la période. Les pays ont connu une vaste transformation du monde rural au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, avec quatre caractéristiques communes: intégration spatiale à mesure que se constituaient des territoires ruraux-urbains où vit la majorité de la population rurale, diversification des économies rurales

à partir de l'agriculture, transformation des systèmes agroalimentaires et des filières marquée par une prédominance de sociétés commerciales, et atténuation de la distance culturelle entre la jeunesse rurale et la jeunesse urbaine grâce aux routes rurales et aux technologies de la communication. Les anciennes sociétés rurales et fondamentalement agraires ont été remplacées par de nouveaux types de sociétés rurales, dans lesquelles l'agriculture est encore importante mais ne joue plus un rôle prédominant.

Les conclusions concordent avec les principales hypothèses, à savoir que tous les pays (sauf un) qui ont réduit la pauvreté rurale plus rapidement que l'ensemble de la région ont également connu une transformation structurelle ou une transformation du monde rural rapide, ou les deux, mais que les pays ayant connu une transformation rapide n'ont pas tous réduit rapidement la pauvreté rurale. Par ailleurs, dans pratiquement tous les pays ayant rapidement réduit la pauvreté rurale, les inégalités de revenu en milieu rural ont aussi été réduites plus rapidement que la moyenne régionale.

Comme dans la région APR, par conséquent, l'augmentation de la productivité agricole et le renforcement d'une économie rurale non agricole fondée sur l'agriculture seront importants pour accentuer l'intégration. Outre les politiques et les investissements visant à augmenter la productivité des petits exploitants agricoles (comme les investissements dans l'infrastructure dans les zones à la traîne, la réforme foncière au profit des exclus, la recherche-développement axée sur l'agriculture, et un meilleur accès à la technologie et à la finance), les programmes de protection sociale ont été et demeureront au centre des activités de réduction de la pauvreté rurale dans la région LAC.

Deux éléments ont été, et demeureront, essentiels pour l'intégration: la formation, qui donne aux personnes les moyens d'accéder à des emplois plus productifs, et l'appui à l'action collective et à l'autonomisation. Dans les pays où les conditions agroclimatiques, socioéconomiques et structurelles présentent de fortes différences infranationales, des stratégies de développement territorial pourraient être appropriées. Il conviendrait de mettre fortement l'accent sur l'appui à l'expansion des biens publics de haute qualité, ce qui exigera aussi un important effort de coordination des politiques et programmes agricoles (concernant aussi les petits agriculteurs) avec ceux en rapport avec les services publics, l'infrastructure et le développement économique dans son ensemble – chose qui ne peut probablement pas être réalisée autrement que sur la base d'approches du développement régionales et territoriales.

Asie et Pacifique

Dans la région APR, où la croissance a été rapide et la réduction de la pauvreté significative au cours de la période couverte par l'analyse, le secteur rural s'est progressivement transformé, passant d'une production largement basée sur les céréales à une production de plus haute valeur, comme l'élevage et la pêche. Avec pour moteurs principaux l'augmentation des revenus et l'urbanisation, les modèles de consommation alimentaire ont évolué, avec une diminution des féculents et du riz et une augmentation des fruits et des légumes, des produits de l'élevage et des produits laitiers, du poisson, du sucre et des huiles. Les conclusions concordent étroitement avec les deux hypothèses, plus que dans toute autre région. Les récentes transformations des économies et des sociétés rurales dans la région ont coïncidé avec la plus profonde et la plus rapide transformation structurelle observée dans les pays en développement, réduisant fortement la pauvreté rurale. Les données montrent que, dans tous les pays où la transformation a été plutôt rapide, la réduction de la pauvreté a également été relativement rapide. Et les données confirment que les pays où la transformation a été relativement lente ont réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre la pauvreté, mais plus lentement que la moyenne régionale.

Dans les pays où la transformation et la réduction de la pauvreté ont été plutôt rapides, l'augmentation de la productivité sur les petites exploitations agricoles et la rapide croissance de l'économie rurale non agricole ont été décisives. Bien que les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre constituent une source de croissance inclusive de l'emploi dans la région, l'augmentation de la productivité agricole et l'économie rurale non agricole s'appuyant sur l'agriculture demeurent essentielles pour la transformation structurelle et la transformation du monde rural qui intègrent les ruraux pauvres dans l'ensemble de l'économie.

Parmi les politiques et les investissements propices à l'intégration, on trouve les investissements dans l'infrastructure dans les zones à la traîne, la réforme foncière au profit des exclus, la recherche-développement axée sur l'agriculture, et un meilleur accès des petits exploitants agricoles à la technologie et à la finance. La cohérence et la chronologie appropriée des réformes institutionnelles, des politiques et des investissements ont joué un rôle particulièrement important.

Les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre demeureront une source importante de croissance inclusive de l'emploi dans de nombreux pays de la région, mais la poursuite de l'augmentation de la productivité agricole

et le renforcement de l'économie rurale non agricole s'appuyant sur l'agriculture demeureront essentielles pour la transformation structurelle et la transformation du monde rural qui intègrent les ruraux pauvres dans l'ensemble de l'économie.

Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, le récit dominant, celui d'un continent en transformation rapide faisant apparaître une performance mitigée mais généralement positive, est valide, mais il doit être nuancé par la reconnaissance d'évolutions qui donnent matière à réfléchir et menacent la poursuite du progrès. L'agriculture manifeste une croissance vigoureuse, en termes de production comme de productivité, mais la gamme des produits n'a guère été diversifiée. Le tableau qui émerge est celui d'un secteur agricole en expansion, mais dont les fondamentaux sont faibles et font obstacle à une réduction généralisée de la pauvreté et de l'inégalité. Néanmoins, les zones rurales de l'Afrique sont en voie de transformation profonde et rapide. Les conclusions en rapport avec les hypothèses sont que 23 pays sur les 28 que compte la région ont enregistré une transformation structurelle et une transformation du monde rural plutôt rapides au cours de la période couverte par l'analyse, mais que 15 seulement sont parvenus à réduire rapidement la pauvreté. Les forts taux de croissance démographique, la médiocrité de l'infrastructure, et les lacunes sur les plans des politiques et des institutions constituent un pesant fardeau. Il faut noter, toutefois, que neuf pays dont la transformation a été relativement lente ont été en mesure de réduire la pauvreté à un rythme assez rapide. Ces exemples montrent que les défis démographiques et politiques auxquels font face les pays africains ne sont pas insurmontables. Ils montrent aussi que l'orientation et la qualité de l'investissement public jouent un rôle essentiel pour que les trajectoires soient inclusives.

En raison de la poursuite de l'explosion démographique des jeunes au sein de la population active dans l'ensemble du continent, la transformation inclusive doit se focaliser sur les jeunes. Malgré une rapide urbanisation, les vagues de jeunes atteignant l'âge adulte et désireux de créer une famille et de trouver des moyens d'existence seront, pendant au moins encore deux décennies, d'origine principalement rurale. Bien que la rapidité et les schémas de transformation structurelle et de transformation du monde rural diffèrent d'une partie à l'autre du continent, les analogies dans les proportions des facteurs et l'avantage compétitif donnent à penser que la transformation inclusive prend principalement sa source dans l'agriculture et dans le secteur rural non agricole. Ces deux secteurs ont besoin d'investissements soutenus en matière de renforcement de la productivité pour exprimer tout leur potentiel.

L'agriculture est le principal employeur, et c'est à elle que l'on fera appel pour absorber les nouveaux entrants dans la population active. L'augmentation de la productivité agricole et l'amélioration des moyens d'existence en rapport avec l'agriculture demeureront la voie principale pour atteindre cette intégration dans le court terme. Une augmentation de la croissance agricole entraînera aussi une croissance du secteur rural non agricole. Des investissements ciblés dans l'infrastructure et le développement des compétences, et un accès accru à la terre et à la finance, sont essentiels. L'urbanisation et l'évolution rapides des modèles de consommation alimentaire laissent prévoir une poursuite des changements – impulsés par la demande – dans les systèmes agroalimentaires comme sources à fort potentiel d'emploi et de croissance des revenus dans les zones rurales.

Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale

Dans la région NEN, et malgré la grande diversité de leur géographie, de leur histoire, de leurs dotations en ressources naturelles et de leurs contextes sociopolitiques, les pays ont en commun des transitions politiques et économiques profondes et de grande portée qui y déterminent fortement la transformation structurelle et la transformation du monde rural. En particulier, de nombreux pays sont encore aux prises avec les contrecoups de deux événements majeurs intervenus à près de deux décennies d'intervalle: le profond remaniement de la Communauté des États indépendants (CEI) provoqué par la fin de l'Union soviétique au début des années 1990, et la modification en cours de la configuration des paysages politique et socioéconomique de la région NEN, déclenchée par les "révolutions" arabes qui ont débuté en 2011. Les dotations en ressources, et en particulier les ressources naturelles telles que l'eau, les terres agricoles et les ressources minérales, sont d'importants éléments moteurs de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural. Dans la plupart des pays de la région NEN, la dépendance à l'égard des recettes pétrolières et des effets du caractère cyclique de ce produit a pour conséquence une forte volatilité de la croissance économique, ce qui est particulièrement préjudiciable, étant donné qu'une croissance stable est plus propice à la lutte contre la pauvreté qu'une croissance volatile.

Les conclusions montrent que l'écart entre pauvreté urbaine et pauvreté rurale est un robuste indicateur de l'intégration (plus l'écart est grand, plus l'inclusivité est faible). Les pays ayant réussi à réduire l'écart enregistrent généralement un plus haut niveau de valeur agricole ajoutée par travailleur. Une combinaison d'une transformation

structurelle supérieure à la moyenne et d'une transformation du monde rural supérieure à la moyenne se traduit par une réduction de la pauvreté rurale relativement rapide et par un écart plus étroit entre zones urbaines et zones rurales. À l'inverse, dans les pays où se combinent transformation structurelle et transformation du monde rural inférieures à la moyenne, la réduction de la pauvreté rurale est lente et l'écart de pauvreté s'élargit.

Ainsi, aucun pays n'est parvenu à un schéma de développement inclusif caractérisé par une réduction d'ensemble relativement rapide de la pauvreté et un resserrement concomitant de l'écart entre pauvreté urbaine et pauvreté rurale sans porter une attention soutenue aux interactions entre la transformation du monde rural et la transformation structurelle de manière plus générale. On peut citer, parmi les interventions clés visant à promouvoir des schémas de transformation inclusive, la stimulation de la productivité agricole et l'évolution vers des filières agroalimentaires de haute valeur, le renforcement de la résilience face aux chocs dus à l'activité humaine ou induits par le climat, l'autonomisation des femmes, l'investissement dans l'infrastructure, et l'expansion de l'accès aux terres agricoles et à d'autres actifs productifs, spécialement pour les populations habituellement exclues.

Le point de vue thématique

Les questions en jeu dans la version intégrale du rapport sont celles des éléments moteurs de l'inclusivité et les politiques et investissements qui peuvent la renforcer. La logique de la transformation inclusive du monde rural, telle que la présente le cadre analytique, met en évidence six domaines essentiels pour l'action des pouvoirs publics et les investissements: emploi, marchés et filières, finance rurale, innovations techniques agricoles, terre et ressources naturelles, et action collective. Six chapitres sont consacrés à ces questions.

La version intégrale du rapport comprend aussi huit "coups de projecteur" thématiques. Deux de ces derniers sont focalisés sur deux effets socioéconomiques qui constituent de puissants signaux du degré d'intégration: la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la résilience face aux chocs. Compte tenu de l'importance croissante des troubles civils, des déplacements de populations, et des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, les perspectives d'une transformation inclusive dans des situations fragiles sont également analysées dans un coup de projecteur. D'autres examinent aussi deux questions transversales du point de vue des mesures à prendre par les pouvoirs publics et les domaines d'effets énoncés ci-dessus: l'égalité entre les sexes et la durabilité environnementale. Ces deux questions n'ont pas seulement une forte résonance en termes de politiques, mais elles sont

aussi de robustes reflets et des effets de l'intégration. Le sixième coup de projecteur est consacré aux situations spéciales auxquelles font face les peuples autochtones dans le contexte de la transformation du monde rural; le septième porte sur la protection sociale et le huitième et dernier traite des institutions et de la gouvernance. On trouvera ci-après un aperçu des principales conclusions des chapitres et des coups de projecteur thématiques de la version intégrale du rapport.

Emploi

Les évolutions d'ensemble de l'emploi – aux plans mondial et national – exerceront une forte influence sur les types et les qualités des possibilités d'emploi qui seront offertes aux populations rurales à l'avenir. Plus les perspectives d'ensemble de l'emploi seront bonnes, meilleures seront les probabilités que les populations rurales soient en mesure d'améliorer leurs vies par le biais de l'emploi et des salaires supérieurs dans les zones rurales et les zones urbaines. L'inverse est naturellement vrai – de médiocres évolutions de l'emploi auront d'importantes conséquences sur les stratégies de développement agricole et rural.

Il sera difficile de reproduire les modèles de transformation connus dans le passé, où une main-d'œuvre peu qualifiée quittait l'agriculture pour des emplois industriels, peu qualifiés mais mieux payés. Le secteur manufacturier ne constituera pas, pour de nombreux pays, une voie vers une croissance significative de l'emploi. Le rôle de l'État est donc essentiel; il comporte un renforcement des capacités fondamentales de la population, l'expansion de l'accès aux nouvelles techniques, la recherche de solutions aux inégalités fondées sur le genre et la culture, la fourniture d'une large gamme de prestations jouant le rôle d'amortisseurs, la fourniture de biens publics, et le renforcement du contexte économique par le biais de politiques et d'investissements dans l'infrastructure, dont les zones rurales ont tout particulièrement besoin.

Marchés et filières

Le chapitre consacré à ce sujet dans la version intégrale du rapport documente les instruments moteurs et les implications des changements, radicaux mais prévisibles, en cours dans l'organisation industrielle des marchés des produits alimentaires dans l'ensemble du monde. Les moteurs sont l'urbanisation, l'évolution de la demande alimentaire (modification des régimes, elle-même induite par la hausse des revenus), la diversification des économies rurales, et les changements institutionnels qui modifient l'ensemble des acteurs intervenant dans le système agroalimentaire et les relations (y compris les relations de pouvoir) entre eux.

La configuration d'ensemble des filières agroalimentaires a changé: non plus locales et fragmentées, mais géographiquement beaucoup plus longues. Le rôle et l'importance des négociants villageois traditionnels ont décliné, tandis qu'augmentaient ceux des marchés de gros urbains, et se développaient des formes modernes spécialisées de marchés de gros et de logistique. La concentration (avec une augmentation d'échelle), la multinationalisation et le changement technologique (augmentation du ratio capital/travail) dans le commerce de détail des produits alimentaires, la transformation et la logistique du commerce de gros ont aussi augmenté. L'expansion de ces segments a offert des possibilités d'emploi aux pauvres, comme travailleurs dans les entreprises de transformation alimentaire et de commerce de gros/logistique.

Des normes privées de qualité et de sûreté sont apparues, ainsi qu'un recours accru aux contrats. De nouvelles possibilités s'ouvrent aux petits exploitants agricoles, aux petits commerçants et transformateurs ruraux, et à d'autres PME rurales du secteur agroalimentaire. Les obstacles à l'entrée demeurent toutefois un problème significatif.

Les meilleures stratégies correctives résident dans des politiques générales et des investissements publics visant à renforcer les actifs collectifs et individuels et à améliorer les capacités de participer et de prospérer sur les marchés intérieurs en évolution pour les principales denrées alimentaires de base, et les produits de l'élevage et de l'horticulture –, l'axe principal de l'évolution du marché.

Finance rurale

Au cours des dernières décennies, et alors qu'apparaissaient et se diffusaient des institutions et des modèles innovants, les services financiers se sont développés partout dans le monde, avec des investissements dans des systèmes financiers ruraux dont le moteur est de plus en plus le profit. Plusieurs fonds d'investissement ciblent maintenant l'agriculture. Le financement des filières agricoles offre de nouveaux mécanismes répondant plus précisément aux besoins d'investissement des petits exploitants agricoles et des PME rurales.

Les envois de fonds sont devenus des sources de financement de premier plan pour les ménages ruraux, et sont particulièrement importants pour les plus vulnérables. Mais l'accès n'en est pas encore généralisé, ce qui exclut la grande majorité des pauvres, auxquels il ne reste que des moyens peu fiables pour épargner, protéger et développer leurs actifs, transférer et recevoir des fonds, et obtenir du crédit.

Étendre leur accès à ces services pour que la transformation du monde rural soit inclusive a de profondes incidences. Les solutions comprennent notamment une modification des réglementations

afin de réduire le coût de la fourniture aux pauvres d'un service formel de prêts et de services financiers, parallèlement à un appui à l'acquisition de compétences financières de base. Les canaux informels comblent eux aussi d'importantes lacunes que les systèmes formels ne peuvent pas prendre en compte, et leurs rôles devraient être reconnus comme précieux pour l'intégration financière.

Innovations techniques agricoles

Les augmentations de la productivité agricole peuvent constituer des moteurs de la transformation du monde rural et de la transformation structurelle en aidant les agriculteurs à accroître le volume et la valeur de leur production, comme en témoigne la Révolution verte en Asie. Les types de technologies les mieux adaptées à l'appui d'une transformation inclusive dépendent des conditions spécifiques au contexte, qui changent souvent à mesure que s'opère la transformation.

Les petits exploitants agricoles doivent être capables d'adopter des techniques plus productives et de s'y adapter. Ils doivent, à cet effet, avoir les moyens de surmonter une gamme d'obstacles – par exemple l'insuffisance de l'éducation et des savoirs sur les nouvelles technologies, ainsi que les entraves à l'accès au financement et aux marchés. Les solutions comprennent des approches innovantes de la mise au point et de la diffusion des techniques, une meilleure gouvernance, un contexte institutionnel plus propice à la recherche-développement agricole, et un meilleur accès au financement, aux intrants, aux services de conseils et aux débouchés sur les marchés agricoles.

Terre et ressources naturelles

Les ressources naturelles – terre, forêt et eau – sont essentielles pour le processus de transformation et pour les moyens d'existence des populations rurales, et spécialement les petits agriculteurs et les minorités ethniques. Par le passé, le fait de priver les personnes de l'accès à ces ressources a eu pour conséquence une exclusion de masse de petits agriculteurs, de groupes autochtones et de minorités ethniques – poussant souvent ces deux derniers groupes au bord de l'extinction – qui est à l'origine de l'existence de nombre de populations qui sont aujourd'hui les plus vulnérables et marginalisées. Les risques d'exclusion demeurent élevés parce que la transformation structurelle et la transformation du monde rural exigent de plus en plus ces trois ressources. L'action collective est décisive dans l'intégration, de même que les institutions capables de gérer ces ressources aux niveaux local, méso et micro.

Les solutions incluent les institutions et les mesures gouvernementales favorisant une gestion correcte de ces ressources tout en prévenant d'autres menaces pour les titulaires des droits. Il est essentiel

de préciser et de faire respecter les droits de propriété, en particulier pour les femmes, en renforçant la transparence de la gestion et de l'allocation des ressources, en assurant la participation au processus d'élaboration des politiques, en permettant une intégration accrue des groupes traditionnellement démunis, et en réduisant les risques d'exclusion d'autres groupes.

Action collective et autonomisation

Alors même que la transformation structurelle et la transformation du monde rural apportent de nouvelles possibilités aux communautés rurales, elles génèrent aussi de grands risques de voir les petits exploitants agricoles, les PME rurales et d'autres groupes marginalisés dans les zones rurales rester en arrière, exclus des avantages, ou même se trouver dans une situation aggravée en termes absolus. Une telle transformation peut amoindrir la légitimité des normes et des institutions locales et réduire le potentiel d'action collective comme force d'intégration.

Dans le passé, les élites rurales ont principalement utilisé, partout dans le monde, l'action collective pour imposer aux paysans un tribut ou des services sous forme de main-d'œuvre. Aujourd'hui encore, l'appropriation par les élites rurales des avantages de politiques et de programmes est très répandue. Toutefois, l'action collective des organisations de petits agriculteurs et de membres des groupes défavorisés, bien que présentant de multiples et profondes difficultés en terrain inconnu, peut élargir la portée d'une transformation inclusive du monde rural. D'innombrables organisations paysannes et d'autres instances collectives rurales sont déjà en place, souvent comme points d'entrée de multiples initiatives de développement. L'établissement d'organisations solides, capables d'autonomiser les communautés rurales afin qu'elles puissent tirer parti des changements induits par la transformation du monde rural, ne peut être que progressif – mais il est essentiel. Le soutien doit être systématique et soutenu. Les normes et institutions traditionnelles, fondées sur la culture et les autorités locales, peuvent être utilisées pour exclure les femmes et d'autres groupes défavorisés d'une participation sur un pied d'égalité des points de vue économique, social et politique. Plusieurs évolutions et conditions associées à la transformation structurelle et la transformation du monde rural contestent la légitimité des normes locales, et des autorités et institutions traditionnelles et peuvent, par conséquent, affaiblir les formes tant négatives que positives des institutions collectives. De nouvelles formes d'organisations collectives inclusives devront les remplacer et aborder les défis existants, mais aussi les nouveaux défis.

Les politiques et les investissements visant à améliorer les capacités de ces organisations en

termes de mise en œuvre et de renforcement de l'intégration doivent mettre l'accent sur quatre domaines: gouvernance, opérations, financement, et stratégie et participation à l'élaboration des politiques. Le gouvernement et le secteur privé ont des rôles complémentaires à jouer pour leur donner les moyens de faire face à leurs nombreuses contraintes. Ces rôles doivent être déterminés, afin de fournir aux collectifs ruraux les incitations et les conditions propices à leur constitution, à leur fonctionnement efficace et à leur contribution à la formulation des trajectoires de transformation du monde rural dans l'intérêt des groupes et des personnes marginalisés.

Protection sociale

Lorsque les politiques et les programmes favorisant l'intégration ne suffisent pas à résoudre le problème de l'exclusion, la protection sociale – qu'elle soit générale ou ciblée – devient nécessaire. Les régimes de protection sociale comportant des filets de sécurité et des interventions directes pour lutter contre la vulnérabilité peuvent apporter un complément essentiel aux stratégies de croissance. Lorsqu'ils sont bien ciblés et gérés, ils peuvent faciliter l'accès aux investissements et aux interventions du côté de l'offre, accroître la résilience, promouvoir une répartition équitable des avantages économiques et sociaux de la croissance, et faire entrer les zones et les groupes vulnérables dans le processus d'ensemble de la croissance.

Lorsque des mesures "de prévention" et "de protection" ont pour complément des investissements "d'encouragement" consacrés aux capacités productives des populations rurales, la protection sociale peut offrir les piliers d'une transformation inclusive. Toutefois, ces mesures doivent être appuyées pour surmonter les défis liés au ciblage dans les zones rurales et à la durabilité financière à long terme.

Institutions et gouvernance

Les institutions sont importantes pour catalyser et soutenir une transformation inclusive, en établissant par exemple des règles communes et en créant des incitations. Elles peuvent ouvrir, pour les pauvres et leurs organisations, des possibilités de saisir des opportunités économiques, politiques et sociales, mais elles peuvent aussi aggraver les défis auxquels elles font face. Dans différentes conditions de gouvernance, de revenu et de capacité, des arrangements institutionnels du même type peuvent conduire à des résultats extrêmement différents. Il serait donc trompeur de demander quelles modalités institutionnelles auraient le plus d'importance pour la transformation inclusive du monde rural. Il n'existe aucun ensemble unique de règles formelles et informelles susceptibles de favoriser la croissance économique et l'intégration sociale. Les conditions

initiales – richesses naturelles, capital humain, identités traditionnelles et héritages de l’histoire – et la gouvernance affectent la gamme et le caractère des choix ouverts aux gouvernements et autres acteurs clés.

Des réformes macro-institutionnelles ne sont peut-être pas nécessaires pour stimuler une transformation durable et inclusive; en revanche, il est certainement nécessaire d’établir, sur les plans politique et économique, des principes institutionnels qui libèrent l’économie rurale de ses contraintes, contribuent au renforcement des capacités de l’État d’exécuter des programmes et de faire respecter les décisions, garantissent les droits de propriété (afin que davantage d’investissements aillent à l’agriculture et au secteur rural), et encouragent la participation des ruraux, pour qu’ils deviennent des acteurs actifs du processus de transformation.

Résilience face aux chocs

Bien que la transformation structurelle et la transformation du monde rural ne “provoquent” pas de chocs, elles constituent une puissante force de perturbation qui nourrit, dans les économies rurales, des changements susceptibles d’affecter les capacités de réaction des ménages et des communautés face aux innombrables dangers, vulnérabilités et risques auxquels ils sont confrontés. Les forces sous-jacentes à la transformation – spécialement la commercialisation et la spécialisation – peuvent catalyser et récompenser l’acquisition et l’utilisation de nouveaux types d’actifs et de capacités produisant de nouvelles possibilités de moyens d’existence et de nouvelles formes et arrangements organisationnels. Pris ensemble, ces facteurs peuvent conférer une résilience accrue aux chocs et stimuler la capacité de les surmonter. Ces mêmes forces peuvent toutefois générer de nouveaux dangers et risques et de nouvelles vulnérabilités dont l’éventuelle combinaison émuellerait la capacité de résister aux chocs et de les surmonter.

En fin de compte, toutefois, les forces sous-jacentes à la transformation structurelle et la transformation du monde rural génèrent des impacts qui font plus pour améliorer les capacités des ménages et des communautés de faire face aux chocs et de les surmonter que l’inverse. Mais, le but d’ensemble étant de parvenir à une transformation dans laquelle figurera aussi une intégration accrue, il existe une possibilité, pour les pouvoirs publics, d’agir pour renforcer les mesures visant à améliorer la capacité de gestion du risque: promouvoir un état de préparation et une réponse qui soient efficaces et efficaces à d’éventuelles catastrophes naturelles, améliorer le transfert de risque, et encourager une prise de risque prudente et une diversification des moyens d’existence.

Situations fragiles

La fragilité est un élément moteur clé du changement socioéconomique et s’inscrit parmi les plus grands défis du développement. Selon la définition qu’en donne l’OCDE, le monde comptait 47 États et économies fragiles en 2013, et 50 en 2015. La population de ces États était, en 2015, de 1,4 milliard d’habitants – soit 20% de la population mondiale – dont 43% en situation de pauvreté absolue. Plus de la moitié de ces États se trouvait en Afrique. Bien que la fragilité soit un phénomène complexe, avec des variantes dans le temps et dans l’espace, ses effets sur la transformation structurelle et la transformation du monde rural sont spécifiques au contexte, à la population et à la période.

La fragilité peut faire obstacle à l’efficacité du flux de ressources à destination des activités économiques industrielles et urbaines, prévenant l’augmentation de la productivité et des revenus. Elle peut aussi exacerber un comportement de recherche de rente allant à l’encontre d’un développement équitable et inclusif.

Les situations de fragilité et de conflit violent présentent quelques éléments communs, comme la pauvreté, l’inégalité et la vulnérabilité. Elles se caractérisent habituellement par l’absence d’une bonne gouvernance et de politiques solides et efficaces, par un nombre limité de travailleurs ayant un niveau élevé d’éducation et de compétences, par la médiocrité de l’infrastructure et des services, et parfois par une activité restreinte de la société civile et du secteur privé. Un appui international peut être nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, parmi lesquels la sécurité, et pour assurer un accès aux services de base, conformément aux principes humanitaires.

Égalité entre les sexes

La transformation structurelle et la transformation du monde rural peuvent avoir des effets très différents sur les femmes et les hommes. La différence est particulièrement perceptible lorsqu’il s’agit de migration, où les femmes peuvent être défavorisées en raison de l’importance de leurs responsabilités en matière de soin aux enfants. Pour des raisons du même ordre, les possibilités de participer aux activités du secteur rural non agricole sont différentes selon le genre. Il en est de même pour l’accès à la terre et à une gamme de ressources productives. Les femmes rencontrent souvent de plus grandes difficultés à accéder aux filières agroalimentaires à haute valeur qui prennent une importance croissante à mesure que s’opère la transformation. Les femmes rencontrent aussi d’importants obstacles sur les marchés de la main-d’œuvre rurale, qui tendent à favoriser les jeunes hommes éduqués.

Les mesures permettant de surmonter ces obstacles comprennent des interventions directes

pour renforcer les compétences, développer les actifs et améliorer l'accès aux ressources clés, parallèlement aux réformes plus générales des politiques et des institutions entreprises pour aborder les dimensions socioculturelles des préjugés de genre et de l'inégalité.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La transformation structurelle et la transformation inclusive du monde rural exigent un accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette transformation a été accompagnée d'améliorations de grande ampleur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec de forts gains enregistrés en termes de disponibilité, d'accès et d'utilisation des denrées alimentaires.

Mais même en certains endroits où la transformation a été rapide et soutenue, où les revenus ont augmenté et où l'approvisionnement en denrées alimentaires a été relativement facile avec des prix comparativement peu élevés et stables, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a persisté, avec une coexistence des phénomènes de sous-alimentation, de suralimentation et de carences en micronutriments. Différentes formes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle constituent donc de puissants signes d'une transformation incomplète, inégale, déséquilibrée et non inclusive.

La politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle – qui sert de plateforme à une transformation structurelle et du monde rural inclusive et soutenue – est focalisée sur des mesures et des investissements spécifiques à la nutrition et sensibles aux enjeux nutritionnels qui rendent les systèmes alimentaires en rapide évolution mieux à même de fournir et de soutenir des régimes alimentaires sains et nourrissants destinés à tous les consommateurs, et spécialement les femmes enceintes et les jeunes enfants, pour qui la malnutrition a des conséquences durables. Il sera aussi essentiel que les pouvoirs publics adoptent des mesures pour contrer les effets des forces qui militent contre une participation accrue des petits agriculteurs et commerçants aux activités commerciales de production et d'échange de denrées alimentaires.

Durabilité environnementale

À long terme, l'augmentation des revenus, associée à la transformation, accroît la sensibilité écologique et conduit à des améliorations en matière d'environnement, encore qu'à des moments différents et des rapidités variant en fonction de la question à l'ordre du jour et d'autres conditions. À plus court terme, toutefois, la transformation est susceptible d'induire des stress environnementaux. On estime, dans le coup de projecteur 7 de la version intégrale du rapport, que la transformation ne peut être considérée comme réussie que si elle inclut des

progrès en matière de durabilité environnementale. Au cours de leur période de transformation classique, les pays de l'OCDE ont connu de nombreux et graves problèmes d'assainissement urbain, de déforestation, de perte de biodiversité, et de pollution de l'air et de l'eau. L'assainissement s'est amélioré à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, mais d'autres problèmes n'ont été abordés de façon systématique qu'à partir des années 1970 et 1980. Depuis lors, la législation et les programmes environnementaux ont conduit à des améliorations considérables.

Les pays en développement ont aussi entrepris des programmes de protection de l'environnement. Au cours de la dernière décennie, l'Inde et la Chine ont commencé à résoudre les immenses problèmes de congestion et de pollution associés à leur rapide croissance économique. Toutefois, de nombreuses zones rurales, spécialement en Afrique, connaissent une sérieuse dégradation du sol, et bien que des progrès aient été réalisés, notamment par la création de zones protégées mises en réserve, la déforestation et la perte de biodiversité se poursuivent. La gestion de ces problèmes exige d'importantes réformes sur le plan des politiques et des institutions, ainsi que des investissements sur les plans physique, institutionnel et du développement des capacités.

Peuples autochtones

Plus de 370 millions de personnes, réparties dans quelque 70 pays dans le monde, se définissent comme appartenant à des peuples autochtones. L'Amérique latine compte plus de 400 groupes, ayant chacun sa langue et sa culture distinctes. La plus forte concentration – 70% selon les estimations – se trouve en Asie et dans le Pacifique.

Ils possèdent des cultures riches et anciennes et considèrent comme interdépendants leurs systèmes social, économique, environnemental et spirituel. Ils apportent de précieuses contributions au patrimoine mondial, sous la forme de leurs savoirs traditionnels et de leur compréhension de la gestion des écosystèmes. Mais, parmi ceux qui ont historiquement subi une exclusion sociale, politique et économique, les peuples autochtones continuent de faire face à une discrimination fondée sur leur identité et à des préjudices qui limitent (ou même empêchent) leur accès aux possibilités et aux ressources sociales, économiques et politiques. Leurs conditions, sur le plan socioéconomique et sur celui du développement humain, sont significativement inférieures à celles des autres groupes de population. Et même lorsqu'ils ont réalisé des progrès sociaux et politiques, la transformation du monde rural peut représenter une menace pour leurs pratiques traditionnelles d'utilisation des terres ou pour leur diversité culturelle et linguistique.

Références

- Banque mondiale. 2015. *Global economic prospects 2015: The global economy in transition*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2016. *Indicateurs du développement dans le monde*. Banque mondiale. Washington, DC.
- Fan, S., éd. 2008. *Public expenditures, growth, and poverty: lessons from developing pays*. Johns Hopkins University Press. Baltimore, MD.
- Fan, S., Hazell, P.B.R. et Thorat, S. 1999. *Linkages between government spending, growth, and poverty in rural India*. Research Rapport 110. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington, DC.
- Fan, S., Zhang, L. et Zhang, X. 2002. *Growth, inequality, and poverty in rural China: The role of public investment*. Research Rapport 125. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Washington, DC.
- FAO, FIDA et PAM. 2015. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. FAO. Rome.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2013. *L'Humanité divisée: combattre les inégalités dans les pays en développement*. PNUI. New York.



Annexe: Données sur l'évolution de la transformation structurelle, de la transformation du monde rural et de la pauvreté rurale

Région/pays	Transformation structurelle Part des activités non agricoles dans le PIB (%)						Transformation du monde rural Valeur agricole ajoutée par travailleur (en USD constants de 2005)					
	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005- 2009	2010- 2014	Variation	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005- 2009	2010- 2014	Variation
ASIE ET PACIFIQUE (APR)												
Bangladesh	71,1	75,4	78,1	81,3	83,4	▲	276	304	358	443	563	▲
Cambodge	52,9	53,6	65,7	66,7	65,6	▲	363	383	371	455	516	▲
Chine	77,8	81,9	86,5	89,4	90,6	▲	336	404	464	576	722	▲
Inde	71,2	74,1	78,7	81,8	81,5	▲	465	512	537	607	697	▲
Indonésie	81,7	82,5	84,8	86,1	86,5	▲	631	663	704	820	992	▲
Pakistan	74,3	73,5	76,2	77,1	75,1	▲	889	1 030	1 020	1 051	1 065	▲
Philippines	78,3	81,8	86,7	87,2	88,1	▲	822	825	918	1 064	1 120	▲
RDP lao	40,7	46,2	57,6	64,5	71,1	▲	349	392	442	468	489	▲
Viet Nam	65,9	73,6	78,7	80,8	81,0	▲	277	316	367	420	468	▲
AMÉRIQUE LATINE AMERICA ET CARAÏBES (LAC)												
Bolivie	83,3	83,9	84,8	86,3	87,1	▲	622	630	617	639	644	▲
Brésil	91,8	94,6	93,7	94,7	94,7	▲	1 750	2 168	2 873	3 751	4 943	▲
Chili	90,6	93,3	94,7	96,1	96,6	▲	3 303	3 615	4 718	5 697	6 371	▲
Colombie	84,0	85,8	91,0	92,1	93,5	▲	3 510	2 960	2 889	3 308	3 657	▲
Costa Rica	86,9	87,4	91,2	91,8	93,7	▲	3 499	4 154	4 575	5 568	6 383	▲
Équateur	78,0	79,7	87,1	90,1	90,5	▲	2 087	2 406	2 792	3 399	4 000	▲
El Salvador	84,1	86,6	90,4	88,4	88,1	▲	2 141	2 246	2 416	3 037	3 444	▲
Guatemala			85,3	87,5	88,5	▲	1 557	1 859	1 842	1 823	1 930	▲
Honduras	77,9	79,6	86,0	87,1	86,1	▲	1 274	1 368	1 591	1 969	2 406	▲
Méxique	93,8	95,7	96,4	96,7	96,7	▲	2 713	2 889	3 284	3 629	4 064	▲
Nicaragua	78,7	77,8	81,3	82,3	80,2	▲	1 623	1 907	2 402	3 072	3 718	▲
Panama	91,3	92,6	92,3	94,3	96,5	▲	2 396	2 662	3 490	4 081	3 868	▲
Paraguay	82,4	81,8	83,2	79,5	79,0	▼	1 678	1 846	1 911	2 207	2 807	▲
Pérou	90,7	90,6	91,6	92,4	92,6	▲	1 029	1 230	1 401	1 626	1 848	▲
Rép. dominicaine	87,6	91,0	92,9	93,0	93,7	▲	2 757	3 206	4 074	5 225	7 389	▲
Uruguay	91,6	92,2	90,8	90,0	91,0	▼	5 690	7 108	7 003	8 283	9 612	▲

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale.

Intégration sociale (pauvreté rurale)											
Nombre de personnes en situation de pauvreté rurale suivant les seuils nationaux (%)						Taux d'extrême pauvreté en milieu rural à 1,25 USD/personne/jour (%)					
1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation
		52,3	43,8	35,2	▼		70,1	65,1	56,0	48,9	▼
		54,2	39,1	23,2	▼	48,0		30,6	28,8	7,7	▼
				7,9		72,3	50,2	43,7	24,2	13,5	▼
50,1		41,8	33,8	25,7	▼	52,5			43,8	29,4	▼
	22,9	20,5	19,7	15,2	▼	57,6	50,1	33,9	25,1	14,6	▼
	34,7	33,7	27,0		▼			17,7		19,5	▼
							33,5	34,8	29,7	25,1	▼
	42,5	37,6	31,7	28,6	▼	63,4	48,0	30,6	30,6	32,1	▼
				22,5			37,0	35,3	21,5	3,2	▼
1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation
	84,0	80,3	74,3	60,8	▼		49,2		35,0	18,6	▼
		70,6		31,1	▼		10,3		7,8	5,6	▼
			47,7	32,8	▼		1,2	1,2	0,8	0,8	▼
		58,9	55,6	45,4	▼			23,6	12,9	11,4	▼
		26,3		27,9	▲		4,7		3,5	1,5	▼
		73,7	60,7	46,1	▼		23,1		12,8	7,3	▼
			43,5	42,1	▼		20,2		5,7	1,6	▼
		74,5	70,5	71,4	▼			16,8	19,2	22,3	▲
		71,8	65,8	66,7	▼		29,3		34,1	25,2	▼
		66,5		62,4	▼		14,4	9,5	3,5	4,0	▼
		70,3	66,8	50,1	▼		25,5	24,6	15,4		▼
		64,4	61,4	51,0	▼		23,0		13,7	8,3	▼
		50,7	50,0	40,3	▼		12,2		8,1	5,7	▼
		78,5	74,3	52,8	▼		23,9		18,4	7,1	▼
		51,5	53,8	48,7	▼		5,8	8,0	6,3	3,2	▼
		20,7	14,4	4,4	▼				0,3	0,2	▼

Région/pays	Transformation structurelle Part des activités non agricoles dans le PIB (%)						Transformation du monde rural Valeur agricole ajoutée par travailleur (en USD constants de 2005)					
	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005- 2009	2010- 2014	Variation	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005- 2009	2010- 2014	Variation
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (ESA)												
Afrique du Sud	95,7	96,1	96,6	97,1	97,5	▲	3 172	3 341	4 072	5 036	6 461	▲
Botswana	95,2	96,1	97,2	97,4	97,3	▲	854	801	642	734	777	▼
Burundi	47,4	50,2	53,6	58,5	59,9	▲	226	193	170	129	126	▼
Éthiopie	40,5	46,4	56,5	53,4	55,2	▲	175	176	164	208	258	▲
Kenya	69,8	68,7	70,0	75,1	70,8	▲	374	349	364	370	384	▲
Lesotho	80,6	82,1	89,1	91,9	93,8	▲	372	370	355	304	347	▼
Madagascar	72,0	70,8	70,6	72,9	72,5	▲	239	228	219	207	188	▼
Malawi	59,7	65,8	63,0	68,6	68,5	▲	120	180	207	201	233	▲
Mozambique	64,9	67,9	75,6	72,4	72,5	▲	155	186	201	262	301	▲
Namibie	90,5	90,0	89,2	90,4	91,9	▲	2 049	2 375	2 687	2 557	2 370	▲
Ouganda	47,6	56,6	73,4	74,6	72,5	▲	205	220	234	226	220	▲
Rép-Unie de Tanzanie	53,0	58,0	67,1	69,3	67,8	▲	254	263	291	332	353	▲
Rwanda	63,7	56,0	62,7	64,1	67,0	▲	208	228	248	268	301	▲
Swaziland	89,1	86,8	89,8	91,9	93,3	▲	1 065	1 066	1 160	1 279	1 405	▲
Zambie	78,1	82,9	82,4	86,3	89,8	▲	429	492	454	388	357	▼
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (WCA)												
Bénin	66,0	66,5	73,7	72,5	75,2	▲	522	614	745	846	911	▲
Burkina Faso	68,5	63,2	64,0	63,2	65,3	▼	229	269	310	327	326	▲
Cameroun	75,8	75,7	78,3	77,7	77,0	▲	564	681	810	967	1 181	▲
Cap-Vert	87,5	87,5	89,1	91,6	91,9	▲	1 060	1 795	2 558	3 243	4 291	▲
Congo	88,6	90,4	94,2	95,8	95,9	▲	451	415	466	586	731	▲
Guinée	80,3	79,4	76,7	75,2	79,0	▼	145	149	176	192	212	▲
Mali	59,9	61,0	63,1	62,1	60,0	▲	601	637	659	747	870	▲
Mauritanie	64,1	64,9	64,6	74,5	78,9	▲	1 169	1 137	956	975	1 046	▼
Nigéria	67,5	65,7	63,0	66,5	78,1	▲	1 103	1 314	2 157	3 401	4 406	▲
République centrafricaine	53,3	47,9	45,7	45,1	44,2	▼	432	480	561	598	563	▲
Sénégal	80,3	80,2	82,8	84,3	83,7	▲	396	393	367	360	367	▼
Sierra Leone	58,8	45,4	48,4	45,1	45,3	▼	619	597	607	752	896	▲
Togo	63,8	61,5	63,4	63,1	63,4	▼	580	668	643	658	600	▲
PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, EUROPE ET ASIE CENTRALE (NEN)												
Arménie	66,1	65,1	74,4	80,2	79,3	▲	2 293	3 021	4 265	6 626	8 258	▲
Égypte	82,6	82,9	83,7	86,0	85,6	▲	1 310	1 536	1 774	2 030	2 392	▲
Jordanie	93,0	96,6	97,4	97,1	96,6	▲	2 641	2 060	2 395	3 584	4 627	▲
Kazakhstan	80,1	88,6	91,5	93,8	95,1	▲	3 013	1 954	2 518	3 316	3 821	▲
Kirghizistan	61,7	56,9	63,6	71,2	81,7	▲	837	952	1 278	1 284	1 370	▲
Maroc	80,4	80,9	83,7	85,7	86,1	▲	2 010	1 896	2 248	2 957	4 228	▲
Tadjikistan	71,1	66,5	74,6	77,2	74,2	▲	536	452	600	773	1 026	▲
Tunisie	82,6	86,9	89,5	90,6	91,1	▲	3 205	3 217	3 609	4 061	4 356	▲
Turquie	83,7	85,3	88,9	90,8	91,3	▲	3 649	3 961	4 547	5 337	6 493	▲

Source: FIDA, sur la base de la Banque mondiale.

Intégration sociale (pauvreté rurale)											
Nombre de personnes en situation de pauvreté rurale suivant les seuils nationaux (%)						Taux d'extrême pauvreté en milieu rural, à 1,25 USD/personne/jour (%)					
1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation
			87,6	77,0	▼		38,3	42,1	34,1	8,3	▼
40,4		44,8	24,3		▼	20,9		34,2		14,9	▼
			68,9				87,3		82,0		▼
	46,5	39,3		30,4	▼			50,8	35,3	28,5	▼
			49,1				32,9		48,5		▲
68,9		60,5		61,2	▼		40,9	58,6		58,4	▲
		78,2	80,6	81,5	▲				87,6	92,4	▲
	66,5	55,9		56,6	▼		97,5		79,0	77,9	▼
	71,3	55,3	56,9		▼		81,6	78,4	61,0		▼
81,6		48,7	37,4		▼			34,1		23,7	▼
60,3	43,1	42,7	30,7	22,4	▼		53,8		55,0	34,0	▼
				33,3		71,8		88,0	54,1	48,2	▼
			61,9	48,7	▼			82,0	73,3	62,1	▼
		79,7	73,1		▼			52,5		47,4	▼
				77,9			71,6		83,9	89,2	▲
1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation
			37,8	39,7	▲			49,0		43,5	▼
		65,8	52,8		▼		81,6	61,6	46,0		▼
	59,6	52,1	55,0		▼		57,2	31,1	38,5		▼
			44,3					33,4	23,2		▼
		65,2		74,8	▲				67,3	81,2	▲
82,1		59,9	63,0	64,7	▼						
		64,8	53,8		▼			65,6	55,5		▼
		62,6	59,4		▼	91,2	25,0	20,8	14,3		▼
		56,6	52,8		▼		69,9	67,6		67,2	▼
			69,4					65,5	71,7		▲
		65,1	58,8	57,1	▼			45,9	34,2	33,8	▼
		78,7		66,1	▼			71,8		70,8	▼
			75,1	73,4	▼				61,5	63,6	▲
1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	Variation
		47,9	31,2	33,6	▼						
		24,5	28,9	32,3	▲			2,0	3,4		▲
				16,8				1,1	0,3	0,3	▼
		54,5	23,2	7,5	▼		6,6	9,6	0,2	0,1	▼
			40,8	38,7	▼		29,2	42,7	27,3	11,1	▼
	24,2	25,1	14,4		▼			7,4	3,9		▼
		73,8	49,2	25,7	▼		61,5	18,5	6,1	31,6	▼
							4,8	1,8	1,2	0,8	▼
		34,5	19,4	7,4	▼			1,4	1,8	0,0	▼

Notes de fin

- 1 Les ODD en rapport direct et indirect avec le développement rural et la transformation sont notamment les suivants: Objectif 1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde; Objectif 2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable; Objectif 3 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge; Objectif 4 - Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous; Objectif 5 - Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; Objectif 6 - Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau; Objectif 8 - Promouvoir croissance économique soutenue, plein emploi productif et travail décent pour tous; Objectif 10 - Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre; Objectif 12 - Établir des modes de consommation et de production durables; Objectif 13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions; Objectif 15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable.
- 2 La fiabilité de cette mesure, largement utilisée, de la productivité agricole est souvent contestée en raison des fortes disparités de niveaux entre les pays. Gollin et al. (2014) observent que ces fortes disparités sont réelles, et pas simplement un artefact dû à des mesures erronées ou à une médiocre qualité des données.
- 3 L'accent ainsi mis sur la dimension pauvreté monétaire de l'intégration ne revient pas à nier ou à minimiser l'importance d'autres aspects de l'intégration. L'intégration représente beaucoup plus que le revenu. D'autres dimensions de l'intégration sont examinées dans les chapitres régionaux et thématiques, et dans les "coups de projecteur" (décrits dans la section suivante). Mais, du fait que les données sur la pauvreté monétaire existent pour la plupart des pays, cette focalisation permet de mettre en lumière les similitudes et les différences des diverses trajectoires et des divers modèles de transformation du monde rural en les observant au travers d'une même lentille importante.
- 4 Le FIDA a toutefois lancé un programme d'analyse dans cette perspective.
- 5 Les huit pays sont le Brésil, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay (LAC), la Jordanie (NEN), et l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie (ESA).
- 6 Les deux pays sont la Turquie (NEN) et l'Uruguay (LAC).
- 7 En raison du manque de données pertinentes, pour la Jordanie et la Tunisie, sur la pauvreté rurale sur la base des seuils nationaux, cette analyse a été réalisée pour seulement 60 des 62 pays inclus dans l'ensemble de données.
- 8 Cette représentation de l'importance relative de l'agriculture dans le cadre de la transformation structurelle est semblable, dans l'esprit, à celle utilisée dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement (Banque mondiale, 2008). L'accent est toutefois mis, ici, sur l'économie politique de différentes approches du développement rural, en retenant comme caractéristique déterminante l'évolution de l'importance de l'agriculture dans le cadre de la transformation structurelle.
- 9 Les mesures classées ici dans la catégorie des "innovations institutionnelles" peuvent être considérées ailleurs comme des "réformes des politiques", et les "investissements" décrits ici peuvent être des "innovations institutionnelles" ailleurs. La question n'est pas de savoir quelle mesure entre dans quelle catégorie (les rangées du tableau), mais plutôt quelle mesure est la plus pertinente dans un contexte donné (les colonnes du tableau).

Crédits photos

Page de couverture: Philippines ©FIDA/GMB Akash

Page 5: Équateur ©FIDA/Carla Francescutti

Page 10: Népal ©FIDA/Sanjit Das

Page 16: République démocratique populaire lao ©FIDA/GMB Akash

Page 59: Philippines ©FIDA/GMB Akash

Page 71: Somalie ©FIDA/Marco Salustro



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie


Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org


www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV



<https://www.ifad.org/ruraldevelopmentreport>



ISBN-978-92-9072-684-5

9 789290 726845